

ENQUETE PUBLIQUE

concernant la demande d'autorisation unique d'exploiter deux installations terrestres de production d'électricité sur le territoire de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt, présentée par la société H2air et comprenant 8 éoliennes et 3 postes de livraison pour le parc éolien des Violettes et 4 éoliennes et 2 postes de livraison pour le parc éolien des Primevères.

Rapport du commissaire enquêteur

Enquête réalisée du lundi 15 juin 2020, à 9h au mercredi 15 juillet 2019, à 17h.

Siège de l'enquête en mairie de Tavaux-et-Pontséricourt.

Dossier n° E200000004/80

Table des matières

1	Présentation du projet objet de l'enquête.....	4
1.1	Contexte général dans lequel s'inscrit le projet :	4
1.2	Nature du projet :	4
1.3	Contexte local :	4
1.4	Caractéristiques du projet :	6
1.5	Présentation du porteur de projet :	9
1.6	Genèse et évolution du projet :	10
2	Cadre juridique	11
3	Rappel de la procédure :	12
3.1	Objet de l'enquête :	12
4	Modalités de l'enquête	13
4.1	Désignation du Commissaire-enquêteur :	13
4.2	Organisation de l'enquête :	13
4.2.1	Détermination des dates de l'enquête publique :	13
4.2.2	Durée de l'enquête :	13
4.2.3	Dates des permanences :	14
4.2.4	Périmètre de l'enquête :	14
4.2.5	Visite préalable et rencontre avec le maire et le porteur de projet :	14
4.2.6	Publicité et affichage :	15
4.3	Concertation avec les élus :	16
4.4	Information du public sur les projets de parcs éoliens :	16
5	Les dossiers d'enquête	17
5.1	Contenu des dossiers d'enquête :	17
5.1.1	Documents administratifs :	17
5.1.2	L'étude d'impact environnementale :	17
5.1.3	L'étude des dangers :	18
5.1.4	Plans :	18
5.1.5	Compléments :	18
5.1.6	Carnets de photomontages :	18
5.1.7	Carnets de cartes :	18
5.1.8	Avis de la MRAE :	18
5.2	Analyse du dossier d'enquête :	19
6	Déroulement de l'enquête publique :	19

6.1	Tendance générale des observations :	20
6.2	Nature des observations :	25
6.3	Synthèse des observations :	25
6.3.1	Observations concernant l'environnement	25
6.3.2	Observations concernant l'économie liée au projet	26
6.3.3	Observations caractéristiques :	26
7	Mémoire en réponse du pétitionnaire :	27
7.1	Procès-verbal de synthèse :	27
7.2	Mémoire en réponse :	28
7.3	Analyse des observations, des réponses du maître d'œuvre et avis du commissaire enquêteur :	28
7.4	Observations concernant l'environnement :	29
7.5	Observations concernant l'économie liée au projet :	37
7.6	Observations caractéristiques :	44
7.6.1	Les simulations d'impact visuel :	44
7.6.2	Les études négligent les impacts possibles sur la commune de Burelles :	45
7.6.3	Un projet potentiellement destructeur de la faune volante :	45
7.6.4	Impact des infrasons sur la santé :	46
7.6.5	Emission des gaz à effet de serre :	47
7.6.6	Le secteur d'implantation doit être préservé.....	47
8	Délibérations des communes environnantes :	48
9	Avis de l'autorité environnementale :	49
10	Avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) :	49
11	Avis des personnes publiques associées :	50
12	Bilan de l'enquête :	50
12.1	Sur l'organisation :	50
12.2	Sur le déroulement :	50
12.3	Sur les observations :	51
12.4	Sur le mémoire en réponse du maître d'ouvrage :	51
13	Documents annexes :	52

1 *Présentation du projet objet de l'enquête*

1.1 *Contexte général dans lequel s'inscrit le projet :*

La **Loi Grenelle II**, publiée le 12 juillet 2010, porte engagement national pour l'environnement. Elle a fixé pour chaque type d'énergie renouvelable des objectifs précis de puissance à installer d'ici 2020.

Pour l'éolien terrestre, ces **objectifs visent 19 000 MW** et tiennent compte des 11 000 MW éoliens installés aujourd'hui. Ces objectifs ont par ailleurs été déclinés région par région à travers l'élaboration de Schémas Éoliens Régionaux (SRE) qui définissent, d'une part, des zones favorables au développement de projets éoliens et, d'autre part, le nombre de MégaWatts à installer d'ici 2020. L'adoption en août 2015 de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte vient renforcer et augmenter les objectifs du Grenelle en matière d'énergies renouvelables. En effet, les objectifs de cette loi visent à :

- Réduire la consommation énergétique finale des énergies fossiles de 30% en 2030 par rapport à la référence 2012 ;
- Porter la part des énergies renouvelables à 23% de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32% de cette consommation en 2030 ;
- Réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50% à l'horizon 2025.

Pour l'éolien, l'arrêté du 26 avril 2016 a fixé les objectifs d'installation pour l'éolien terrestre de 21 800 MW à 26 000 MW d'ici 2023.

1.2 *Nature du projet :*

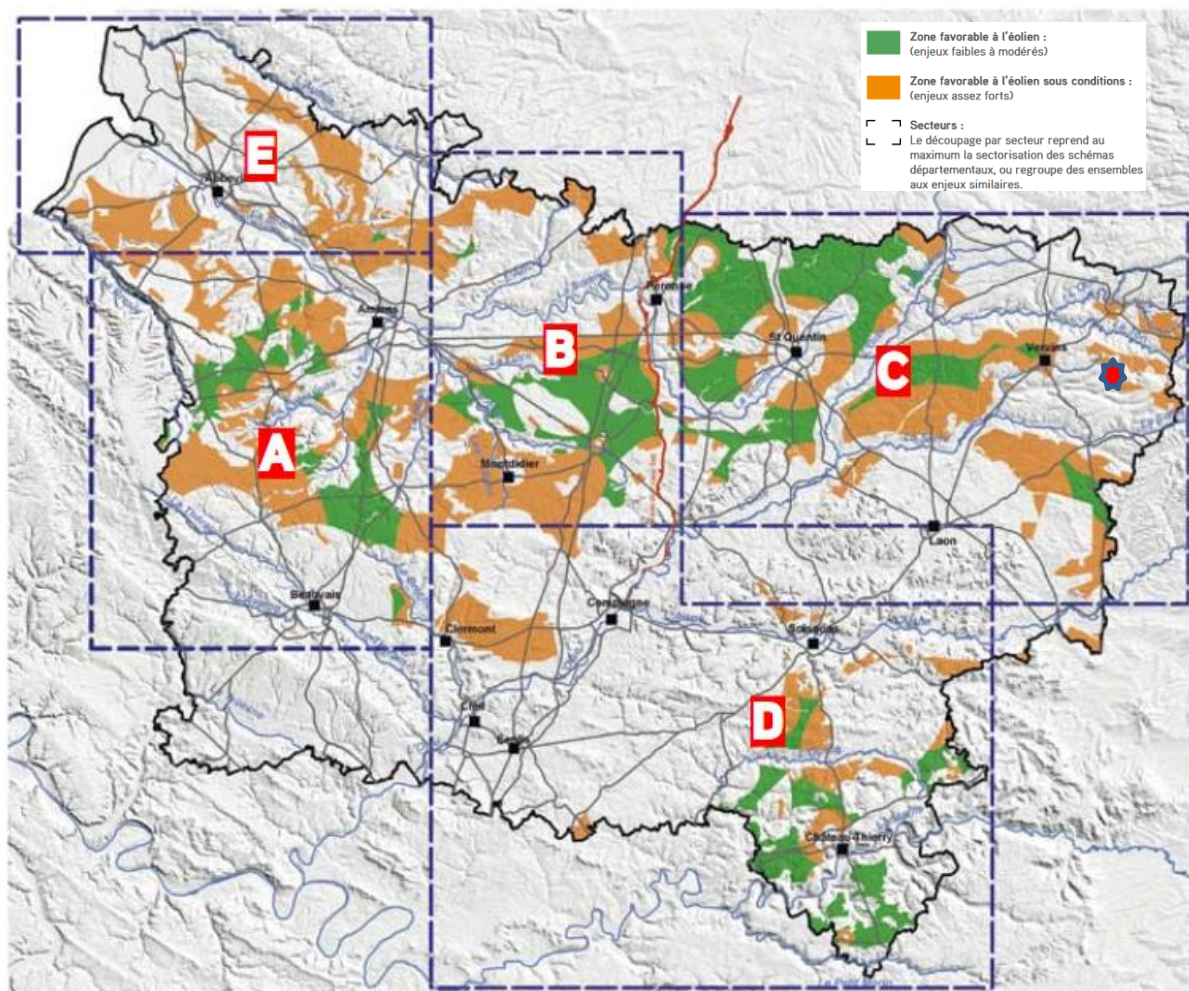
La société H2air, fondée à Amiens en 2008, est spécialisée dans le développement, la construction et l'exploitation de parcs éoliens terrestres situés en France.

Elle a pour projet d'implanter sur le territoire de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt deux parcs éoliens (parc des Violettes et parc des Primevères) totalisant 12 douze éoliennes et cinq postes de livraisons. En raison d'enjeux environnementaux distincts, deux dossiers d'enquête ont été élaborés.

1.3 *Contexte local :*

La Zone d'Implantation Potentielle envisagée pour l'implantation des éoliennes est incluse dans le secteur Aisne – Nord (repère C sur la figure de la page suivante) du Schéma Régional Eolien de Picardie (SRE). Elle appartient à une zone au sein de laquelle des contraintes patrimoniales ou techniques ont été identifiées : ces zones peuvent accueillir des projets éoliens, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- sur la base d'une étude précise et étayée, le pétitionnaire doit démontrer que certaines contraintes absolues qui amenaient à rendre une zone défavorable ne s'appliquent pas (éventualité liée à la précision de la carte à l'échelle régionale) ;
- cohérence du projet avec la stratégie régionale et les principes de protection des paysages (non mitage, non dominance, non encerclement, non covisibilité...).



La zone d'implantation potentielle est située en dehors du périmètre de vigilance autour du belvédère de Laon, mais dans une zone à enjeux « très forts » concernant le patrimoine architectural, en raison de la présence des églises fortifiées de la Thiérache (site sanctuarisé). Elle se situe également en bordure de l'entité paysagère emblématique de la vallée de la Serre, paysage à petite échelle exigeant une vigilance renforcée vis-à-vis de l'éolien (zone à enjeux très forts). L'impact visuel du projet sera donc analysé de façon approfondie au regard de ces sites par le bureau d'étude Matutina, expert en paysage. La zone d'implantation potentielle se situe dans une zone à enjeux écologiques faibles et contraintes techniques « inexistantes ».

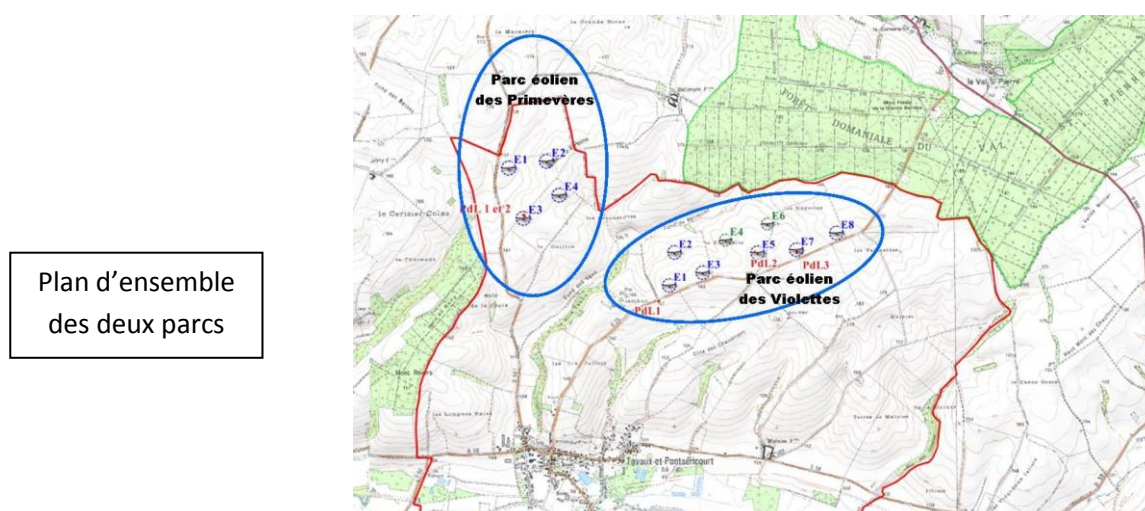
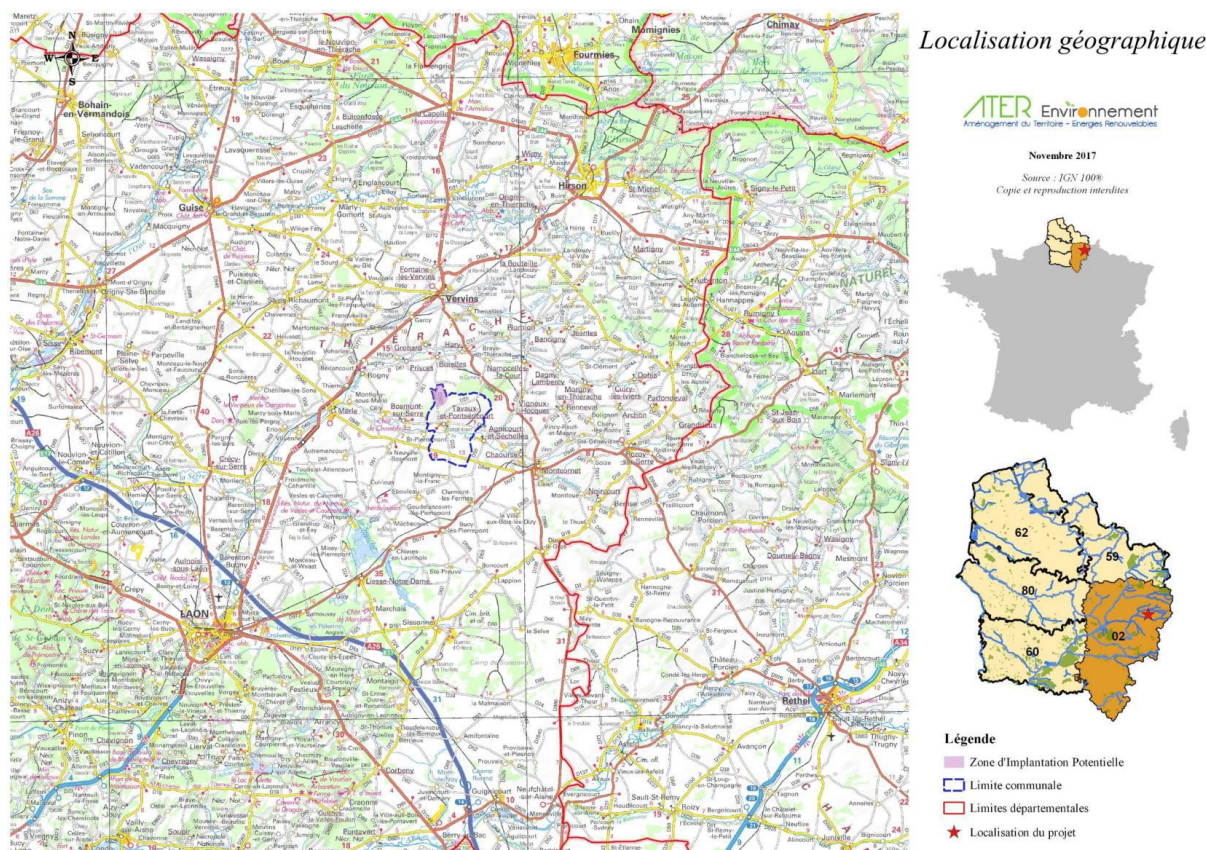
Seule l'analyse détaillée des enjeux spécifiques du dossier dans le cadre de l'instruction permet de se prononcer in fine sur la possibilité de l'autoriser.

Le Schéma Régional Eolien (SRE) indique que la stratégie du secteur Aisne-Nord est que « les nouvelles éoliennes devront être harmonisées avec les projets existants qu'elles viendront compléter (hauteur, rythme, type de machine, etc.) ». L'enjeu est ici d'implanter un nouveau parc éolien de façon à densifier le pôle existant, et à le structurer. L'ensemble des éoliennes de ce pôle doit s'organiser dans une logique commune, afin que les différents parcs éoliens du pôle forment un ensemble cohérent.

Le SRE précise également que la zone concernée par le projet nécessitera un développement du réseau électrique de transport pour permettre le raccordement de nouveaux parcs éoliens.

1.4 Caractéristiques du projet :

Le projet consiste à implanter sur le territoire de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt, située dans le département de l'Aisne, en région Hauts-de-France, deux parcs éoliens (parc des Violettes et parc des Primevères) totalisant 12 douze éoliennes et cinq postes de livraison. En raison d'enjeux environnementaux distincts, deux dossiers d'enquête ont été élaborés.



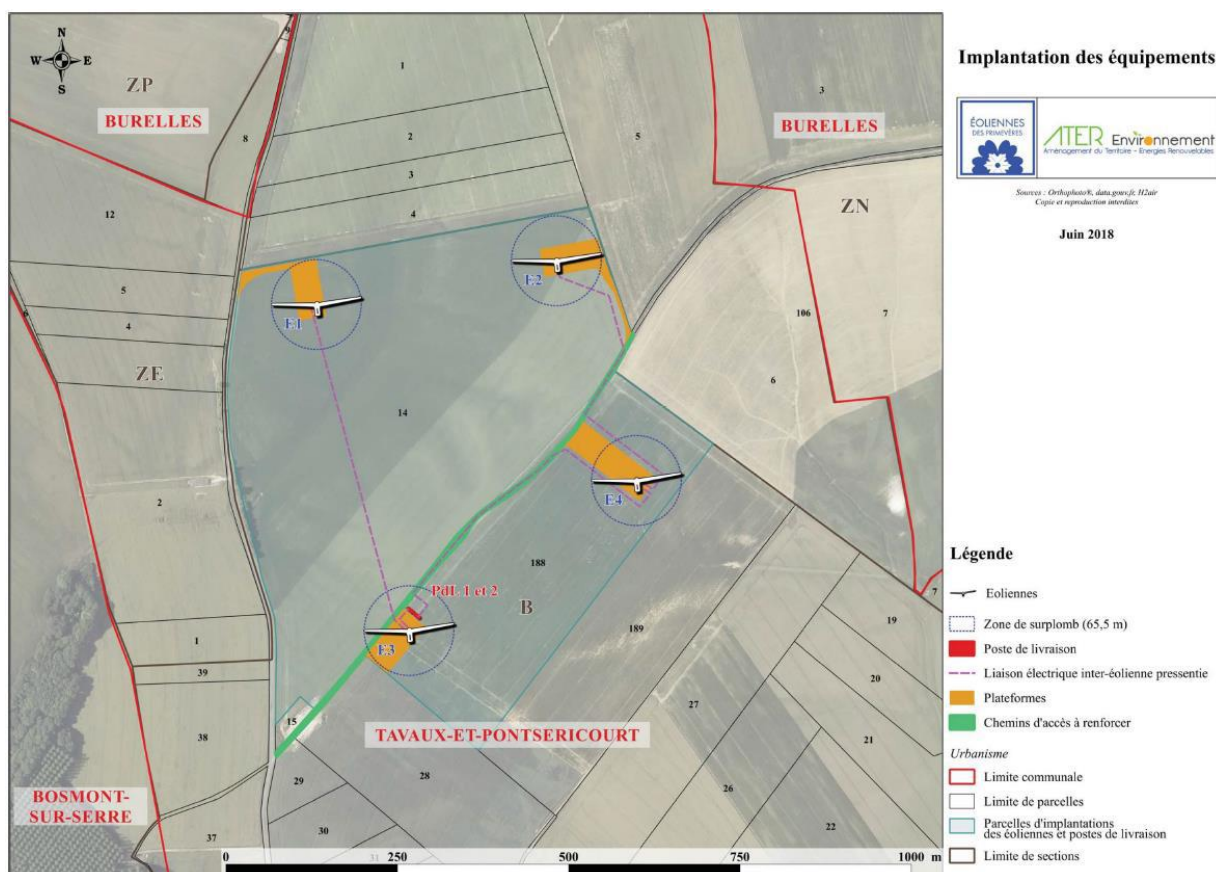
Suite aux échanges entre le porteur de projet et le conseil municipal, dès l'initiation des projets éoliens des Violettes et des Primevères, la décision conjointe du maire, des conseillers municipaux et

de la société H2air a été prise de déplacer la zone d'implantation du projet, initialement à 500 mètres de l'habitation de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt la plus proche, à **950 mètres minimum**. Ainsi, les éoliennes les plus proches des habitations sont :

- L'éolienne E1 du parc des Primevères, située à 1240m de la ferme de Laby, à Beaumont-sur-Serre,
- L'éolienne E2 du parc des Primevères, située à 1240m de la ferme de Bélimont, à Burelles,
- L'éolienne E8 du parc des Violettes, située à 1530m du Val-St-Pierre, à Bray-en-Thiérache,
- L'éolienne E1 du parc des Violettes, à 1345m de Tavaux-et-Pontséricourt.

Le **parc éolien des Primevères** se compose des éléments suivants :

- 4 éoliennes E1, E2, E3 et E4 de type Nordex N131, d'une puissance maximale de 3,9 MW, d'un rotor de 131 m et d'une hauteur maximale en bout de pale de 185,5 m ;
- un réseau de câblage enterré ;
- des chemins d'accès, plateformes de grutage et de retournement ;
- un poste de livraison électrique, points de raccordement au réseau de distribution électrique.

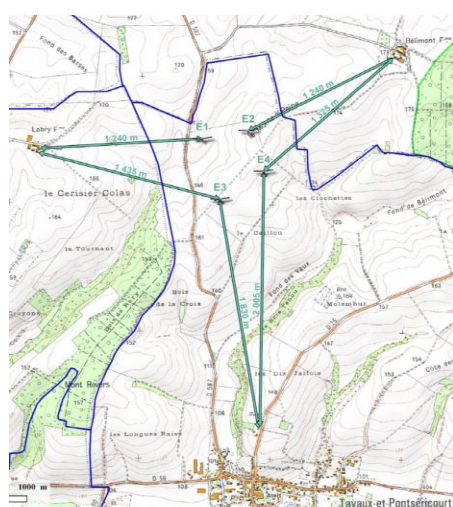
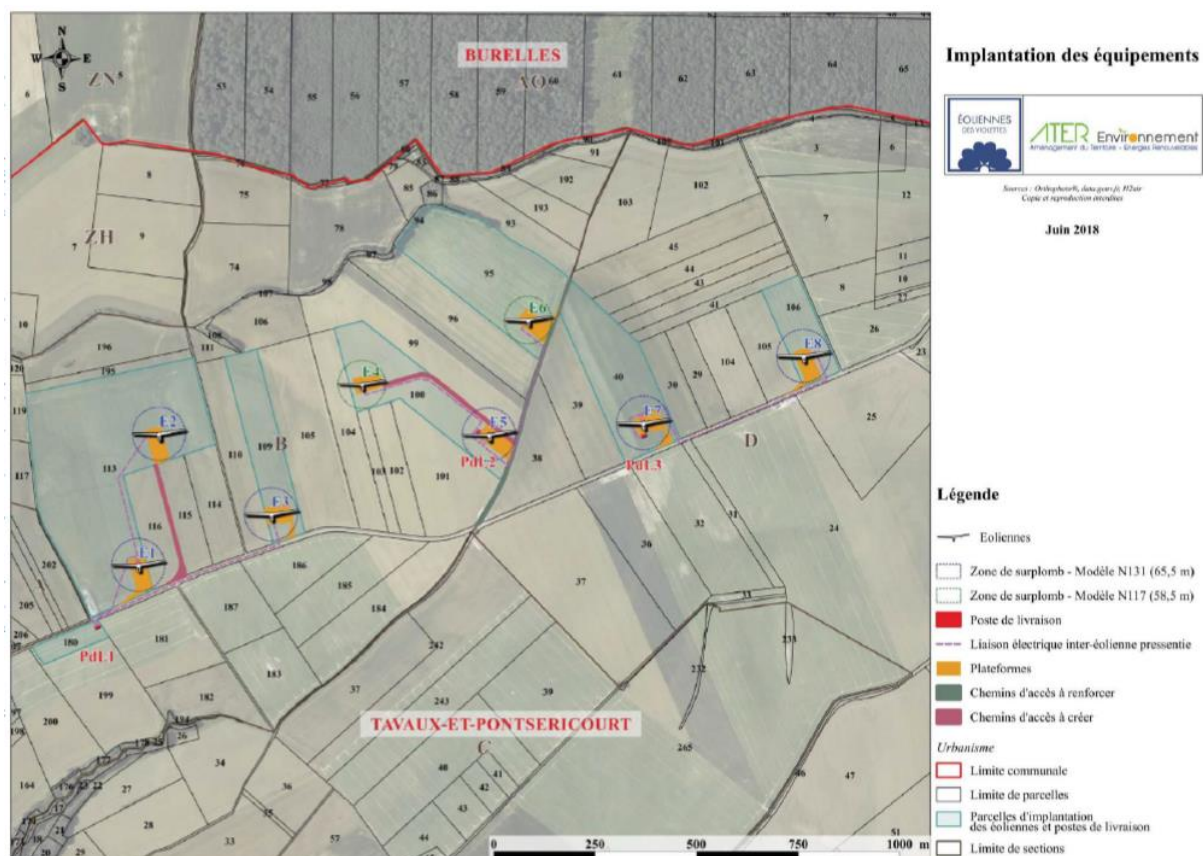


Le **parc éolien des Violettes** se compose des éléments suivants :

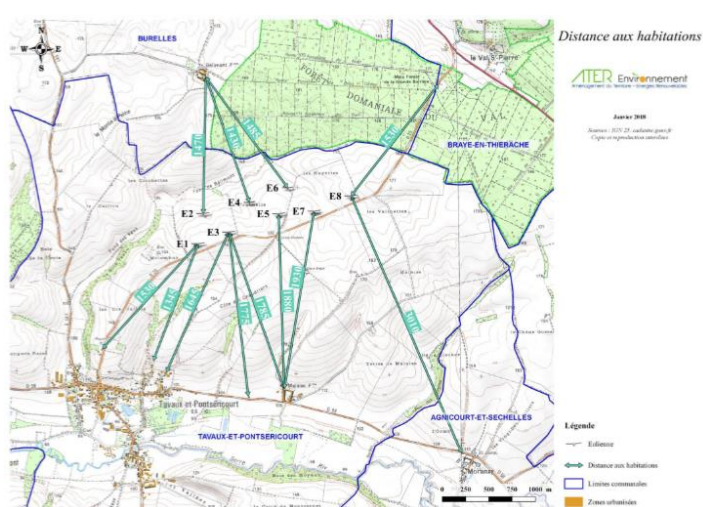
- 8 éoliennes : E1, E2, E3, E5, E7 et E8 de type Nordex N131, d'une puissance maximale de 3,9 MW, d'un rotor de 131 m et d'une hauteur maximale en bout de pale de 185,5 m, E4 et E6 de type

Nordex N117 d'une puissance maximale de 3,6 MW, d'un rotor de 116,8 m et d'une hauteur maximale en bout de pale de 178,3 m,

- un réseau de câblage enterré,
- des chemins d'accès, plateformes de grutage et de retournement,
- 3 postes de livraison électrique, points de raccordement au réseau de distribution électrique.



Parc des Primevères



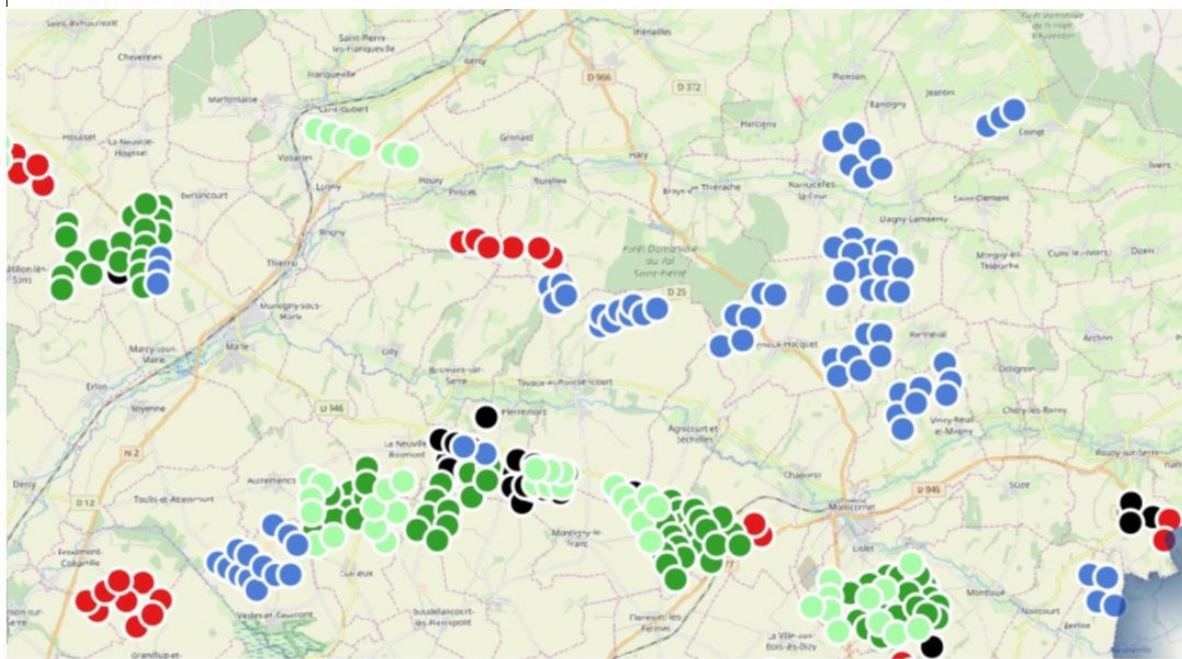
Parc des Violettes

Le secteur de Tavaux-et-Pontséricourt présente déjà une densité de parcs éoliens relativement importante au sud de la Serre et plusieurs projets sont à l'étude dans les territoires situés au nord du cours d'eau.

Éoliennes

- Abandonnée
- Instruction
- Refusée
- En production
- Autorisée administrativement

Carte de l'éolien dans la région de Tavaux-et-Pontséricourt



1.5 Présentation du porteur de projet :

Les projets des parcs éoliens de Primevères et des Violettes sont portés par le groupe H2air : ce groupe se compose d'une société-mère, **H2air**, et de trois filiales économiques dont **H2air PX** et **H2air GT**. H2air et ses filiales permettent de prendre en charge toutes les étapes d'un projet éolien, du développement à la gestion opérationnelle en passant par la construction. Ces sociétés garantissent une optimisation en termes de coûts et de délais, ainsi qu'une implantation cohérente et concertée.

L'industrie éolienne est un marché particulièrement consolidé. La maintenance est, dans la quasi-totalité des cas, assurée par les constructeurs dans le cadre de contrats de maintenance qui garantissent un niveau de disponibilité des machines à l'exploitant. Si la technologie des turbines est relativement complexe, elle est maîtrisée par les constructeurs qui assurent la maintenance de leurs machines pendant la phase d'exploitation du parc.

Le principal fournisseur de la société Eoliennes des Primevères sera Nordex, qui fournira des éoliennes de type N131.

La société Eoliennes des Primevères confiera également :

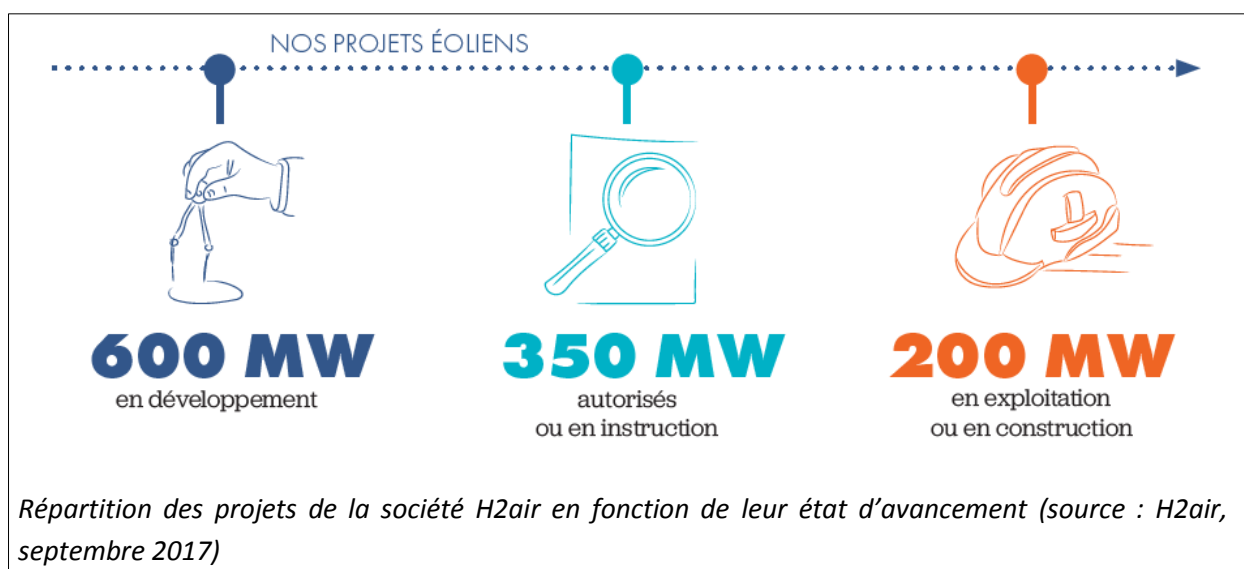
- l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et le suivi de chantier à la société H2air PX, filiale de H2air ;

- la gestion opérationnelle de l'exploitation à la société H2air GT, filiale de H2air ;
- la maintenance des éoliennes à Nordex, via un contrat d'exploitation technique et de maintenance.

La société « Eoliennes des Primevères » est une société dédiée créée par la société H2air pour porter et exploiter le projet « Parc éolien des Primevères ». La société « Eoliennes des Primevères » ne comprend aucun salarié et le but du développeur du projet, H2air, est d'amener cette société à être autoportante à l'aide de son projet éolien qui assure la trésorerie nécessaire à la société « Eoliennes des Primevères » pour assumer ses responsabilités d'exploitant en sollicitant les prestations de services des experts qualifiés.

Un contrat de gestion couvrant tous les aspects techniques et administratifs de l'exploitation sera conclu avec la société H2air GT. Celle-ci est une société fille de H2air spécialisée dans ces domaines d'activité.

Le groupe s'appuie sur près de 35 collaborateurs expérimentés aux savoir-faire pluridisciplinaires, et dispose d'un bureau à Berlin depuis 2008 et de trois agences de développement : l'agence Nord depuis 2008, l'agence Est à Nancy depuis 2012 et l'agence Ouest à Tours depuis 2015.



Au 1er septembre 2017, 4 parcs d'une puissance totale de 136,9 MW développés et construits par H2air, sont actuellement en service en région Grand Est et en Hauts-de-France.

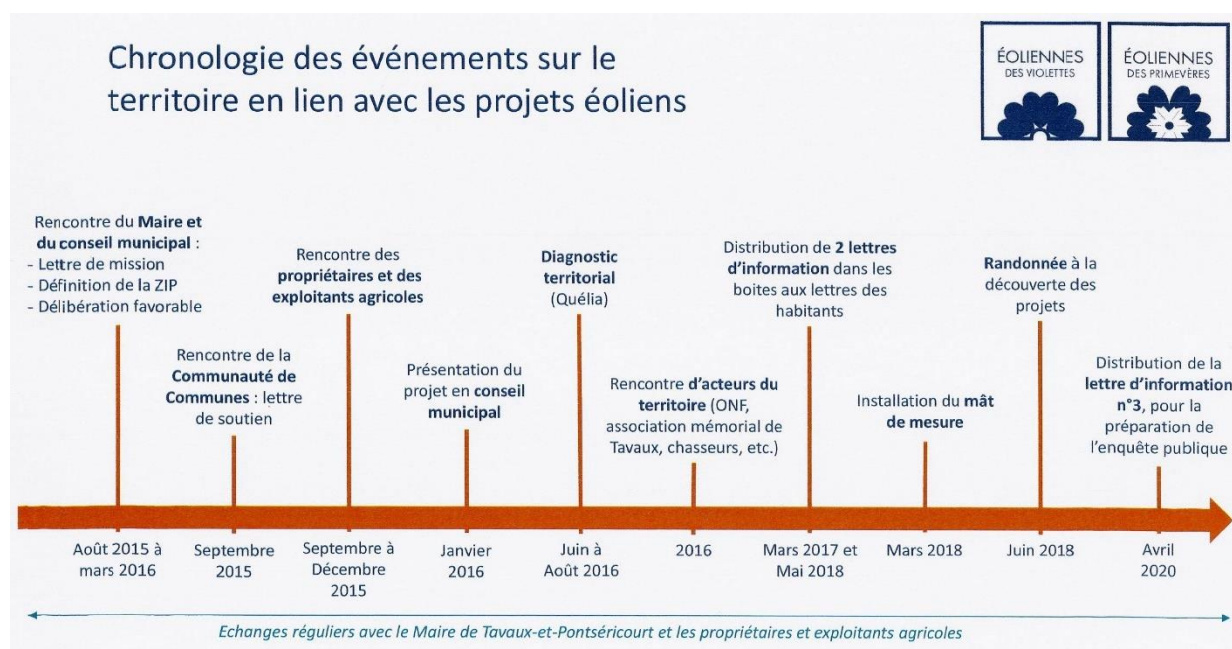
Le parc Coquelicot 1 est actuellement en construction en région Hauts-de-France (32,3 MW, 14 éoliennes, mise en service au printemps 2018). Le parc Coquelicot 2 fait l'objet d'une extension de 2 machines, pour un total de 10 éoliennes produisant 23 MW.

1.6 Genèse et évolution du projet :

Dès le mois d'août 2015, la société H2air organise une rencontre avec les élus de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt puis, peu de temps après, avec les représentants de la Communauté de Communes de la Vallée de la Serre afin de présenter la société, ses méthodes de développement et les deux projets des Violettes et des Primevères ; une majorité d'élus se sont montrés favorables au

développement de tels projets sur leur territoire. Les projets éoliens des Primevères et des Violettes ont ainsi débuté par les signatures :

- de la lettre de mission confirmant l'intérêt de la commune pour l'étude de faisabilité d'un projet éolien, en date du 3 septembre 2015 (en annexe de l'étude d'impact) ;
- de la délibération favorable pour la signature de la convention de voirie, en date du 26 février 2016 (en annexe de l'étude d'impact) ;
- de la convention de voirie.



Suite aux échanges entre le porteur de projet et le conseil municipal, la décision conjointe du maire, des conseillers municipaux et de la société H2air a été prise d'éloigner la zone d'implantation du projet, initialement à 500 mètres de l'habitation de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt la plus proche, à 950 mètres minimum.

2 Cadre juridique

Les demandes relatives aux installations classées soumises à autorisation, en application des dispositions du Code de l'Environnement, Livre Ier font l'objet d'une enquête publique et d'une enquête administrative en application des chapitres II et III.

Cela s'appuie notamment sur les articles L512-2 et L512.15, R512-11 à R512-26 et R512-28 à R512-30 du Code de l'Environnement.

Selon l'article L.123-1 du Code de l'Environnement, l'enquête publique a pour objet « d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision ».

3 Rappel de la procédure :

La procédure d'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale est la suivante :

- *Lorsque le Préfet du département d'instruction juge le dossier complet, il saisit le tribunal administratif pour la désignation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête afin de soumettre le dossier au public par voie d'arrêté ; il saisit parallèlement l'Autorité Environnementale ;*
- *L'enquête publique est annoncée par un affichage dans les communes concernées (voir paragraphe relatif au rayon d'affichage ci-contre) et par des publications dans la presse (deux journaux locaux ou régionaux), aux frais du demandeur. Pendant toute la durée de l'enquête, un avis annonçant le lieu et les horaires de consultation du dossier reste affiché dans les panneaux d'affichages municipaux dans les communes concernées par le rayon d'affichage (ici 6 km), ainsi qu'aux abords du site concerné par le projet ;*
- *Le dossier et un registre d'enquête sont tenus à la disposition du public à la mairie de la commune, siège de l'installation classée, pendant un mois, le premier pour être consulté, le second pour recevoir les observations du public. Les personnes qui le souhaitent peuvent également s'entretenir avec le commissaire-enquêteur les jours où il assure des permanences ;*
- *Le Conseil municipal de la commune où le projet est prévu et celui de chacune des communes dont le territoire est inclus dans le rayon d'affichage doivent donner leur avis sur la demande d'autorisation.*

A l'issue de l'enquête publique en mairie, le dossier d'instruction accompagné du registre d'enquête, de l'avis du commissaire enquêteur, du mémoire en réponse du pétitionnaire, des avis des conseils municipaux, des avis des services concernés est transmis à l'Inspecteur des Installations Classées qui rédige un rapport de synthèse et un projet de prescription au Préfet du département concerné.

Ces documents sont ensuite généralement présentés aux membres de la CDNPS (Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites) pour avis sur les propositions d'analyse et d'arrêté de l'Inspecteur des Installations Classées. L'ensemble de ces étapes permet au Préfet de statuer sur la demande.

3.1 Objet de l'enquête :

Les sociétés Parc éolien des Primevères et Parc éolien des Violettes ont déposé, le 7 août 2018 et complétées le 30 août 2019, des demandes afin d'obtenir les autorisations environnementales d'exploiter, sur la commune de Tavaux-et-Pontséricourt, des installations terrestres de production d'énergie électrique à partir de l'énergie mécanique du vent. Ce type d'installation, relève de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), est soumise à autorisation et nécessite une enquête publique.

4 Modalités de l'enquête

4.1 Désignation du Commissaire-enquêteur :

En application de l'article 14 du décret n°2014-450 du 2 mai 2014, Monsieur le Directeur départemental des territoires a sollicité, le 20 décembre 2019, auprès de Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens la désignation d'un commissaire-enquêteur pour l'enquête publique concernant les deux projets de parcs éoliens sur la commune de Tavaux-et-Pontséricourt.

Par une décision référencée E20000004/80 en date du 04 février 2020, Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens m'a désigné commissaire-enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique ayant pour objet la demande d'autorisation environnementale d'exploiter deux installations terrestres de production d'électricité sur les territoires des communes de Tavaux-et-Pontséricourt, présentée par la société H2air et comprenant 4 éoliennes et 3 postes de livraison pour le parc éolien des Violettes et 4 éoliennes et 2 postes de livraison pour le parc éolien des Primevères (voir document annexe n°1).

4.2 Organisation de l'enquête :

Par arrêté en date du 6 mars 2020, Monsieur le Préfet de l'Aisne a défini les conditions d'exécution de l'enquête publique ayant pour objet la demande d'autorisation environnementale d'exploiter deux installations terrestres de production d'électricité sur les territoires des communes de Tavaux-et-Pontséricourt, présentée par la société H2air.

La crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 a obligé à un report des dates de déroulement de l'enquête publique : un nouvel arrêté préfectoral en date du 19 mai 2020 a été promulgué, (voir document annexe n°2) prenant ainsi en compte l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 modifiant l'ordonnance 2020-306 du 25 mars 2020 et fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire, stipulant que les enquêtes publiques pouvaient reprendre à partir du 31 mai 2020.

4.2.1 Détermination des dates de l'enquête publique :

J'ai rencontré, le 20 février 2020, dans les locaux de la Direction départementale des territoires, Mme Gabrielle LINET, du service Environnement - Unité I.C.P.E de la DDT02. Cette réunion a permis de définir le nombre, les dates et les horaires des permanences et de prendre possession des deux dossiers d'enquête au format papier et sous forme numérique.

Suite à l'ajournement des dates primitivement convenues pour le déroulement de l'enquête publique, j'ai fixé, courant mai, lors d'un entretien téléphonique avec Mme LINET, de nouvelles dates de permanence.

4.2.2 Durée de l'enquête :

Le siège de l'enquête est la mairie de Tavaux-et-Pontséricourt.

La durée de l'enquête est de 31 jours consécutifs ; elle a été ouverte le lundi 15 juin à 9 heures et close le mercredi 15 juillet à 17 heures.

Durant cette période, le dossier d'enquête en version papier a été consultable en mairie de Tavaux-et-Pontséricourt aux heures habituelles d'ouverture et le public a eu la possibilité de consigner

remarques et observations sur les registres tenus à sa disposition. Il était également possible, comme le stipulait l'article 2 de l'arrêté préfectoral, de consulter les dossiers d'enquête sur le site de la préfecture et sur un poste informatique dans les locaux de la Direction départementale des territoires (D.D.T.) de Laon.

4.2.3 Dates des permanences :

Cinq permanences du commissaire-enquêteur ont été programmées :

Date de la permanence	Lieu de la permanence	Horaires de la permanence
Lundi 15 juin 2020	Mairie de Tavaux-et-Ponséricourt	9h à 12h (ouverture)
Mercredi 24 juin 2020	Mairie de Tavaux-et-Ponséricourt	14h à 17h
Samedi 4 juillet 2020	Mairie de Tavaux-et-Ponséricourt	9h à 12h
Jeudi 9 juillet 2020	Mairie de Tavaux-et-Ponséricourt	9h à 12h
Mercredi 15 juillet 2020	Mairie de Tavaux-et-Ponséricourt	14h à 17h (clôture)

4.2.4 Périmètre de l'enquête :

L'article 3 de l'arrêté préfectoral stipule que 15 jours avant l'ouverture et durant toute la durée de l'enquête, l'avis d'enquête publique (*voir document annexe n°4*) sera affiché dans les communes situées dans un rayon de 6 km autour du périmètre du parc : Agnicourt-et-Séchelles, Bosmont-sur-Serre, Braye-en-Thiérache, Burelles, Chaourse, Cilly, Dagny-Lambercy, Ebouleau, Gercy, Harcigny, Hary, Houry, La-Neuville-Bosmont, Lugny, Montigny-le-Franc, Montigny-sous-Marle, Nampcelles-la-Cour, Plomion, Priscès, Renneval, Rogny, Saint-Gobert, Saint-Pierrepon, Tavaux-et-Ponséricourt, Thenailles et Vigneux-Hoquet, dont les territoires sont totalement ou en partie inclus dans ce périmètre sont concernées par cet affichage, qui sera contrôlé par huissier à plusieurs reprises.

4.2.5 Visite préalable et rencontre avec le maire et le porteur de projet :

Le jeudi 28 mai, je me suis rendu en mairie de Tavaux-et-Ponséricourt où j'ai rencontré M. Daniel LETURQUE, maire de la commune, Thomas DA SILVA et Boris FEDOTOFF, responsables de projets et territoires, Fanny CHEF et Anne-Marie MARCHAND, responsables de projets autorisations, de la société H2air ; nous avons passé en revue les conditions de tenue des permanences, ayant pris connaissance du mémento « Aide à la pratique de l'enquête publique pendant l'épidémie de covid-19 » édité par la Compagnie Nationale des Commissaires enquêteurs (CNCE) : H2air mettra à disposition du public masques, gel hydroalcoolique, lingettes désinfectantes et stylos à usage unique, la mairie ayant apposé les affiches rappelant les règles de sécurité sanitaire ; je disposerai dans le local où se tiendront les permanences d'un écran et d'un vidéoprojecteur sur lequel les pièces des dossiers d'enquête pourront être visualisés, évitant ainsi les contacts physiques. J'ai constaté, d'autre part, que la salle était suffisamment spacieuse pour déployer facilement les plans de grand format et une grande partie des documents constituant les dossiers d'enquête dans le respect de la distanciation sociale. Thomas DA SILVA et Fanny CHEF m'ont ensuite accompagné sur les sites d'implantation, à des endroits caractéristiques, me permettant d'appréhender l'impact des parcs en projet sur leur environnement rapproché.



Vidéoprojecteur



Salle de tenue des permanences

4.2.6 Publicité et affichage :

Un avis d'enquête (voir document annexe n°3) conforme à l'arrêté préfectoral du 19 mai 2020 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique a été agréé le 23 mai 2020 par le Directeur départemental des territoires.

Cet avis d'enquête a été publié (voir document annexe 4) dans deux journaux locaux, l'Union et l'Aisne Nouvelle :

- première parution : le 30 mai 2020, soit au moins 15 jours avant l'ouverture d'enquête,
- seconde parution : le 16 juin 2020, soit dans les 8 jours suivants l'ouverture.

Cet **avis d'enquête a été affiché sur les panneaux d'affichage habituels des mairies** incluses dans le périmètre de l'enquête ; lors de mes permanences, j'ai pu constater la présence des affichages de l'avis d'enquête sur les panneaux d'affichage extérieurs de la mairie de Tavaux-et-Pontséricourt ; les maires des communes incluses dans le périmètre d'enquête doivent certifier l'affichage de cet avis à la Direction départementale des territoires, en respect de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2020 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique.

Cet **avis d'enquête a été apposé à l'entrée des voies d'accès aux terrains** d'implantation des éoliennes (voir document annexe 5) de façon à être visibles de la voie publique et conformément aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012. La présence des avis à ces endroits et sur les tableaux d'affichage des mairies des 27 communes concernées, en respect de l'article 3 de l'arrêté préfectoral, a été constatée à 3 reprises (29 juin, 15 juin et 16 juillet) par maître Loïc DEKESKER, huissier de justice à Amiens (voir document annexe 6).

Cet avis a été publié sur le site de la préfecture, conjointement au dossier d'enquête et aux différentes observations transmises par voie dématérialisée (voir document annexe 8) : la présence de l'avis, des dossiers d'enquête dématérialisés et des observations transmises par internet, en respect de l'article 3 de l'arrêté préfectoral, a été constatée à 3 reprises (29 juin, 15 juin et 16 juillet) par maître Loïc DEKESKER, huissier de justice à Amiens (voir document annexe 7).

4.3 *Concertation avec les élus :*

En août 2015, la société H2air a organisé une rencontre avec les élus de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt, puis peu de temps après, avec les représentants de la Communauté de Communes du Pays de la Serre afin de présenter la société, ses méthodes de développement et les projets de parcs éoliens des Primevères et des Violettes. Les élus se sont montrés favorables au développement d'un projet sur leur territoire.

Le projet éolien des Primevères a ainsi débuté par les signatures :

- *De la lettre de mission confirmant l'intérêt de la commune pour l'étude de faisabilité d'un projet éolien, en date du 3 septembre 2015 (voir document annexe 9) ;*
- *De la délibération favorable pour la signature de la convention de voirie, en date du 26 février 2016 (voir document annexe 10) ;*
- *De la convention de voirie.*

Suite aux échanges entre le porteur de projet et le conseil municipal, la décision conjointe du maire, des conseillers municipaux et de la société H2air a été prise d'éloigner la zone d'implantation du projet, initialement à 500 mètres de l'habitation du bourg de la commune la plus proche, à 950 mètres.

Une lettre de soutien a également été signée par la Communauté de Communes du Pays de la Serre en date du 4 septembre 2015 (*voir document annexe 11*) auprès de laquelle les avancées du projet sont régulièrement présentées.

4.4 *Information du public sur les projets de parcs éoliens :*

Dès 2017, le promoteur a distribué aux habitants de Tavaux-et-Pontséricourt une lettre d'information (*voir document annexe 12*). Une seconde lettre fut diffusée au printemps 2018 (*voir document annexe 13*), invitant les habitants à une « randonnée découverte » des projets de parcs



éoliens des Primevères et des Violettes le dimanche 3 juin 2018, de 9h à 12h : accompagnés de spécialistes en écologie et en paysage, cette randonnée a permis à une quinzaine de participants de se rendre sur les chemins ruraux à proximité des parcelles d'implantation. Cette randonnée était l'occasion notamment pour les riverains d'échanger, entre autres, avec les responsables de projets et le référent paysager de la société H2air, afin de pouvoir leur faire part de toutes leurs

interrogations sur l'éolien et sur le projet. Lors de cette sortie, les porteurs de projets ont présenté plusieurs photomontages en vue réelle à 60°, afin d'aider les riverains à visualiser le parc éolien depuis les points clef de cette randonnée, au sein de la plaine, à proximité des éoliennes et depuis le village. Les résultats des études écologiques ont également été abordés. Enfin, le parcours de la randonnée comprenait un arrêt à proximité du mât de mesure de vent, pour échanger avec les riverains sur l'utilité de cette installation (*voir document annexe 15*).

Enfin, un troisième document a été distribué peu avant l'enquête publique afin de rappeler la tenue des permanences, la mise à disposition des dossiers d'enquête et d'un registre d'enquête en mairie de Tavaux-et-Pontséricourt (*voir document annexe 14*).

5 *Les dossiers d'enquête*

La procédure de demande d'autorisation environnementale unique d'une installation classée est régie par le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants, L.181-9 et suivants et R.181-36 et suivants. Le dossier d'enquête doit être constitué d'un certain nombre de documents et sa complétude donne lieu à la délivrance d'un accusé de réception par les services de l'État conformément à l'article R181-16 du Code de l'environnement et permettant la poursuite de la procédure et le déroulement de l'enquête publique.

5.1 *Contenu des dossiers d'enquête :*

Deux dossiers d'enquête distincts ont été élaborés afin de distinguer les enjeux environnementaux spécifiques à leur situation géographique, mais leurs compositions sont identiques ; le descriptif détaillé ci-après est applicable aux deux dossiers.

5.1.1 *Documents administratifs :*

Ils comprennent la Lettre de demande d'autorisation environnementale (doc.1), l'Attestation de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale auprès de la D.D.T. de l'Aisne (doc.2), l'Attestation de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale auprès de la D.D.T. des Hauts-de-France (doc.3), l'Inventaire détaillé attestant la complétude du dossier (doc.4), une description détaillée de la demande (doc.5) totalisant 55 pages et présentant le demandeur, le projet architectural, les capacités techniques et financières, les activités exercées sur les sites, les conditions de remise en état en fin d'exploitation et les garanties financières et une Demande d'instruction de chaque projet par les services de l'aviation civile (doc.6).

5.1.2 *L'étude d'impact environnementale :*

Les Notes de présentation non-technique (doc.7) et les Résumés non-technique de l'étude d'impact (doc.8) sont des documents de synthèse permettant au public d'appréhender les dossiers sans consulter l'intégralité des volumineux dossiers techniques.

Les Études d'impact sur l'environnement et la santé (doc.9), les Études écologiques (doc.10), les Étude paysagères et patrimoniales (doc.11) et les Études d'impact acoustique préalable (doc.12) sont des documents techniques denses (plus de 700 pages) plus particulièrement destinés à l'instruction du dossier par les services consultés et les associations. Ces études sont composées de six chapitres pouvant être résumés ainsi :

- *Présentation générale du projet, avec notamment le cadre réglementaire ainsi que le contexte éolien et la présentation du Maître d'Ouvrage,*
- *Inventaire de l'état initial de l'environnement est développé selon divers axes (physique, paysager, environnemental et naturel, humain), afin d'identifier les enjeux du projet,*
- *Justification du projet et les raisons du choix des zones d'implantation potentielles, ainsi que les variante d'implantation retenues,*

- *Description des projets,*
- *Présentation des impacts et mesures lors de la réalisation des différentes phases de projets,*
- *Analyse des méthodes utilisées et des difficultés rencontrées.*

5.1.3 L'étude des dangers :

Les Résumés non-technique de l'étude de dangers (doc.13) sont des documents de synthèse permettant au public d'appréhender les dossiers des Études de dangers (doc.14) sans consulter l'intégralité des deux études de 75 pages chacune.

Les Études de dangers a pour objet de rendre compte de l'examen effectué pour caractériser, analyser, évaluer, prévenir et réduire les risques présentés par les parcs éoliens des Primevères en projet sur la commune de Tavaux-et-Pontséricourt, autant technologiquement réalisables et économiquement acceptables. Elles précisent l'ensemble des mesures de maîtrise des risques mises en œuvre à l'intérieur et à l'extérieur des éoliennes à un niveau jugé acceptable par l'exploitant.

5.1.4 Plans :

Les plans de situation (doc. 16 à l'échelle 1/25000°) et les plans d'ensemble (doc. 17 à l'échelle 1/2500°) permettent d'appréhender les implantations des 12 éoliennes prévues par les deux projets.

5.1.5 Compléments :

La DREAL des Hauts-de-France ayant sollicité, par des courriers en date du 6 mars 2019 (doc.18), des compléments d'information auprès du Maître d'Ouvrage, ce dernier a fourni en réponse différents documents (doc. 19, 20 et 23).

5.1.6 Carnets de photomontages :

Ces carnets de lecture des photomontages des projets (doc. 21) présentent des esquisses indexées avec les impacts cumulés des deux projets. Ces photomontages sont représentés en vue plein-cadre et non-orthoscopique, complémentaires aux photomontages à 60° en vision orthoscopique¹ de l'étude complète et réalisés selon 3 thèmes : impacts paysagers et patrimoniaux, impacts sur les églises fortifiées de Thiérache et étude d'encerclement.

5.1.7 Carnets de cartes :

Ces documents (doc.22) reprennent les cartes et plans présentés dans les différentes études, en apportant éventuellement des compléments d'information.

5.1.8 Avis de la MRAE :

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de la région Hauts-de-France a été saisie pour avis le 8 novembre 2019 sur les projets de parcs éoliens des sociétés Éoliennes des Primevères et Éoliennes des Violettes, sur la commune de Tavaux-et-Pontséricourt ; cet avis doit évaluer la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et la prise en compte de l'environnement par les projets. Conformément à l'article L122-1 du code de l'environnement, le présent avis fait l'objet d'une réponse écrite par le maître d'ouvrage.

¹ Se dit d'un objectif photographique qui évite toute déformation de l'image.

L'avis unique de la MRAE sur les deux projets, les documents réponses du maître d'ouvrage, et les documents annexes sont présentés dans les documents 24 à 28 des dossiers d'enquête.

5.2 Analyse du dossier d'enquête :

J'ai constaté que les dossiers d'enquête soumis à la consultation du public regroupaient les pièces assurant leur conformité avec la réglementation. Je considère que l'ensemble des dossiers comporte tous les éléments permettant au public d'apprécier les enjeux et les effets de l'implantation de 8 éoliennes et 3 postes de livraison pour le parc éolien des Violettes et 4 éoliennes et 2 postes de livraison pour le parc éolien des Primevères ; la densité des documents les constituant rend leur prise de connaissance longue et fastidieuse pour un public non averti mais les résumés non techniques (impact sur l'environnement et étude des dangers), plus particulièrement destinés au public permettent une prise de connaissance rapide des projets, notamment les enjeux humains, paysagers, les impacts sur l'avifaune, sur les chiroptères ainsi que les niveaux des émissions sonores des éoliennes et une compréhension suffisante des dossiers pour émettre un avis sur celui-ci. Les effets directs et indirects sur l'environnement, les paysages et la santé humaine ont été analysés ainsi que l'analyse des risques induits par les installations. Les cartes, photographies et photomontages présentés sont lisibles et de qualité.

6 Déroulement de l'enquête publique :

En conformité avec l'arrêté préfectoral, les permanences se sont déroulées aux horaires et dates prévues, à savoir :

Date de la permanence	Lieu de la permanence	Horaires de la permanence
Lundi 15 juin 2020	Mairie de Tavaux-et-Ponséricourt	9h à 12h (ouverture)
Mercredi 24 juin 2020	Mairie de Tavaux-et-Ponséricourt	14h à 17h
Samedi 4 juillet 2020	Mairie de Tavaux-et-Ponséricourt	9h à 12h
Jeudi 9 juillet 2020	Mairie de Tavaux-et-Ponséricourt	9h à 12h
Mercredi 15 juillet 2020	Mairie de Tavaux-et-Ponséricourt	14h à 17h (clôture)

Il était possible de consulter le dossier d'enquête et de consigner des observations sur les registres d'enquête aux heures habituelles d'ouverture de la mairie, soit :

Le Mardi : de 14h00 à 17h00

Le Jeudi : de 14h00 à 17h00

Le Samedi : de 09h00 à 11h00

Les permanences se sont tenues dans une salle de réunion suffisamment spacieuse pour accueillir aisément le public ; tous les documents des dossiers étaient disposés sur des tables suffisamment dimensionnées pour les consulter aisément et il n'y avait aucune difficulté à consigner les observations sur le registre d'enquête. Un ordinateur portable, mis à disposition par la société

H2air, permettait de consulter les dossiers d'enquête et un vidéoprojecteur permettait la visualisation des documents sur un grand écran, évitant ainsi les contacts physiques avec les documents papier ; enfin, des masques, du gel hydroalcoolique des lingettes et des stylos étaient mis à la disposition du public afin de respecter les règles sanitaires imposées par la pandémie Covid 19.

Durant toute la période d'enquête, le public a eu la possibilité d'adresser au commissaire-enquêteur ses observations par courrier postal en mairie de Tavaux-et-Pontséricourt ou par courrier électronique à l'adresse ddt-participation-public-icpe@aisne.gouv.fr ; les observations formulées par voie dématérialisée étaient consultables durant les permanences du commissaire enquêteur et sur le site de la préfecture de l'Aisne.

Les permanences se sont déroulées normalement, dans un climat serein ; j'ai toujours eu des visites lors de ces permanences ; lors des premières permanences, les personnes venaient s'informer des possibilités de déposer des informations, soit par l'intermédiaire du registre papier, soit par voie dématérialisée. La séance du jeudi 9 juillet fut la plus fréquentée et celle durant laquelle les 20 pages du registre furent totalement complétées : j'ai mis à disposition des éventuels déposataires d'observation se présentant les jours suivants des feuilles vierges sur lesquelles ils avaient donc la possibilité de rédiger leurs remarques et j'ai préparé un registre complémentaire pour la dernière permanence. J'ai remarqué que deux déposants, doutant sans doute de la fiabilité du registre dématérialisé, sont venus doubler leur observation transmise sur la boîte courriel dédiée par une observation rédigée sur le registre papier (Mme Delaporte de Plomion et Joris et Gerd VANGHELUVE de Jeantes).

Je suis particulièrement reconnaissant aux personnes venues aux permanences d'avoir fait preuve d'amabilité et de courtoisie, au maire de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt pour son accueil et sa disponibilité ainsi que celle de la secrétaire de mairie.

6.1 Tendance générale des observations :

Les intentions des visiteurs étaient toutes d'affirmer leur opposition au projet, avec des motivations différentes (atteinte aux paysages, destruction du caractère authentique et particulier de la Thiérache, risques pour la santé). Quelques observations ont été transmises par l'intermédiaire de l'adresse électronique mise à disposition de la préfecture. Il est intéressant de remarquer que la majorité des observations émanent de personnes résidant non pas à Tavaux-et-Pontséricourt, mais dans des villages environnants ; plusieurs associations et des opposants intervenant systématiquement dans les enquêtes publiques concernant les parcs éoliens ont déposé des contributions.

Un recensement et une analyse succincte des observations et documents déposés ou transmis sont présentés dans trois tableaux distincts et référencés selon leur nature et leur provenance, le tableau récapitulatif présenté ci-dessous les comptabilise :

Observations rédigées sur le registre <i>référéncées Obs Rx</i>	Documents déposés lors des permanences <i>référéncés Document n°x</i>	Observations transmises par courriel <i>référéncés Doc n°x/INT</i>
13	10	15

Seules les courriers émanant du maire de Tavaux-et-Pontséricourt et du vice-président de la Communauté de communes de la vallée de la Serre émettent des avis favorables au projet, les autres observations contiennent les thèmes classiques et récurrents : impacts négatifs sur la santé, les paysages, le cadre de vie de la production d'électricité à partir de l'énergie éolienne, aucune d'entre elles ne s'intéressent aux caractéristiques du projet des parcs éoliens des Violettes et des Primevères, hormis les observations de M. Yverneau (*Document n°10*) et du Président de la Fédération des chasseurs de l'Aisne (*Doc n°2/INT*).

Les trois tableaux des pages suivantes dressent un inventaire de la nature des différentes observations déposées lors de cette enquête en les classifiant selon les critères dénonçant les atteintes à l'environnement, à la santé et à l'économie. L'attachement des habitants aux caractéristiques propres aux paysages de la Thiérache est souvent signalé, la contribution référencée *Document n°6* déposée par M. Jean-Hugues Ponthier étant le plus significatif.

Relevé des observations rédigées sur les registres

Repère	Nom	adresse	Nature de l'avis	Observations concernant l'environnement						Observations concernant l'économie liée au projet			Synthèse de l'observation
				Atteinte au cadre de vie	Nuisances sonores et visuelles	Dangers pour la santé	Dépréciation des biens fonciers	Dangers pour la faune et la flore	Atteintes aux paysages	Pas de création d'emplois	Impact négatif sur le tourisme	Intérêt des promoteurs et propriétaires	
Obs R1	Virginie MICBERTH	Autremencourt	défavorable	x		x			x				Les éoliennes sont dangereuses pour les humains et les animaux et détruisent le paysage. A joint un document « La prévention des risques professionnels des infrasons »
Obs R2	S. DE LA TOUR DU PIN	Bosmont/Serre	défavorable			x	x		x				Les éoliennes ont des impacts très négatifs sur les habitants (atteintes physiques et psychologiques) et les animaux (moindre production de lait). Les socles en bétons souillent une terre fertile et les fanaux sont visibles de très loin. La ruralité est affectée.
Obs R3	C. DE LA TOUR DU PIN	Bosmont/Serre	défavorable			x	x		x				Adhère à l'observation de son épouse consignée précédemment.
Obs R4	Ema MAK	La Vergnette	défavorable										Dénonce un grand gaspillage d'argent qui pourrait être utilisé plus judicieusement
Obs R5	Yann LE GOFF	Plomion	défavorable	x		x	x		x	x	x		Président de l'association Platform Thiérache. Refuse que la Thiérache devienne un sanctuaire pour éoliennes, payant un lourd tribut à l'énergie verte qu'elles produisent. S'appuie sur une étude dénonçant l'effet négatif sur la santé humaine des infrasons et rayonnements électromagnétiques émis par les éoliennes. Les éoliennes vont réduire à néant les efforts réalisés pour le développement touristique. Dénonce le bilan carbone de cette énergie verte. Emet des doutes sur le coût et la prise en charge du démantèlement des éoliennes en fin d'exploitation.
Obs R6	M.J. DUPONCHEL	Val St Pierre	défavorable		x				x		x	x	Dénonce le gâchis d'argent public qui pourrait être utilisé plus judicieusement pour la sauvegarde de la planète.
Obs R7	Thomas LE GOFF	Plomion	défavorable			x	x		x				Déplore l'absence d'études épidémiologiques dans les régions présentant une forte implantation d'éoliennes. A résidé quelques années à Montcornet et souffrait alors de migraines ; lorsqu'il a ensuite résidé à Plomion, ces ennuis de santé ont disparu. Espère que son observation sera prise en compte par le promoteur.
Obs R8	Hugo NOIRON					x	x		x				Adhère à l'observation de M. Thomas Le Goff
Obs R9	Mme TIBERGHIE	Tavaux & Pons ¹	défavorable	x		x			x				
Obs R10	Anélia DUCHESNE	Plomion	défavorable			x			x				Constata des atteintes à sa santé depuis son installation à Plomion. Est-il possible de certifier que ces installations n'ont pas d'impact sur la santé des humains et des animaux ?
Obs R11	Mme PLOMION	Parfondeval	défavorable	x					x				S'oppose à l'implantation d'éoliennes au nord de la rivière Serre afin de préserver les paysages de Thiérache et l'environnement des églises fortifiées. Jusqu'à présent, cette région était protégée des implantations d'éoliennes ; implantées sur des hauteurs, elles seront visibles de très loin. Neutre sur son opinion sur l'éolien en général, elle s'oppose à sa présence en Thiérache.
Obs R12	V. BERNARDEAU	Puisieux et Clanlieu	défavorable			x			x			x	Possède 150 témoignages de personnes dont la santé a été affectée par la présence d'éoliennes. Des éleveurs constatent la mort de leurs vaches. Profite à des promoteurs étrangers. Pas de prise en compte des dangers des infrasons.
Obs R13	Mme DELAPORTE	Plomion	défavorable			x		x	x				A réaffirmé son opposition aux éoliennes déjà exprimée par courriel

Relevé des documents annexés au registre

Repère	Nom	adresse	Nature de l'avis	Observations concernant l'environnement						Observations concernant l'économie liée au projet			Synthèse de l'observation
				Atteinte au cadre de vie	Nuisances sonores et visuelles	Dangers pour la santé	Dépréciation des biens fonciers	Dangers pour la faune et la flore	Atteintes aux paysages	Pas de création d'emplois	Impact négatif sur le tourisme	Intérêt des promoteurs et propriétaires	
Document n°1	Daniel LETURQUE	Maire de Tavaux	favorable										Assure que ce projet est essentiel pour la commune et qu'il a fait l'objet, de la part de H2air, d'une campagne de communication à destination de la population. Ce projet permettra de contribuer financièrement à la réhabilitation d'équipements communaux.
Document n°2	Ce document, qui m'a été présenté lors d'une permanence par M. le Maire de Burelles, est référencé dans la liste des documents adressés par courriel (<i>Document n°2/INT</i>). Il émane de la Fédération des chasseurs de l'Aisne.												
Document n°3	Philippe PILLOY	Tavaux-et-Pontséricourt	défavorable					x					Apiculteur, il craint que les éoliennes ne perturbent la fécondation des abeilles. Il craint également une pollution de la nappe phréatique par les socles en béton et que la réception de la télévision soit perturbée.
Document n°4	Virginie MICBERTH	Autremencourt	défavorable			x							Document déposé en complément de l'observation repérée Obs R2 et concerne une publication présentant les dangers des infrasons pour la santé humaine.
Document n°5	M. CAZENAVE	Tavaux-et-Pontséricourt	défavorable		x	x	x	x	x			x	Le document présente une dizaine d'arguments dénonçant les impacts négatifs des éoliennes sur le cadre de vie, la santé, les oiseaux migrateurs et l'attrait touristique de la Thiérache.
Document n°6	Jean-Hugues PONTHER	Représentant d'un collectif	défavorable	x					x		x		Représentant du Collectif pour la Thiérache, il défend l'authenticité de cette région, située entre le Parc naturel régional de l'Avesnois et celui des Ardennes ; il revendique la préservation de cette région au riche passé historique, aux paysages si particuliers appréciés des touristes. Si ce parc aboutit, ce sera la porte ouverte à de nombreux autres et la région sera à jamais sacrifiée et défigurée, comme celle située au sud de la Serre.
Document n°7	Dominique POTART	Crécy-sur Serre	favorable										Vice-président et représentant la Communauté de communes du Pays de la Serre, il soutient le projet qui s'intègre dans un développement harmonieux et coordonné des projets éoliens sur le territoire de la Communauté de communes.
Document n°8	V. BERNARDEAU	Puisieux et Clanlieu	défavorable										Document scientifique (source INRS) ayant pour sujet les limites d'exposition aux infrasons et ultrasons dans le monde du travail, déposé en complément de l'observation référencée Obs R12 rédigée sur le registre.
Document n°9	Damien YVERNEAU	Maire de Burelles	défavorable	x	x	x		x			x	x	Différents arguments sont avancés, qui concernent plusieurs domaines : impacts sur les oiseaux migrateurs, études faunistiques et floristiques incomplètes, périmètres de sécurité trop faibles, Il déplore l'impact sur le tourisme et constate une violence des orages provoqué par les lignes d'éoliennes présentes dans le secteur de Montcornet.
Document n°10	Joris et Gerd VANGHELUVÉ	Jeantes	défavorable		x		x	x	x			x	Citoyens belges, ils se sont installés dans la région pour fuir les régions surpeuplées et surindustrialisées. L'implantation d'éoliennes va ruiner leur recherche de calme et envisagent de quitter la région.

Relevé des observations et documents transmis par courriel

Repère	Nom	adresse	Nature de l'avis	Observations concernant l'environnement						Observations concernant l'économie liée au projet			Synthèse de l'observation
				Atteinte au cadre de vie	Nuisances sonores et visuelles	Dangers pour la santé	Dépréciation des biens fonciers	Dangers pour la faune et la flore	Atteintes aux paysages	Pas de création d'emplois	Impact négatif sur le tourisme	Intérêt des promoteurs et propriétaires	
Doc n°1/INT	Daniel LETURQUE	Maire de Tavaux	favorable										Document identique à celui annexé au registre et référencé Document N°1
Doc n°2/INT	Franck DEMAZURE	Barenton-Bugny	défavorable					x					Président de la Fédération des Chasseurs de l'Aisne. Le document présente les résultats de comptage de 61 espèces d'oiseaux dont 40 sont protégées. Le dossier ne prend pas suffisamment en compte l'intérêt migratoire du territoire et ne s'est pas appuyé sur des études et des données locales. Le parc présente un danger pour les passereaux. Il déplore également que l'absence de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées soit absente du dossier, en contradiction avec l'article L411-1 du code de l'environnement et expose le promoteur à des poursuites pénales que la Fédération pourrait engager.
Doc n°3/INT	V. BERNARDEAU	Puisieux et Clanlieu	défavorable										Ce courriel regroupe 6 documents présentant les organigrammes, historiques et données financières de différentes sociétés dépendantes ou associées à H2air.
Doc n°4/INT	M. et Mme DELAPORTE		défavorable	x	x	x	x	x	x				Rassemble, en quelques lignes, les griefs des opposants aux éoliennes.
Doc n°5/INT	Nathalie, Philippe et Thibault RAOULT	Plomion	défavorable			x		x					Eleveurs, ils sont inquiets de l'impact des éoliennes sur la santé de leur cheptel et de la baisse de la production de lait et souhaitent la protection de la santé humaine, de la richesse patrimoniale du territoire, des élevages et des campagnes.
Doc n°6/INT	Joris et Gerd VANGHELUWE	Jeantes	défavorable		x		x	x	x			x	Document identique à celui déposé lors des permanences et annexé au registre sous la référence Document n°10
Doc n°7/INT	Lucienne LEBRUN	Plomion	défavorable	x	x	x		x	x		x		Cette dame âgée de 81 ans pose certaines questions sur le devenir du patrimoine, de la vallée de la Serre, sur les impacts sur la santé et la possibilité d'un scandale sanitaire.
Doc n°8/INT	Stéphane DELVAS		défavorable		x	x	x	x	x				Reprend les arguments classiques des opposants à l'éolien : artificialisation des sols, production intermittente, problèmes apparaissant lors du démantèlement.
Doc n°9/INT	Didier LOUVET		défavorable		x	x	x	x	x	x	x		Fichier joint : parc éolien de Tavaux Reprend les arguments classiques des opposants à l'éolien
Doc n°10/INT	Pauline LOUVET	Burelles	défavorable	x	x								Fichier joint : Rejet de l'implantation des nouveaux parcs éoliens des Violettes et des Primevères Soutient que la production électrique dans la région doit se baser sur l'énergie hydraulique et considère, en se basant sur des documents du Conseil régional et de la DREAL, que la région souffre d'une saturation d'éoliennes et qu'il est inutile d'en rajouter.
Doc n°11/INT	Kévin. DEPARPE	Plomion	défavorable	x		x	x	x				x	Dénonce ce forcing éolien, la détérioration des paysages et des sols pour une énergie verte non écologique.
Doc n°12/INT	M. et Mme Alain DEPARPE	Plomion	défavorable		x		x		x		x		Aborde les thèmes classiques des opposants à l'éolien.
Doc n°13/INT	Valentine LORSIGNOL	Plomion	défavorable		x	x	x	x			x		S'insurge contre les effets désastreux des parcs éoliens sur la santé, la baisse de production des élevages et l'apparition de maladies inexpliquées dans les cheptels et les matières chimiques intégrées dans les sols.
Doc n°14/INT	Marion RAOULT, Jérémy MEURICE		défavorable	x		x		x					Pourquoi ne pas planter de vrais arbres en lieu et place de ces arbres métalliques n'apportant pas tant d'énergie que cela ?
Doc n°15/INT	Sylvie Kevin	Plomion	défavorable	x	x	x		x					Observation transmise le 31 juillet par la DDT, mais émise le 12 juillet et classée dans les spams par le navigateur.

6.2 Nature des observations :

Les relevés des observations, présentés sous forme de tableau, présentent une classification selon différents critères fréquemment évoqués dans les enquêtes publiques concernant la création de parc éoliens :

- *Observations concernant l'environnement*
- *Observations concernant l'économie liée au projet*
- *Observations ne pouvant être classées dans les catégories ci-dessus*

Pour ce qui est des *observations concernant l'environnement*, six thèmes suffisamment récurrents dans les observations formulées ont été distingués : Atteinte au cadre de vie, Nuisances sonores et visuelles, Dépréciation des biens fonciers, Dangers pour la santé, Dangers pour la faune et la flore et Atteintes aux paysages.

Les *observations concernant l'économie du projet* sont subdivisées selon trois thèmes : Pas de création d'emplois, Impact négatif sur le tourisme et Projet bénéficiant aux intérêts du promoteur et des propriétaires des terrains accueillant les éoliennes.

Certaines observations sont succinctes, rédigées surtout avec l'intention déclarer son opposition au projet, d'autres, plus argumentées, listent les raisons de leur opposition au projet, s'appuyant quelquefois sur des documents scientifiques n'ayant pas un rapport direct avec la production d'électricité à partir de l'énergie éolienne (pour exemple les études sur les infrasons).

A noter qu'il n'y a pas eu de dépôt de pétitions ni d'observations « génériques à compléter » distribuées aux habitants des communes concernées.

La plupart des observations ont été déposées par des habitants de Tavaux-et-Pontséricourt ou résidant dans des villages situés à proximité du projet ; quatre observations ont été déposées par des représentants d'associations : l'association Platform Thiérache (*Obs R5*), le Collectif pour la Thiérache (*Document n°6*) et la Fédération des Chasseurs de l'Aisne (*Doc n°2/INT*).

6.3 Synthèse des observations :

Les arguments les plus souvent avancés sont listés pour chacune des catégories distinguées.

6.3.1 Observations concernant l'environnement

6.3.1.1 Atteinte au cadre de vie

Huit observations mentionnent une détérioration du cadre de vie, déjà bien affecté par les nombreuses éoliennes présentes au sud de la Serre et dont certaines sont visibles de Tavaux et ses environs.

6.3.1.2 Nuisances sonores et visuelles

Douze observations font part de leurs craintes de subir des nuisances sonores issues du fonctionnement des éoliennes.

6.3.1.3 Dépréciation des biens fonciers

Argument souvent avancé par les opposants, la dépréciation de la valeur foncière des habitations est évoquée à neuf reprises.

6.3.1.4 Dangers pour la santé

Il est évident que ce risque est très anxiogène ; risques de migraines, d'anxiété, d'acouphènes, d'insomnies, de dépressions, de cancers.

Il apparaît à seize reprises dans les observations.

6.3.1.5 Dangers pour la faune et la flore

Onze observations s'inquiètent des dangers que les éoliennes peuvent faire courir à la faune et à la flore. Le président de la Fédération des chasseurs de l'Aisne est plus précis dans son observation, présentant un recensement des espèces présentes et alertant sur le danger pouvant affecter certaines espèces protégées.

6.3.1.6 Atteintes aux paysages

Vingt et une observations mentionnent l'atteinte aux paysages : la Thiérache revendique des paysages particuliers auxquels sont attachés ses habitants et appréciés par les Belges et Hollandais.

6.3.2 Observations concernant l'économie liée au projet

6.3.2.1 Pas de création d'emplois

Deux observations font allusion à l'emploi (*Obs R5, Doc n°9/INT*) en prétendant que les implantations d'éoliennes vont affecter l'économie locale (gîtes, commerces, chambre d'hôtes), accélérant ainsi la désertification des régions rurales.

6.3.2.2 Impact négatif sur le tourisme

C'est une observation souvent reprise par les opposants au développement de l'éolien : il est vrai que les églises fortifiées de Thiérache attirent des visiteurs férus d'histoire et de patrimoine qui ne pratiquent que de courts séjours dans la région. Les Belges et les Hollandais s'installent volontiers dans la région en réhabilitant des bâtiments inoccupés.

6.3.2.3 Projet bénéficiant aux intérêts du promoteur et des propriétaires des terrains accueillant les éoliennes

Le promoteur et ses associés sont étrangers multipliant le nombre de filiales et sociétés ; le détail des financeurs est présenté dans plusieurs documents (*Doc n°3/INT*).

6.3.3 Observations caractéristiques :

Cette catégorie d'observations rassemble un certain nombre de questionnements ou constats auxquels il serait utile de répondre.

6.3.3.1 Les simulations d'impact visuel

M. Yverneau, le maire de Burelles signale qu'aucune prise de vue n'est réalisée à partir des meurtrières de l'église de Burelles côté sud de l'édifice et situées à 30 mètres du sol, seule une petite photo a été prise au pied de l'église !

La commune de BURELLES compte 4 fermes isolées (la ferme de BELIMONT, la ferme de BLANCHE, la ferme du Champ pécher et la ferme du Ponceau). Dans l'étude H2air, je ne vois aucune étude faite au niveau de la ferme du CHAMP PECHER et de la ferme du PONCEAU : est-ce un oubli (volontaire ou non) ou une méconnaissance du territoire sachant que ces fermes, toutes deux exploitations laitières, sont à environ 2 km des éoliennes Primevères et sur un axe dénué de barrière naturelle.

6.3.3.2 Les études négligent les impacts possibles sur la commune de Burelles

D'après M. Yverneau, le maire de Burelles, le rapport évoque des incidences sur la commune de Tavaux et de la vallée de la Brune mais jamais les incidences sur la commune de Burelles ; pourtant les éoliennes devraient être implantées à proximité de la limite du territoire communal et subir les nuisances des éoliennes, principalement les habitants de la ferme de Bélumont.

6.3.3.3 Un projet potentiellement destructeur de la faune volante

L'observation faite sur ce sujet par le président de la Fédération des chasseurs de l'Aisne mérite réponse : le recensement des espèces fourni dans le document référencé *Doc n°2/INT* oblige à des compléments d'information de la part du porteur de projet.

6.3.3.4 Impact des infrasons sur la santé

Deux documents scientifiques (*Document n°4* et *Document n°8*) présentent les impacts sur la santé humaine des infrasons, sans concerner directement le cas spécifique des infrasons émis par les éoliennes et leur propagation à longue distance.

6.3.3.5 Emission de gaz à effet de serre

L'observation *Obs R5* fait allusion « au fonctionnement au gaz SF6 » des éoliennes, gaz reconnu extrêmement nocif.

6.3.3.6 Le secteur d'implantation doit être préservé

Le document référencé *Document n°6* est un plaidoyer en faveur de la création d'un parc naturel de Thiérache reliant les deux PNR existants (Parc naturel de l'Avesnois et Parc naturel des Ardennes) et son auteur s'étonne de la « libération » du secteur géographique s'étendant de Marle à Vervins, jusqu'à présent préservé.

7 Mémoire en réponse du pétitionnaire :

7.1 Procès-verbal de synthèse :

Conformément à l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2020 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique, j'ai rencontré le vendredi 17 juillet M. Boris Fédotoff et Mme Anne-Marie Marchand, responsables de projet de la société H2air dans une salle annexe de la mairie d'Aguilcourt (la mairie de Tavaux-et-Ponséricourt étant fermée et le maire en congés).

J'ai communiqué à M. Boris Fédotoff et Mme Anne-Marie Marchand les observations écrites qui m'ont été soumises durant l'enquête publique sous la forme d'un procès-verbal de synthèse (*voir document annexe 16*) ; je les ai informés de la manière dont se sont déroulées les permanences, l'attitude des intervenants et ma perception de l'état d'esprit de la population locale au travers des conversations tenues lors des permanences.

J'avais en ma possession les registres d'enquête et la totalité des documents y étant été annexés et j'ai fourni aux représentants de la société H2air le complément, sous forme de fichiers PDF et JPG, des documents annexés aux registres d'enquête que j'avais numérisés ; j'avais fourni, en cours d'enquête et dès la clôture une partie des documents annexés et des copies des contenus des registres d'enquête.

7.2 Mémoire en réponse :

J'ai reçu par courriel, jeudi 30 juillet, les fichiers numériques constituant le mémoire en réponse du pétitionnaire et le lendemain par lettre recommandée avec accusé de réception le même document de 45 pages et un carnet d'annexes de 73 pages, sous forme imprimée (*voir document annexe 17*).

J'avais demandé au porteur de projet, en conclusion de mon procès-verbal de synthèse et en respect de la consultation publique et de ses participants, une analyse des griefs énoncés dans les observations du public et présentés dans le chapitre précédent et éventuellement fournir, dans son mémoire en réponse, tous les compléments d'information qu'il jugerait judicieux de fournir. Il s'est parfaitement affranchi de cette tâche, en répondant, d'une part, aux observations que j'avais jugées devoir obtenir réponse, et d'autre part en apportant des compléments d'information qu'il a justifiés par le constat suivant :

Un grand nombre d'observations révèle des réticences généralement liées à des inquiétudes sur des sujets aussi variés qu'importants. Ces inquiétudes sont le plus souvent issues d'une méconnaissance du grand public à laquelle il est aisé de répondre : nous partagerons les informations qui font défaut.

Certaines de ces inquiétudes peuvent être issues de l'observation et de l'extrapolation de cas isolés qui, n'ayant pas d'explication rationnelle encore aujourd'hui, propagent le doute et la vigilance. Concernant ces situations, nous nous emploierons à répondre avec la transparence qui nous caractérise afin de resituer les événements dans leur contexte.

Enfin, une partie des réticences générées par l'énergie éolienne est relative à l'esthétique et à la perception subjective de la beauté d'un paysage. Cette perception varie selon les personnes et selon les contextes, et nous avons à cœur de satisfaire le plus grand nombre dans l'élaboration de nos projets, en témoigne la profondeur de nos études paysagères.

7.3 Analyse des observations, des réponses du maître d'œuvre et avis du commissaire enquêteur :

Le pétitionnaire a pris le parti de présenter son argumentaire en regroupant ses réponses selon les thématiques recensées (environnement, économique, autre, ...), abordant pour chaque thème les sous-parties recensées dans mon relevé des observations. Les réponses du pétitionnaire se présentent ainsi

- Un encadré présente les remarques ou questions issues de l'enquête publique pour lesquelles je souhaite réponse ou complément d'information,

- Sous l'encadré, l'argumentaire du pétitionnaire répondant aux remarques.

J'ai agréé cette présentation et vais donc reprendre les réponses du maître d'ouvrage aux observations consignées dans les registres d'enquête en y associant mes commentaires.

Je reprends, dans l'analyse, des éléments de réponse partiels du pétitionnaire mais que je considère comme significatifs et le lecteur consultera le mémoire en réponse et ses documents annexes (*voir document annexe n°17*) pour prendre connaissance de l'intégralité des arguments apportés par le maître d'ouvrage dans ses réponses aux observations formulées pendant l'enquête publique.

7.4 Observations concernant l'environnement :

Atteinte au cadre de vie

Huit observations mentionnent une détérioration du cadre de vie, déjà bien affecté par les nombreuses éoliennes présentes au sud de la Serre et dont certaines sont visibles de Tavaux et ses environs.

Extraits de la réponse de H2air :

Trois sous-thèmes sont distingués : Effondrement économique, Réception TV, TNT, téléphone perturbée et Changement de climat depuis l'installation d'éoliennes.

Certaines observations s'inquiètent d'un possible « effondrement économique » de la zone à la suite de l'installation des parcs éoliens des Violettes et des Primevères. C'est pourtant l'effet inverse qui est attendu par les équipes du Conseil Municipal et de la Communauté de Communes. En effet, l'exploitation d'un parc éolien génère des retombées économiques et fiscales permettent à la collectivité d'améliorer le cadre de vie des habitants du territoire.

Quelques observations témoignent de l'inquiétude des riverains par rapport à une dégradation de la réception de la télévision ou du téléphone qui pourraient être créées par la présence des éoliennes. Dans le cas d'un éventuel brouillage constaté de la réception télé TNT après la mise en service du parc éolien, nous nous engageons à mettre en place les solutions palliatives adaptées dans les plus brefs délais, dans le strict respect de l'obligation légale du code de la construction (Art.L112-12).

Le document 9 témoigne d'un « changement de climat » constaté depuis la construction des grands parcs éoliens, et la formation d'un « mur éolien » qui modifie significativement la fréquence et l'intensité des précipitations sur les terres de son exploitation agricole. Il paraît difficile de pouvoir attribuer aux éoliennes les conséquences d'un changement climatique local, réflexion confirmée par le rapport publié par le CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) et le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) le 10 février 2014 qui conclut que « les différences introduites par les éoliennes restent très faibles par rapport à la variabilité naturelle du climat ».

Avis du commissaire enquêteur :

Les communes rurales ne peuvent se développer que par des ressources nouvelles : Tavaux-et-Pontséricourt a rénové son école et offert des nouveaux services à la population du village et des villages alentour et attend des parcs éoliens des moyens financiers supplémentaires lui permettant de poursuivre son développement. Concernant les perturbations de la réception des TV et téléphones, la loi oblige les promoteurs à mettre en œuvre les moyens d'y palier. L'éventuelle modification du climat local induit par les éoliennes est contredit par les études de deux instances scientifiques de renom.

Nuisances sonores et visuelles

Douze observations font part de leurs craintes de subir des nuisances sonores issues du fonctionnement des éoliennes.

Extraits des réponses d'H2air :

Trois sous-thèmes sont distingués : Pollution lumineuse nuit et jour, Pollution sonore nuit et jour et Objets en mouvement qui dérangent l'attention.

En France, le balisage, de couleur rouge la nuit et blanche de jour, est une contrainte pour les riverains des parcs éoliens, est obligatoire pour les exploitants de ces mêmes parcs éoliens et n'a aucune marge de manœuvre vis-à-vis de la réglementation : ce balisage est imposé par l'aviation civile et la défense nationale.

Une étude acoustique a été réalisée par le bureau d'étude indépendant VENATHEC dans le cadre du projet et des mesures ont été mises en place : d'une part, les éoliennes sont particulièrement éloignées des habitations : 1345 m pour les éoliennes des Violettes et 1240 m pour les éoliennes des Primevères et d'autre part, des « peignes » ou « dentelures » sont considérés sur les pales du gabarit d'éoliennes retenu, ce système permettant de réduire les émissions sonores des machines. Concernant les émergences sonores liées aux parcs éoliens des Violettes et des Primevères, l'étude acoustique liée au dossier d'étude d'impact conclut à des **impacts très faibles en période diurne et probables en période nocturne**. Au vu de ces impacts, un **plan de bridage nocturne des éoliennes** a été proposé par l'acousticien afin de respecter la réglementation en vigueur.

Concernant le risque au regard de la sécurité routière évoqué par l'une des observations, il est impossible d'affirmer qu'un parc éolien représente une « distraction » pour un conducteur sur une route départementale. Comme tout aménagement du territoire, la phase de chantier d'un parc éolien peut représenter une « attraction » pour un passant. Il est de la responsabilité du conducteur d'assurer sa sécurité et celle de ses passagers. Les différents risques et dangers liés à la proximité du parc éolien de voies de communication sont régis par la réglementation et évalués dans l'Étude de dangers des dossiers d'enquête.

Avis du commissaire enquêteur :

L'éloignement des habitations des éoliennes les plus proches est supérieur à 1200m, réduisant leur impact sonore sur les résidents les plus proches et des bridages sont prévus en cas d'émergences sonores dépassant la limite fixée par la réglementation. Concernant l'impact visuel, il reste limité : je compare souvent l'impact visuel des éoliennes à celui, beaucoup plus important, des phares situés en bord de mer, et jamais personne ne l'a mis en cause. Le danger pour la circulation, à part un phénomène dû à la curiosité, pourrait être l'effet stroboscopique créé par les pales en mouvement, mais il est de très courte durée et ne peut pas, en aucun cas, perturber le conducteur d'un véhicule passant à proximité.

Dépréciation des biens fonciers

Argument souvent avancé par les opposants, la dépréciation de la valeur foncière des habitations est évoquée à neuf reprises.

Extraits des réponses d'H2air :

Deux sous-thèmes sont distingués : Chute des prix de l'immobilier, Désertification rurale.

Certains riverains sont inquiets quant à l'impact du projet éolien sur la valeur de leur bien immobilier. Ces propos sont à nuancer puisque selon diverses études immobilières, les fluctuations sur le prix immobilier sont avant tout expliquées par les tendances nationales ainsi que par différents critères liés à l'attractivité de la commune (activité économique, infrastructures, services, éloignement

par rapport aux grandes villes, etc...), plutôt que la présence ou non d'éoliennes. Ainsi, aucune étude indépendante n'a pu jusqu'ici réellement statuer sur l'impact d'un projet éolien sur la valeur de l'immobilier. Différentes études, en Belgique (2006) ou en France, menées par des confrères de la profession (Nordex en 2006) ou par le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement de l'Aude (en 2002) ont contribué à confirmer l'absence d'influence entre la présence de parc éolien et la valeur immobilière des biens alentours. Il s'avère aussi que, sur les territoires concernés par l'implantation des éoliennes « Haute-Lys » et « Fruges », il a été constaté une augmentation du volume de transactions de terrains à bâtir (sans baisse significative de la valeur du m²) et du nombre de logements autorisés. Ceci peut s'expliquer par le fait que les élus semblent avoir tiré profit des retombées économiques pour mettre en œuvre des services collectifs attractifs aux résidents actuels et futurs.

Avis du commissaire enquêteur :

La dévaluation des biens immobiliers est un reproche récurrent ; cet impact supposé est contredit par les statistiques notariales et différentes études menés par des organismes officiels ; il apparaît même que les bénéfices financiers apportés par les éoliennes aient permis une amélioration des offres de service en milieu rural, favorisant l'installation de nouveaux habitants.

Dangers pour la santé

Il est évident que ce risque est très anxiogène ; risques de migraines, d'anxiété, d'acouphènes, d'insomnies, de dépressions, de cancers. Il apparaît à seize reprises dans les observations.

Extraits des réponses d'H2air :

Six sous-thèmes sont distingués : Mépris de la santé des habitants, Troubles du sommeil, migraines, acouphènes, fatigue nerveuse, Zone de captage d'eau potable, Fondations enfouies à jamais, Ondes électromagnétiques nocives, Risque de fuite, feu, projection de glace, perte de pale ou chute de l'éolienne.

L'effet des éoliennes sur la santé est l'un des aspects principaux des études menées dans le cadre d'une demande d'autorisation environnementale. Ainsi, les sociétés Eoliennes des Violettes et Eoliennes des Primevères s'engagent à éliminer, ou à minimiser lorsque l'élimination est impossible, toute nuisance induite par leurs projets. Dans le même temps, il est capital de rappeler qu'aucune étude publiée à ce jour n'établit le moindre lien clair entre les éoliennes et une dégradation de la santé humaine ou animale

Certaines observations témoignent de troubles du sommeil, de maux de tête, d'acouphènes et par voie de conséquence de fatigue nerveuse et de fragilité psychologique. Selon les différents témoignages, ces symptômes seraient liés à la présence des éoliennes à proximité de leurs lieux de vie. Tous ces symptômes sont communément regroupés sous le terme de « syndrome éolien » dont une grande partie peut être expliquée par l'effet « nocebo » qui, agissant à l'inverse de l'effet « placebo » et de l'exacte même manière, provoque ou intensifie l'apparition de certains symptômes en raison de l'inquiétude ou de la conviction. L'Académie de médecine constate, au vu d'une étude, « que la crainte de la nuisance sonore serait plus pathogène que la nuisance elle-même ».

Concernant le risque sur le captage d'eau de Tavaux distant de 970m de l'éolienne la plus proche, l'ARS (Agence Régionale de Santé) a répondu à la demande d'H2air que le projet éolien doit respecter les périmètres de protection rapprochée et éloignée, ce qui est effectif.

Concernant les socles en bétons des éoliennes « enfouis à jamais », la réglementation française a changé depuis le 1^{er} juillet 2020 et oblige désormais un démantèlement de la totalité des fondations, selon l'article 20 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 : aucune fondation ni aucun bloc de béton ne restera donc enfoui dans le sol indéfiniment.

Des champs électromagnétiques sont également générés par les éoliennes, dans les éoliennes mêmes et le long des câbles électriques qui permettent l'évacuation de l'énergie produite et présentent des niveaux d'exposition aux champs magnétiques bien inférieurs au seuil recommandé par le Conseil des ministres de la santé de l'union Européenne pour les personnes exposées durant un temps significatif : les Études d'Impact, à la page 384 pour les Violettes et 380 pour les Primevères, présente une étude sur les émissions d'ondes électromagnétiques du futur parc éolien et précise que celles-ci sont près de 20 fois inférieures à la limite maximale fixée par la réglementation.

Les risques humains dus à la présence d'éoliennes ont été évalués par un bureau d'étude externe indépendant en suivant un protocole national dicté par l'INERIS (Institut National de l'Environnement industriel et des RISques). Cette évaluation, présente dans l'Étude de dangers qui analyse tous les risques liés à l'activité éolienne (chute de glace, projection de glace, chute d'éléments, etc.) conclue que les probabilités d'occurrence sont très faibles, au regard de l'accidentologie.

Avis du commissaire enquêteur :

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) est un établissement public à caractère administratif placée sous la tutelle des ministères chargés de la santé, de l'agriculture, de l'environnement, du travail et de la consommation : ses études peuvent donc être considérées comme fiables et sincères et l'une d'entre elles conclut que les connaissances actuelles en matière d'effets potentiels sur la santé liés à l'exposition aux infrasons et basses fréquences sonores ne justifient ni de modifier les valeurs limites d'exposition au bruit existantes, ni d'introduire des limites spécifiques aux infrasons et basses fréquences sonores ». Les champs électromagnétiques générés par les éoliennes et leurs équipements connexes restent relativement significatifs à proximité mais la distance des parcs par rapport aux habitations annule leur impact.

Dangers pour la faune et la flore

Onze observations s'inquiètent des dangers que les éoliennes peuvent faire courir à la faune et à la flore. Le président de la Fédération des chasseurs de l'Aisne est plus précis dans son observation, présentant un recensement des espèces présentes et alertant sur le danger pouvant affecter certaines espèces protégées.

Extraits des réponses d'H2air :

Sept sous-thèmes sont distingués : Oiseaux, rapaces et chiroptères décimés, Couloir migratoire important, Observation de la Fédération des chasseurs de l'Aisne, Nidification de l'aedon sur la zone, Proximité forêt domaniale du Val Saint Pierre et réservoir de biodiversité, Non-respect des 200m aux haies, Perturbation des abeilles, Quantité d'huile hydraulique par machine.

Les cinq premiers sous-thèmes font l'objet d'un document de 38 pages, la Note sur la Biodiversité présent en annexe 1 du carnet d'annexes du mémoire en réponse. Les réponses aux observations s'inspirent des Études d'impact des dossiers d'enquête et répondent :

- Sur les impacts sur les oiseaux et chiroptères, aux 13 observations suivantes : Observation R2 de Madame de La Tour du Pin, Observation R5 de Monsieur Le Goff, Observation R13 de Madame Delaporte, Document 5 de Monsieur Cazenave, Document 9 de Monsieur Yverneau, Document 10 de Monsieur Vangheluwe, Document 5 INT de Monsieur Raoult, Document 7 INT de Monsieur Lebrun, Document 8 INT de Monsieur Delvas, Document 11 INT de Monsieur Deparpe, Document 13 INT de Monsieur Lorsignol et Document 14 INT de Monsieur Raoult (compléments),
- Sur le couloir migratoire de l'avifaune, aux 6 observations suivantes : Document 5 de Monsieur Cazenave, Document 5 INT de Monsieur Raoult, Document 7 INT de Monsieur Lebrun, Document 9 INT de Monsieur Louvet, Document 11 INT de Monsieur Deparpe et Document 13 INT de Monsieur Lorsignol,
- A l'observation du président de la Fédération des chasseurs de l'Aisne,
- Sur la nidification de l'Œdicnème criard, à l'observation de M. Yverneau,
- Sur la proximité forêt domaniale du Val Saint-Pierre et réservoir de biodiversité, à l'observation de M. Cazenave,
- Sur le non-respect des 200 m des lisières, à l'observation de M. Yverneau.

Concernant la perturbation des abeilles, il n'y a que très peu de recherches concernant l'impact des éoliennes sur les abeilles. Deux éléments ressortent cependant de l'étude bibliographique :

- Les abeilles volent souvent à une altitude d'une dizaine de mètres, rarement au-delà de 30 mètres. Elles peuvent aller plus haut dans le cas où elles sont portées par l'air chaud ou pour éviter un obstacle.

- Les vols de fécondation réunissant faux-bourçons et reines s'effectuent entre 10 et 40 mètres d'altitude, généralement à proximité de boisement et dans certaines conditions météorologiques précises, notamment une température comprise en 19°C et 38°C et une vitesse de vent inférieure à 4-6 m/s.

Les éoliennes de ces projets, par leurs hauteurs sous la pale, par leur éloignement des boisements et par leur rotation uniquement lorsque le vent dépasse 3 m/s, ne présente qu'une probabilité infime de rencontrer les abeilles de la zone. De plus, il faut souligner que l'éolien n'apparaît pas parmi les causes de mortalité des abeilles. Nous n'avons pas trouvé d'étude qui montre que les éoliennes ont réduit la population des abeilles mellifères. Les causes principales avérées par les spécialistes sont aujourd'hui l'utilisation d'insecticides (néonicotinoïdes), ainsi que les champignons, les virus, les prédateurs et sans doute une combinaison de ces facteurs.

Concernant la quantité d'huile hydraulique par machine, une éolienne contient en moyenne 300 à 500 litres d'huile hydraulique. Il est donc possible que des fuites d'huile se produisent. L'étude de dangers (présente dans le dossier de demande d'autorisation environnementale) a été élaborée afin de traiter l'ensemble des risques intrinsèques et extrinsèques à l'éolien, notamment les cas de fuite ou d'incendie. Elle présente donc, au travers d'un tableau les mesures de sécurité et les moyens de prévention et de rétention mis en œuvre pour traiter les cas de fuite d'huile.

Avis du commissaire enquêteur :

L'étude écologique réalisée par le bureau d'études AUDDICE ENVIRONNEMENT dans le cadre de sa mission d'expertise écologique pour le compte du maître d'ouvrage H2air a dressé un inventaire écologique sur un cycle biologique complet de la faune (oiseaux, chiroptères, etc.) et de la flore afin d'appréhender au mieux l'ensemble des cortèges écologiques présents sur le site du futur projet. Ils ont montré que les enjeux et les impacts peuvent être négligeables à modérés. Ont été identifiés en particulier des risques d'impacts modérés de collision des chauves-souris avec les éoliennes en exploitation les plus proches des lisières. Cependant, après la prise en compte des mesures d'évitement, réduction et compensation, les impacts résiduels estimés sont négligeables pour toutes les espèces étudiées.

Les compléments d'information fournis dans le mémoire en réponse à la suite des observations formulées durant l'enquête publique sont détaillés et répondent précisément aux interrogations des différents intervenants.

Atteintes aux paysages

Vingt et une observations mentionnent l'atteinte aux paysages : la Thiérache revendique des paysages particuliers auxquels sont attachés ses habitants et appréciés par les Belges et Hollandais.

Extraits des réponses d'H2air :

Sept sous-thèmes sont distingués : Respect de la Convention Européenne du Paysage, Encerclement oppressant, Saturation de l'Aisne et des Hauts-de-France, Photomontages non représentatifs, Destruction du paysage de la Thiérache.

La Convention Européenne du Paysage de 2000 définit le paysage comme partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations. La notion d'évolution y sera ajoutée : « le support physique du paysage ou « paysage objet » est composé d'objets naturels (roches et sols, relief, eau, végétaux, traces d'une histoire naturelle du lieu) et des empreintes laissées sur les lieux par les sociétés qui s'y sont succédées ». Cette définition permet de comprendre les différentes dimensions du paysage :

- Une dimension objective, renvoyant aux composantes paysagères (éléments constitutifs du paysage : relief, occupation du sol...) et à leur organisation,
- Une dimension sensible en rapport à l'émotion suscitée, à la perception sociale ou culturelle, correspondant à la part subjective du paysage (ambiances paysagères, poésie du paysage),
- Une dimension dynamique, liée aux évolutions naturelles ou anthropiques qui transforme l'espace mais aussi la perception que l'on en a.

L'apparition de parcs éoliens dans le paysage correspond bien à la dimension dynamique du paysage, liée à une évolution anthropique dont la nécessité est confirmée par la Loi sur la Transition Energétique de 2015 et par le Plan Pluriannuel de l'Energie de 2020. La dimension sensible, la part subjective de la perception d'un paysage change avec le temps, est modifiée en fonction des générations et des priorités contextuelles.

L'encerclement d'un village ou d'établissements humains par des éoliennes représente un critère important de l'analyse d'une nouvelle implantation. C'est pour cette raison que les services instructeurs

nous ont demandé de compléter notre étude paysagère le 30 août 2019. Nous avons donc ajouté à l'analyse théorique, une analyse réelle de 34 établissements humains.

Concernant la saturation des l'Aisne et des Hauts de France, la région Hauts-de-France a en effet engagé un développement éolien important depuis plus d'une décennie. Le territoire régional a la capacité d'un développement éolien conséquent du fait de la présence de grands plateaux dégagés favorables à l'éolien et d'un gisement de vent très important.

La méthodologie mise en œuvre pour choisir les différents points de vue utilisés dans les photomontages est détaillée dans les Études paysagères : les points de vue employés pour la réalisation de ces photomontages ne peuvent être exhaustifs. En revanche, ils se doivent d'être représentatifs des différents types de visibilité des différents périmètres et doivent permettre d'évaluer la "réponse" du projet aux enjeux. Il convient de souligner en conclusion que les points de vue les plus élevés ne sont pas nécessairement les points de vue les plus représentatifs, notamment concernant les indices de fréquentation.

Les riverains sont très attachés au paysage de Thiérache, bocager et vallonné, comme en témoignent de nombreuses observations. Les inquiétudes quant à une détérioration du paysage sont compréhensibles mais doivent être rassurées par les nombreux éléments apportés par l'étude paysagère. Les cartes du contexte éolien présentées dans les Études paysagères montrent que la forte densité d'éoliennes à proximité du projet concerne essentiellement le plateau Laonnois, la région Thiérache étant encore largement préservée de toute implantation. Les projets des Violettes et des Primevères, situés aux portes de la Thiérache, appartiendront encore au paysage du plateau Laonnois et s'intégreront facilement dans le paysage de l'actuel contexte éolien.

Concernant l'important patrimoine historique que représente les églises fortifiées de Thiérache, l'une des observations du document 9 déplore que seules 4 églises fortifiées de Thiérache aient été prises en compte dans l'étude paysagère. Cette étude analyse pourtant les impacts de covisibilité et d'intervisibilité entre les projets des Violettes et des Primevères et 18 églises environnantes les projets.

Avis du commissaire enquêteur :

19 observations déplorent l'atteinte aux paysages consécutive à l'implantation de parcs éoliens, prenant en exemple la multitude de parcs présents au sud de la vallée de la Serre et dont certains sont visibles de Tavaux-et Pontséricourt.

La perception des paysages est très subjective : leur évolution dans le temps suit les évolutions démographiques, socio-économiques et politiques des régions et jamais au cours du temps les paysages n'ont été figés. Les études menées en prémices à l'implantation de parcs éoliens sont basées sur des critères d'analyse théoriques basés, en général sur diverses réglementations. Il est normal qu'il y ait souvent contradiction entre la sensibilité des résidents à la modification des paysages de leurs lieux de vie et la vision beaucoup plus technique des promoteurs. L'état d'urgence climatique et l'imminence d'une crise énergétique provoqueront très certainement dans les années à venir un ajustement considérable de cette sensibilité vers une acceptabilité bien plus grande des éoliennes dans nos paysages.

Inquiétudes concernant l'élevage

Extraits des réponses d'H2air :

De nombreuses observations évoquent le risque préoccupant de perte de bétail dans les exploitations d'élevage situées aux alentours du projet. Or jusqu'à présent un unique cas de mortalité a été observé sur tout le territoire français, dans l'exploitation de Nozay en Loire-Atlantique, et aucun autre cas n'a été recensé en France, malgré les 1500 parcs éoliens installés. L'ONIRIS (Ecole vétérinaire de Nantes) a notamment étudié la situation et a publié le 7 juin 2019 les conclusions de son étude technico-économique, sanitaire et comportementale : aucun lien de causalité entre le comportement des troupeaux lors des différentes séquences du protocole et le parc éolien. Il est donc important de bien remettre les événements dans leur contexte au sujet des risques de mortalité sur les élevages : il ne s'agit en aucun cas d'une situation très répandue ni d'un phénomène bien connu. Il s'agit d'un cas isolé pour lequel aucune causalité n'a pu être établie à ce jour.

De la même façon, certaines observations font état d'inquiétudes quant à d'éventuels risques de diminution des productions laitières et fromagères, notamment à la suite de témoignages de cas isolés ayant rapporté des baisses allant jusqu'à la moitié de leur production habituelle. Nous considérons en effet qu'une perte de la moitié de la production de lait n'est pas anodine. La production laitière étant soumise à de multiples facteurs extérieurs, elle ne peut être directement associée à la construction d'un parc éolien. A ce jour, aucun impact nocif sur les animaux par les éoliennes n'a pu être scientifiquement prouvé. Pour autant, soucieux de la problématique soulevée, la société H2air et France Énergie Éolienne (FEE) entreprennent actuellement des recherches afin d'en apprendre plus sur le sujet.

Avis du commissaire enquêteur :

L'impact des parcs éoliens sur l'élevage est un sujet très sensible en Thiérache : la situation économique des exploitations est souvent précaire et tout facteur nouveau pouvant l'affecter est un sujet d'inquiétude pour les exploitants. Le doute peut s'installer en l'absence d'étude précise sur le sujet et les opposants se basent sur un exemple unique pour prouver l'incidence néfaste des éoliennes sur la santé et la productivité du bétail, sans citer les nombreuses exploitations voisines de parcs éoliens et ne présentant aucun problème. Les interrogations sur l'impact des parcs sur le bétail ne seront levées qu'à la suite d'une étude scientifique, complète et objective.

Interrogations concernant le bilan énergétique/carbone

Extraits des réponses d'H2air :

Deux sous-thèmes sont distingués : Empreinte carbone et écologique d'une éolienne et Intermittence de la production d'électricité.

L'évaluation des incidences sur l'environnement produites par une éolienne pendant toute sa vie se mesure au travers d'une analyse du cycle de vie ou ACV (Life Cycle Assessment : L.C.A.).

Le cycle de vie d'une éolienne comporte plusieurs phases, toutes prises en compte pour définir l'impact écologique : la préparation des matières premières et des ressources, la production des composants, le transport, la construction, l'exploitation, le démantèlement et le recyclage. Les calculs réalisés sur plusieurs parcs éoliens ont démontré qu'une éolienne terrestre produit en moins d'un an suffisamment d'électricité pour compenser le coût énergétique lié à son cycle de vie (de l'extraction des matières premières à son démantèlement). Cela signifie qu'au bout de ces quelques mois, l'éolienne a produit autant d'énergie qu'il a fallu au préalable pour la construire. Cette durée d'amortissement est appelée le temps de retour énergétique.

Il faut distinguer ce temps de retour énergétique de la production de CO₂ émise.

RTE (Réseau de transport d'électricité) fournit des données fiables en termes d'émission de CO₂ pour l'ensemble des centrales de production électrique. Concernant les parcs éoliens, on peut affirmer aujourd'hui qu'un parc éolien émet en moyenne 12,7 g CO₂ (eq)/kWh sur l'ensemble de son cycle de vie. Dans le même temps les centrales à charbon produisent 1000 g CO₂ (eq)/kWh, le pétrole 842 g CO₂ (eq)/kWh et le gaz naturel 469 g CO₂ (eq)/kWh.

Il est par ailleurs impossible d'inclure dans cette comparaison l'empreinte carbone de la production d'électricité d'origine nucléaire car il est aujourd'hui impossible d'évaluer l'empreinte de la phase la plus impactante de la filière : le démantèlement sans négliger de prendre en compte les autres impacts environnementaux liées à la production d'énergie nucléaire. Force est de constater que l'éolien reste l'énergie la plus sobre en carbone.

La production d'électricité d'une éolienne dépend de la vitesse et de la régularité du vent. En moyenne une éolienne produit de l'électricité environ les trois quarts du temps en France, même si ce n'est pas toujours au maximum de sa puissance. On définit le facteur de charge comme le rapport de sa production annuelle réelle ramenée à la production théorique si l'éolienne fonctionnait en permanence à la puissance nominale. Ce facteur de charge ou encore appelé efficacité technique est d'environ 20 à 25%. À partir de l'historique de production et des conditions météorologiques, l'outil IPES développé par RTE est capable de prévoir la production éolienne et photovoltaïque avec une marge d'erreur de 3% à 1 heure et de 7% à 72h. L'énergie éolienne devient ainsi prévisible à court terme, ce qui permet de l'utiliser au maximum dans le mix énergétique.

Avis du commissaire enquêteur :

Que ce soit au niveau de l'impact carbone que du temps de production, les éoliennes constituent une source d'énergie renouvelable complémentaire significative dans le mix énergétique ; la production d'énergie électrique est conditionnée à la présence de vent et n'est pas modulable en fonction des besoins : il est néanmoins envisageable que la production d'hydrogène à partir de l'électricité éolienne puisse constituer, dans un avenir proche, une possibilité de stockage de l'énergie issue du vent.

7.5 Observations concernant l'économie liée au projet :

Pas de créations d'emplois

Deux observations font allusion à l'emploi en prétendant que les implantations d'éoliennes vont affecter l'économie locale (gîtes, commerces, chambre d'hôtes), accélérant ainsi la désertification des régions rurales.

Extraits des réponses d'H2air :

Trois sous-thèmes sont distingués : Pas de création d'emploi local, Exploitation et maintenance du parc éolien, Provenance des différents éléments de l'éolienne

S'il est évident qu'un parc éolien ne génère pas autant d'emploi qu'un site industriel, il est important d'insister sur les faits : la filière éolienne crée de l'emploi, aussi peu visible soit-il. L'augmentation des capacités éoliennes contribue à la croissance de l'emploi sur le territoire. En 2018, 18 200 emplois directs et indirects ont été identifiés sur l'ensemble de l'écosystème éolien, soit une augmentation de 6,4% par rapport à 2017, et de plus de 14% depuis 2016. Ces emplois s'appuient sur environ 1 000 sociétés présentes sur toutes les activités de la filière éolienne dans les domaines de l'étude et du développement, de la fabrication de composants, de l'ingénierie et de la construction, ainsi que de l'exploitation et de la maintenance et constituent de ce fait un tissu industriel diversifié. En Europe l'éolien rassemble près de 330 000 emplois. L'implantation d'un projet éolien génère un surcroît d'activité localement, et fait intervenir des TPE (Très Petite Entreprise) PME (Petite et Moyenne Entreprise) et ETI (Entreprise de Taille Intermédiaire) de proximité pour des travaux variés : terrassement, VRD (Voirie, Réseaux et Divers), fourniture de béton, raccordement au réseau public, etc.

L'exploitation et la maintenance des parcs éoliens des Violettes et des Primevères sera assurée par notre filiale interne H2air GT, spécialisée dans la surveillance et l'optimisation de la production, de la maintenance des infrastructures et de leur gestion administrative.

Concernant la provenance des éléments de l'éolienne en elle-même, il convient de rappeler que les fabricants d'éoliennes sont avant tout des « assembleurs ». En effet, la plupart des pièces sont sous-traitées, et nombre des composants d'une éolienne sont fabriqués en France. Le savoir-faire français en matière de fabrication de composants est reconnu.

Avis du commissaire enquêteur :

Les différentes phases d'élaboration du projet et de sa réalisation, de nombreuses entreprises sont impliquées : bureaux d'études, entreprises de BTP et VRD... Durant l'exploitation du parc, les services de surveillance et de maintenance sont localisés en France. Les fabricants des éoliennes sont européens mais assemblent des composants dont un certain nombre sont fabriqués dans des usines françaises. On ne peut pas prétendre que les parcs éoliens ne créent pas d'emploi, même si leur nombre n'est pas comparable avec celui des industries « lourdes » qui, malheureusement, ont disparu ou subsistent avec difficulté.

Impact négatif sur le tourisme

C'est une observation souvent reprise par les opposants au développement de l'éolien : il est vrai que les églises fortifiées de Thiérache attirent des visiteurs férus d'histoire et de patrimoine qui ne pratiquent que de courts séjours dans la région. Les Belges et les Hollandais s'installent volontiers dans la région en réhabilitant des bâtiments inoccupés.

Extraits des réponses d'H2air :

Deux sous-thèmes sont distingués : Atteinte au tourisme local, Tourisme féru d'histoire

Un parc éolien a indéniablement des impacts paysagers, dans le sens où il modifie les paysages. Cependant le ressenti de cet impact est subjectif. Les parcs éoliens peuvent tout à fait attirer les

touristes via diverses formes. Ils constituent à la fois un lieu de sortie éducative pour les scolaires, les lycéens et les étudiants, et permettent aussi un tourisme scientifique, un tourisme industriel, un écotourisme et un tourisme vert, autant de formes nouvelles et originales de découverte. Certains parcs éoliens sont aujourd'hui largement connus pour les retombées touristiques qu'ils génèrent. Nous pouvons ainsi évoquer le parc éolien de Bouin en Vendée, très proche de l'île touristique de Noirmoutier, le parc éolien de Saint-Agrève en Ardèche, de son sentier de découverte du patrimoine naturel et de l'énergie éolienne, ou le parc éolien de Mont-Crosin en Suisse, véritable référence en la matière.

Dans le cas de la Thiérache, nous pourrions facilement imaginer un circuit touristique à la découverte des multiples richesses de cette région passant par les églises fortifiées, chef d'œuvre historique, par les producteurs locaux, en faisant goûter les spécialités comme le Maroilles et enfin les parcs éoliens pour montrer que ce territoire est aussi un lieu préoccupé par son environnement et son avenir énergétique. L'éolien n'est donc pas incompatible avec le développement touristique d'un territoire : les gîtes ruraux pourraient bénéficier des retombées positives d'un parc éolien sur leur territoire, ainsi que de la hausse de fréquentation relative notamment à la phase de construction du parc, en hébergeant des professionnels de la filière éolienne.

Avis du commissaire enquêteur :

Le tourisme industriel connaît un vif succès : les visites de sites industrielles et en l'occurrence des parcs éoliens contribuent à l'information du public sur les enjeux à venir ; L'attrait touristique de la région reste assez modeste ; néanmoins, le développement d'un tourisme industriel pourrait éventuellement, s'il bénéficie d'une promotion adéquate, apporter à la région un atout complémentaire à celui du Familistère de Guise, des églises de Thiérache ou de la ville de Laon.

**Projet bénéficiant aux intérêts du « promoteur »
et des propriétaires des terrains accueillant les éoliennes**

Le « promoteur » et ses associés sont étrangers et multiplient le nombre de filiales et sociétés ; le détail des financeurs est révélé par plusieurs documents

Extraits des réponses d'H2air :

Trois sous-thèmes sont distingués : Structure juridique étrangère, Multiples filiales et risque de faillite, Obligation de démantèlement

Fondée en 2008, H2air SAS est un producteur d'électricité renouvelable indépendant qui s'appuie aujourd'hui sur plus de 50 collaborateurs permanents mettant leurs savoir-faire au service de projets éoliens et solaires. Ses cœurs de métier sont le développement de projets de qualité, le financement, la réalisation et l'exploitation de ses parcs. Ainsi, forte de son expérience, la société H2air compte aujourd'hui 210 MW en construction ou en service ainsi que 420 MW autorisés ou en instruction administrative. Ce résultat est singulièrement notable et vient conforter le savoir-faire de l'équipe. Par ailleurs, H2air a toujours satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Pour financer le coût de réalisation de ses projets, H2air fait appel à des banques spécialisées dans le financement de tels projets d'énergies renouvelables, telles que BPCE ou BNP Paribas, et a toujours tenu tous ses engagements envers ces tiers. Aujourd'hui l'entreprise amiénoise possède un capital social de 500 000€ est détenu par deux actionnaires, la SAS de droit français Energie dans l'air, représentée par son président Roy Mahfouz, de nationalité allemande et d'origine libanaise, également Président de H2air, et la Société

à responsabilité limitée de droit allemand Saxovent France GmbH (anciennement CP Erste Beteiligungs-GmbH), représentée par son gérant Carsten Paatsch.

Le document 3 INT fait état des « 48 filiales fleuries du groupe H2air » au « capital social symbolique ». Ce type de structure d'entreprise n'a cependant rien d'étonnant dans la mesure où il s'agit d'une demande réglementaire. En effet chaque centrale de production d'énergie doit pouvoir justifier de comptes propres et de résultats d'exploitation justifiant l'activité d'un seul site de production à la fois. La note de la FEE (France Energie Eolienne) de mars 2016 (Annexe 4), exposée dans les Capacités Techniques et Financières, précise bien qu'un financement de projet « n'est possible que si la société emprunteuse n'a pas d'activités extérieures au projet. Une société ad hoc est donc créée pour chaque projet éolien.

Certaines observations expriment une inquiétude quant à la fiabilité des obligations de démantèlement, craignant que les « propriétaires du terrain [soient] obligés de payer le solde de la démolition des éoliennes ». Les éoliennes relèvent du régime des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). Ceci implique que « La mise en service d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent soumise à autorisation (...) est subordonnée à la constitution de garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l'article R. 553-6 du Code de l'environnement » - Décret n° 2011-985 du 23 août 2011 pris pour l'application de l'article L. 553-3 du code de l'environnement - celles-ci comprenant le démantèlement des installations.

Avis du commissaire enquêteur :

H2air est une société de droit français, détenue par deux actionnaires étrangers : il n'est pas interdit, et c'est heureux, à des actionnaires européens d'investir dans ses sociétés françaises... L'investissement conséquent que représente un parc éolien s'appuie bien évidemment sur des financements bancaires et le retour sur investissements assez court apporte une garantie suffisante aux établissements prêteurs et assure, à terme, des gains financiers aux promoteurs, qui est une règle économique fondamentale et indispensable, sauf pour quelques politiques ayant toujours vécu de subsides publics.

La multitude de sociétés intégrées au groupe H2air avait également attiré mon attention : la réglementation l'impose et le promoteur a très bien détaillé, dans sa réponse, les raisons de ces sociétés multiples dont l'existence ne relève d'aucune irrégularité.

Le démantèlement des parcs éoliens est souvent présenté comme hypothétique et vise à créer le doute dans l'esprit des propriétaires fonciers ayant accepté un bail locatif pour les espaces d'implantation d'éoliennes. L'estimation du coût de démantèlement d'une éolienne est présentée dans la réponse du promoteur et montre que la garantie financière réclamée aux promoteurs est suffisante pour assurer la fiabilité des obligations de démantèlement.

Opposition grandissante

Extraits des réponses d'H2air :

Deux sous-thèmes sont distingués : *Opinion publique défavorable, Pays voisins freinent sur l'éolien.*

La sensation qu'un vent d'opposition se lève en France contre l'éolien est présente chez quelques intervenants de cette enquête publique, sans pour autant que ce sentiment soit accompagné de faits ou de statistiques représentatives. Si nous observons les résultats du sondage de l'observatoire BVA de février 2016 qui s'est intéressé aux habitants vivant à moins de 1000 mètres de parcs éoliens déjà implantés dans différentes régions de France, les pourcentages sur 900 personnes interrogées sont édifiants :

- 78 % expriment spontanément un ressenti positif
- 66 % considèrent la présence du site éolien comme une bonne chose
- (Pour 9 % c'est une mauvaise chose)
- 82 % considèrent qu'on s'y habitue bien
- 84 % considèrent que les éoliennes sont à la bonne distance de leur habitation
- 87 % déclarent ne pas les entendre
- 4 % témoignent être gênés par le bruit de façon occasionnelle

Certains pays européens ont réduit les montants de subventions publiques dédiées à l'éolien, comme l'Allemagne en 2016. L'amendement de la loi énergétique allemande a notamment mis fin aux revenus garantis, remplacés par une mise en concurrence. Or la raison de cet amendement n'est pas à mettre sur le compte d'un revirement de la politique énergétique ou d'un désaveu de l'éolien outre-Rhin. Au contraire, le gouvernement a jugé que le secteur était arrivé à maturité et que les subventions n'étaient plus nécessaires au lancement de la filière. D'autre part il est intéressant de noter que les pays européens voisins sont bien plus avancés que la France en termes de développement de l'éolien. En France aussi, le secteur de l'éolien s'approche de la maturité, permettant de mettre fin au mécanisme d'obligation d'achat (obligation d'EDF OA de racheter la production du parc éolien à un tarif fixe) le 1^{er} janvier 2016, conformément aux lignes directrices européennes.

Avis du commissaire enquêteur :

Le sondage BVA semble accrédi ter le fait qu'une fois installés, la plupart des parcs éoliens sont favorablement perçus par les riverains, prenant conscience que les avantages apportés à leur vie quotidienne (services et aménagements) étaient tangibles alors que les impacts négatifs étaient en fait moins importants qu'annoncés (j'ai pu faire personnellement ce constat lors de précédentes enquêtes publiques). Les pays voisins européens ont beaucoup plus développé la production électrique éolienne que la France et leur politique de soutien a été modifiée, la filière étant mature et les subventions destinées à la développer ne se justifiant plus.

Processus de développement

Extraits des réponses d'H2air :

Cinq sous-thèmes sont distingués : Gaspillage d'argent public, Campagne délaissée/oligarchie, Communication incomplète, trompeuse, Conflits d'intérêts, Renouvellement de parcs.

Le soutien aux énergies renouvelables est financé par la Contribution au Service Public de l'Électricité (CSPE), prélevée sur la facture d'électricité des consommateurs. En 2016, 19 % du montant total de la CSPE était destiné au soutien du développement éolien, soit 1,5 milliard d'euros. La part de la contribution unitaire payée par les consommateurs en 2016 destinée à l'éolien s'élevait à environ 4,9 €/MWh consommé. Ainsi, le coût annuel du soutien à l'énergie éolienne pour un ménage consommant 2,5 MWh par an représentait environ 12 € en 2016, soit 1 € par mois. Etant donné l'état d'urgence climatique dans lequel nous nous trouvons et les enjeux énergétiques révélés par la Loi de Transition Énergétique en 2015 puis par le Plan Pluriannuel de l'Énergie en 2020, la situation nécessite un soutien fort des États en vue de pouvoir infléchir notre dépendance aux énergies fossiles. Il s'agit d'un investissement sur l'avenir.

Le document 6 rapporte les observations d'un collectif qui témoigne d'un sentiment d'abandon : « le monde rural se sent délaissé, sacrifié par le pouvoir central au profit d'une oligarchie et de lobbies financiers ». Il nous semble bien que ce type de projet participe à la décentralisation des moyens de production d'énergie, à la répartition des richesses et permet d'œuvrer en vue de renforcer le rôle des campagnes. Depuis très longtemps déjà les campagnes produisent et cultivent pour nourrir les villes, pour finalement, avec la mécanisation et l'industrialisation, être victimes de l'exode rural.

Le développement éolien dans les territoires se fait grâce au dialogue et à la concertation avec les élus et les représentants locaux. Des présentations de l'avancement du projet sont faites régulièrement via des lettres d'informations distribuées aux habitants de la commune d'implantation. Des sessions d'informations prenant différentes formes sont organisées, comme par exemple le 3 juin 2018 sous la forme d'une randonnée de découverte du projet au travers de photomontages représentatifs.

L'observation R5 nous demande de « certifier qu'il n'y a aucun conflit d'intérêt selon la réglementation en vigueur ». Nous apportons évidemment une attention particulière à éviter les situations de conflit d'intérêt, l'intégrité de la démarche de développement s'en trouverait altérée. Afin d'écarter le risque de se trouver dans cette situation, le porteur du projet identifie la problématique dès qu'il détermine la zone potentielle d'implantation du projet et rappelle aux élus, si besoin, les obligations de réserve qui leur incombent en la matière.

Le document 6 exprime une inquiétude quant à la phase de renouvellement de parcs éoliens, appelée communément « repowering », qui fait suite aux périodes d'exploitation des tout premiers parcs éoliens, installés il y a près de 20 ans. Dans la circulaire du 11 juillet 2018, le ministère de la transition écologique et solidaire fixe les conditions de renouvellement de l'autorisation environnementale selon les cas. Il est important de préciser que l'unique cas pour lequel aucune formalité n'est requise pour remplacer les machines sans renouveler l'autorisation correspond au cas où les machines sont remplacées par des modèles de dimensions identiques et au même emplacement. Tous les autres cas sont soumis à l'appréciation du Préfet au regard de la substantialité de la modification et de ses impacts. Un dossier de porter-à-connaissance doit obligatoirement être préparé au préalable afin d'argumenter la potentielle non-substantialité.

Avis du commissaire enquêteur :

La CSPE est souvent décriée comme une distribution d'argent public à des entreprises privées ; le but premier de la CSPE est d'initier les nouvelles filières de production non rentables à leurs débuts (éolien, photovoltaïque, méthanisation, cogénération) ; au fur et à mesure que

ces filières atteignent leur point d'équilibre économique, les taux de subvention sont diminués afin de contribuer au développement d'autres filières d'avenir.

Le sentiment d'abandon perçu par le monde rural est justifié : disparition des services de proximité, fracture numérique, délocalisation des entreprises pourvoyeuses de main d'œuvre ; L'installation des parcs éoliens est ressentie comme une atteinte supplémentaire à sa qualité de vie et à son environnement, sans percevoir l'amélioration des services et des infrastructures permises par les retombées financières de l'implantation de ces installations industrielles. Le promoteur a dressé la liste des mesures d'accompagnement induites par l'implantation des parcs éoliens des Violettes et des Primevères, rassemblées dans le tableau ci-dessous :

Thématique	Type de mesure	Description de la mesure
Paysage	Accompagnement	Plantation de tilleuls palissés afin de créer un rideau d'arbre pour réduire la visibilité des parcs éoliens depuis le parvis de l'église de Gronard
	Accompagnement	UNIQUEMENT POUR LE PARC EOLIEN DES VIOLETTES : Plantation d'une haie le long du cimetière de l'église fortifiée de Vigneux-Hocquet afin de créer un rideau d'arbre pour réduire la visibilité du parc éolien
Ecologie	Accompagnement	Soutien financier au programme "SOS Chauves-souris", mené par Picardie Nature
	Accompagnement	Protection des nichées de busard, avec le bureau d'étude "Rainette"
	Réduction	Bridage pour la protection des chiroptères : - Parc éolien des Violettes : E1 à E6 - Parc éolien des Primevères : E1 à E4
Acoustique	Réduction	Mise en place de système de serration afin de réduire le bruit des éoliennes
	Réduction	Bridage des éoliennes : - Eoliennes des Violettes : E3 / nocturne / 7 m/s / NE - Eoliennes des Primevères : E1 / nocturne / 5 m/s / SO
Cadre de vie	Accompagnement	Soutien financier auprès de l'Association pour un Mémorial Départemental des Villages Martyrs de l'Aisne (AMDVMA)
	Accompagnement	Participation aux travaux de rénovation et d'entretien de l'église fortifiée de Thiérache de Tavaux
	Accompagnement	Participation au programme d'enfouissement des lignes aériennes de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt
	Accompagnement	Réhabilitation du terrain multisport de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt
	Accompagnement	Retrait de la totalité des fondations

J'ai constaté que l'information et la concertation avec les élus et avec les habitants a été présente du début à la fin du processus d'élaboration du projet et il est difficile de prétendre à un manque de communication ; je n'ai pas constaté non plus, dans les documents ayant servi de support de communication, d'informations trompeuses ou erronées.

Il est possible, surtout dans les petites communes, que les propriétaires fonciers ayant conclu un bail de location aux promoteurs éoliens soient membres du conseil municipal : leur participation aux délibérations concernant l'implantation des parcs présente un conflit d'intérêt que les opposants cherchent à exploiter : désormais, les promoteurs sont très attentifs et les conseillers municipaux concernés ne participent plus aux séances du conseil municipal ayant à leur ordre du jour les projets de parcs et ne participent plus aux votes les concernant.

L'avenir des parcs en fin d'exploitation constitue un sujet de controverse : le dossier d'enquête prévoit un démantèlement assuré par un dépôt de garantie financière ; il est sans doute envisageable de continuer l'exploitation des sites, les infrastructures d'acheminement de l'énergie électrique restant opérationnelles. La technologie et la taille des machines évoluant, il sera nécessaire, en cas de « repowering », de soumettre à l'appréciation du Préfet la substantialité de la modification et de ses impacts..

7.6 Observations caractéristiques :

Certaines observations relèvent de thèmes absents de l'inventaire des observations. J'ai donc demandé au porteur de projet d'y apporter réponse au titre d'observations caractéristiques.

7.6.1 Les simulations d'impact visuel :

M. Yverneau, le maire de Burelles signale qu'aucune prise de vue n'est réalisée à partir des meurtrières de l'église de Burelles côté sud de l'édifice et situées à 30 mètres du sol, seule une petite photo a été prise au pied de l'église !

La commune de BURELLES compte 4 fermes isolées (la ferme de BELIMONT, la ferme de BLANCHE, la ferme du Champ pécher et la ferme du Ponceau). Dans l'étude H2air, je ne vois aucune étude faite au niveau de la ferme du CHAMP PECHER et de la ferme du PONCEAU : est-ce un oubli (volontaire ou non) ou une méconnaissance du territoire sachant que ces fermes, toutes deux exploitations laitières, sont à environ 2 km des éoliennes Primevères et sur un axe dénué de barrière naturelle.

Extraits des réponses d'H2air :

Les points de vue employés pour la réalisation des photomontages ne peuvent être exhaustifs. En revanche, ils se doivent d'être représentatifs des différents types de visibilités des différents périmètres et doivent permettre d'évaluer la "réponse" du projet aux enjeux. Pour rappel, cent vingt-trois points de vue ont été traités. Le clocher de l'église fortifiée de Burelles, bien que faisant l'objet de visites occasionnelles de passionnés d'histoire, ne répond pas aux critères d'un point de vue représentatif dans le cadre de cette étude paysagère.

Les fermes isolées mentionnées par le document 9 font partie intégrante de l'étude d'impact dans la mesure où elles répondent à tous les critères auxquels s'appliquent l'étude de dangers, l'étude acoustique, l'étude biodiversité, l'étude paysagère, etc. Sur le plan des impacts paysagers nous remarquons que deux de ces fermes sont situées dans la vallée du Ponceau, réduisant ainsi considérablement la visibilité du parc sur la ferme de Blanche, située à plus de 2,3 km de l'éolienne la plus proche, et de la ferme du Ponceau, située elle à 3 km. La ferme de Béliment et du Champ Pêcher, situées sur le plateau, sont quant à elles respectivement à 1,2 km et 2,1 km de l'éolienne la plus proche. Concernant la ferme du Champ Pêcher et de Béliment, les photomontages 7 et 6 (Pages 112 à 118 de l'étude paysagère pour les Violettes et 110 à 117 pour les Primevères ainsi qu'en Annexe 5 du mémoire en réponse) permettent de modéliser l'impact paysager dans les environs de ces 2 fermes.

Avis du commissaire enquêteur :

Les photomontages, que ce soit dans le choix des lieux de prise de vue ou les angles selon lesquels ils sont effectués, font souvent l'objet d'observations. L'évaluation qualitative des impacts paysagers et patrimoniaux du projet éolien des Primevères a été réalisée de la manière la plus complète possible, suivant trois thématiques :

- Une étude des impacts paysagers et patrimoniaux sur l'ensemble des périmètres d'étude, menée de manière générale autour des enjeux identifiés en état initial au moyen de cinquante-trois points de vue représentatifs traités en photomontages,
- Une étude spécifique des impacts sur les églises fortifiées de Thiérache qui constituent un enjeu patrimonial particulier sur le territoire d'étude ;

- Une étude d'encerclement des établissements humains en approche comparative théorique / réel.

Ces photomontages répondent donc à des critères précis et justifiés afin de rendre compte des impacts des parcs sur les paysages.

7.6.2 Les études négligent les impacts possibles sur la commune de Burelles :

D'après M. Yverneau, le maire de Burelles, le rapport évoque des incidences sur la commune de Tavaux et de la vallée de la Brune mais jamais les incidences sur la commune de Burelles ; pourtant les éoliennes devraient être implantées à proximité de la limite du territoire communal et subir les nuisances des éoliennes, principalement les habitants de la ferme de Bélimont.

Extraits des réponses d'H2air :

La commune de Burelles fait partie intégrante de l'étude d'impact et est concernée au même titre que les autres communes voisines du projet par l'étude de dangers, l'étude acoustique, l'étude biodiversité, l'étude paysagère, etc. Le centre bourg de Burelles étant situé à 2,9 km de la première éolienne et sa position particulière sur le versant sud de la vallée de la Brune en réduit largement les éventuelles incidences paysagères et acoustiques. Les photomontages I4 et C4 du thème 2 de l'étude paysagère attaché aux églises fortifiées, modélisent les incidences des parcs depuis le parvis de l'église, soit en plein centre bourg, puis depuis un point haut proposant une très légère covisibilité.

Le document 9 déplore aussi que la commune de Burelles ne touche « aucune compensation financière », ce qui est inexact. En effet, les retombées fiscales générées par la production d'énergie des parcs éoliens des Violettes et des Primevères profiteront en majeure partie au département et à la Communauté de Communes auxquels appartient la commune de Burelles : la commune de Burelles profitera donc bien, indirectement, des retombées économiques générées par l'activité des parcs éoliens des Violettes et des Primevères.

Avis du commissaire enquêteur :

Il est toujours possible de multiplier les études concernant des communes ou des sites caractéristiques. Les critères de choix des analyses répondent à des besoins particuliers permettant de justifier les constats présentés dans les études d'impact et paysagère.

7.6.3 Un projet potentiellement destructeur de la faune volante :

L'observation faite sur ce sujet par le président de la Fédération des chasseurs de l'Aisne mérite réponse : le recensement des espèces fourni dans le document référencé Doc n°2/INT oblige à des compléments d'information de la part du porteur de projet.

Réponse d'H2air :

Le porteur de projet renvoie au Carnet d'annexes du mémoire en réponse comportant une Note sur la biodiversité de 38 pages.

Avis du commissaire enquêteur :

La note sur la biodiversité répond de façon complète aux interrogations du président de la Fédération des chasseurs de l'Aisne.

7.6.4 Impact des infrasons sur la santé :

Deux documents scientifiques (Document n°4 et Document n°8) présentent les impacts sur la santé humaine des infrasons, sans concerner directement le cas spécifique des infrasons émis par les éoliennes et leur propagation à longue distance.

Extraits des réponses d'H2air :

Trois sous-thèmes sont distingués : Aucune étude des infrasons dans le dossier du projet, Aucune étude sanitaire, Effets néfastes des infrasons.

De nombreuses observations recueillies au cours de cette enquête publique mentionnent les infrasons et expriment des inquiétudes à leur sujet. Deux documents déposés lors des permanences, les documents 4 et 8, rappellent l'état des connaissances scientifiques au sujet des infrasons. L'un provient d'un article daté de 2015, obtenu sur le site dédié à la SST (Santé et Sécurité au Travail) officiel-prevention.com, tandis que l'autre est une étude bibliographique de l'INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité), datant de 2006. Ces deux documents 4 et 8 s'attachent principalement à décrire les conditions de prévention des infrasons dans le cadre du travail en milieu industriel et ne font que mentionner les éoliennes comme l'une des sources anthropiques d'infrasons dans notre monde moderne. Le document 8 précise d'ailleurs que dans le cas des éoliennes, « les niveaux émis [d'infrasons] sont de l'ordre de ceux des sources naturelles (vent) ».

Un projet de parc éolien réclame beaucoup d'études environnementales approfondies, sur de nombreux sujets et l'acoustique en fait partie intégrante. Les infrasons sont répandus en milieu industriel et les éoliennes ne sont cités que comme source potentielle d'infrasons sans explorer plus avant leur impact sur la santé humaine. En ce qui concerne les infrasons, l'étude d'impact reprend l'état des connaissances scientifiques et conclut à l'absence de risque. L'étude des infrasons, comme le rappelle le document 4 déposé par l'un des riverains au cours de l'enquête publique, n'est soumise à aucune réglementation en vigueur en France et en Europe. Encore aujourd'hui, aucune étude scientifique n'a pu établir un quelconque lien entre les infrasons de faible intensité émis par les éoliennes et les troubles dont témoignent certains riverains de parcs éoliens.

Les observations R5 et R7 mentionnent les travaux de Mariana Alves Pereira, scientifique portugaise spécialisée dans les infrasons industriels et les maladies vibro-acoustiques : En 2017, l'ANSES a pris en compte les résultats du travail du Professeur Pereira dans son étude et a attribué un très faible niveau de preuve à cette hypothèse de mécanisme d'effets sanitaires, en raison de ses faibles bases scientifiques et des biais importants dans les études publiées par cette équipe. L'étude de l'ANSES en mars 2017 a eu pour but de passer en revue l'ensemble des travaux réalisés sur le sujet des infrasons et du syndrome éolien. Ses conclusions insistaient sur l'impossibilité d'expliquer l'apparition d'effets sanitaires ressentis par les riverains de parcs éoliens en suivant un protocole scientifique sérieux et rigoureux. Que les symptômes soient décrits comme ceux d'une maladie vibro-acoustique (VAD) ou d'un syndrome éolien, toutes les études scientifiques citées plus haut s'accordent à dire cependant que l'effet « nocebo » reste une explication rationnelle valable à l'apparition de tels troubles.

Avis du commissaire enquêteur :

Il est difficile de se prononcer sur l'amplitude et les effets des infrasons générés par les éoliennes ; il serait nécessaire, comme pour les impacts sur la santé et sur les animaux, de conduire des études spécifiques et spécifique aux éoliennes : ce n'est pas le cas et cela

entraîne des doutes, suppositions et interprétations diverses et variées : il est possible que compte-tenu des intérêts en jeu, les parties prenantes n'aient pas intérêt à approfondir le sujet ou à prolonger volontairement les conclusions, comme on peut le constater quand il s'agit d'estimer les impacts sanitaires des rayonnements électromagnétiques émis par les téléphones portables.

7.6.5 Emission des gaz à effet de serre :

L'observation Obs R5 fait allusion « au fonctionnement au gaz SF₆ » des éoliennes, gaz reconnu extrêmement nocif.

Extraits des réponses d'H2air :

En effet, le gaz SF₆ (Hexafluorure de soufre) est utilisé comme isolant pour les cellules de protection électrique situées au pied de chaque éolienne et dans le poste de livraison : il ne s'agit pas d'un composant propre aux éoliennes mais d'un composant de connexion au réseau, propre à chaque centrale de production d'électricité quelle qu'elle soit, raccordée au réseau haute tension. Faute d'alternative efficace il reste autorisé en tant qu'isolant électrique dans les appareillages haute tension. Afin d'éviter les moindres fuites ayant des effets importants sur l'atmosphère, son utilisation est lourdement réglementée par l'Union Européenne.

Avis du commissaire enquêteur :

La quantité de gaz SF₆ utilisée dans une éolienne est de 1,5 à 2 kg et stockée dans des enceintes étanches ; un dégagement accidentel dans l'atmosphère est toujours possible (risque industriel) mais ne provoquerait pas de conséquences sur la santé des riverains ni de modifications climatiques ; bon nombre de substances industrielles sont répandues quotidiennement dans l'environnement entraînant des conséquences beaucoup plus graves et avec l'aval des autorités et l'acceptation de la population.

7.6.6 Le secteur d'implantation doit être préservé

Le document référencé Document n°6 est un plaidoyer en faveur de la création d'un parc naturel de Thiérache reliant les deux PNR existants (Parc naturel de l'Avesnois et Parc naturel des Ardennes) et son auteur s'étonne de la « libération » du secteur géographique s'étendant de Marle à Vervins, jusqu'à présent préservé.

Extraits des réponses d'H2air :

Le Collectif « Agir pour la Thiérache » s'exprime en effet dans le document 6 en faveur de la création d'un périmètre de protection de la Thiérache et déclare avoir entamé les démarches en 2019 afin d'obtenir une audience auprès du Préfet de l'Aisne dans ce but. Les arguments du collectif portent sur l'aspect remarquable du territoire de la Thiérache sur les thèmes patrimonial, paysager, biodiversité et sur sa mitoyenneté avec 2 PNR (Parcs Naturels Régionaux), l'Avesnois et les Ardennes. Le document 6 évoque la Convention Européenne du Paysage, le Pacte Sambre-Avesnois-Thiérache et appelle à la sanctuarisation de la zone. Force est de constater que le territoire de la Thiérache représente un paysage bocager remarquable et abrite un patrimoine historique à préserver. Cependant, et comme le précise le document 6, la région souffre « d'une situation économique dégradée avec un taux de chômage élevé, un milieu agricole en difficulté, une précarité endémique ». Il paraît difficile de concevoir la sanctuarisation de cette même zone comme une réponse suffisante, voire utile. L'apparition de parcs éoliens dans le paysage correspond bien à la dimension dynamique du paysage,

liée à une évolution anthropique dont la nécessité est confirmée par la Loi sur la Transition Energétique de 2015 et par le Plan Pluriannuel de l'Energie de 2020.

Avis du commissaire enquêteur :

La Thiérache présente, dans certains secteurs, un paysage typique de bocage relativement préservé et auquel les habitants semblent particulièrement attachés. Les particularités de cette région ont fait l'objet d'une Charte paysagère, outil d'aide à la décision qui prend la forme d'un contrat moral entre les différents acteurs d'un territoire et document contractuel qui n'a pas de valeur réglementaire opposable ; cette charte peut faire l'objet d'engagements se traduisant par des conventions avec des partenaires (publics ou privés) tel que l'état, la région, le département, les coopératives agricoles, les associations etc. mais n'a pas, jusqu'à présent bénéficié d'engagements tangibles. La région souffre malheureusement d'une situation économique dégradée qui ne présente pas de perspectives d'amélioration : le développement du tourisme reste limité, les implantations industrielles stagnent et la situation de l'agriculture est délicate ; la vision très « économique » du promoteur est sans doute choquante mais propose une amélioration des moyens financiers des collectivités afin de soutenir les investissements publics : le tableau ci-dessous présente une estimation des retombées fiscales au bénéfice des collectivités locales des deux parcs :

Projets de parcs éoliens des Violettes et des Primevères sur la commune de Tavaux-et-Pontséricourt

*Les retombées fiscales**

	Région CVAE	Département IFER, CVAE, TFPB	Communauté de Communes IFER, CVAE, CFE	Commune TFPB, IFER
Revenus par an	18 677 €	164 401 €	222 690 €	79 902 €
Revenus sur 20 ans	373 540 €	3 288 020 €	4 453 800 €	1 598 040 €

Eléments de calcul :

2 éoliennes de 3,6 MW et 10 éoliennes de 3,9 MW

Fiscalité professionnelle unique (avec 20% de l'IFER à la commune d'implantation)

Délibérations et taux applicables dans les collectivités territoriales en 2018

(*) Estimation, sous réserve du maintien des taux de fiscalité



Le Pacte Sambre-Avesnois-Thiérache prévoit un effort financier de 80 millions d'euros de la part de l'Etat pour participer à l'aménagement du territoire sur des thèmes cruciaux tels que la santé, la mobilité, le numérique et l'industrie, appelant également à un dynamisme énergétique, notamment en vue de diminuer la facture énergétique et développer l'industrie sur le territoire.

Le paysage agricole de Tavaux-et-Pontséricourt se rapproche plus de celui du Laonnois que du bocage thiérachien et l'implantation d'éoliennes y est sans doute moins dissonant : la crainte exprimée par M. Ponthier est que l'implantation de parcs au nord de la Serre soit le commencement d'une importante implantation sur tout le secteur jusqu'à présent préservé et s'étende jusqu'au-delà de Vervins.

8 Délibérations des communes environnantes :

Comme le stipule l'article 12 de l'arrêté préfectoral, les conseils municipaux des 27 communes concernées sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation, dès le début de la phase d'enquête et ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Au 31 juillet, sept communes avaient exprimé leur avis sur les projets de parc présentés par la société H2air sur le territoire de Tavaux-et-Ponséricourt, avis présentés dans le tableau ci-dessous :

Commune	Nature de l'avis
Burelles	défavorable
Chaourse	favorable
Ciry	défavorable
Hary	défavorable
Lugny	défavorable
Plomion	défavorable
Tavaux-et-Ponséricourt	favorable

9 Avis de l'autorité environnementale :

La société H2air a déposé, le 6 août 2018 auprès de la DREAL Hauts-de-France et le 7 août 2018 à la Direction Départementale des territoires de l'Aisne deux dossier de demande d'autorisation environnementale en vue de construire et d'exploiter deux parcs éoliens au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

Le 6 mars 2019, les services instructeurs du dossier (DREAL des Hauts de France) ont informé le porteur de projet que les dossiers comportaient l'ensemble des pièces requises par le décret du 2 mai 2014 et souffraient de quelques irrégularités sur le fond et les listes d'insuffisances étaient jointes en annexe. Dans le même courrier, le porteur de projet est informé qu'il dispose de 6 mois pour apporter les compléments d'information réclamés.

Le 30 août 2019, les dossiers de réponses aux compléments ont été adressé à Monsieur le Préfet de l'Aisne.

Le 11 décembre 2019, la DREAL a informé le pétitionnaire que la phase de recevabilité de son dossier de demande d'Autorisation unique est achevée, qu'il a été déclaré complet et régulier par l'inspection des installations classées et qu'il peut désormais être soumis à enquête publique.

10 Avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) :

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de la région Hauts-de-France a été saisie pour avis le 8 novembre 2019 sur les projets de parcs éoliens des sociétés Éoliennes des Primevères et Éoliennes des Violettes, sur la commune de Tavaux-et-Ponséricourt dans le département de l'Aisne. La MRAe a rendu son avis le 8 janvier 2020 et les compléments d'information demandés ont été fournis par la société H2air le 20 février, compléments constitués :

- des *documents de réponse* à l'avis de la MRAe,
- des *document de réponse* à l'avis de la MRAe concernant le volet écologique,
- de *carnets de photomontages*, présentant des éléments photographiques complémentaires,
- de la *seconde version du résumé non technique de l'étude d'impact sur l'environnement du projet éolien*.

11 *Avis des personnes publiques associées :*

Figurent aux dossiers d'enquête :

- Les autorisations du directeur de la sécurité aérienne au titre de l'article R.244-1 du code de l'aviation civile,
- Les autorisations de la direction générale de l'aviation civile,
- Le courrier de Mme la directrice de l'Institut national de l'origine et de la qualité signalant qu'elle n'a pas de remarques à formuler sur le projet.

12 *Bilan de l'enquête :*

12.1 *Sur l'organisation :*

Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'Amiens m'a désigné, par sa décision du 4 février 2020, commissaire-enquêteur pour l'enquête publique concernant la demande d'autorisation unique d'exploiter deux installations terrestres de production d'électricité sur les territoires des communes de Tavaux-et-Pontséricourt, présentée par la société H2air et comprenant 8 éoliennes et 3 postes de livraison pour le parc éolien des Violettes et 4 éoliennes et 2 postes de livraison pour le parc éolien des Primevères.

Le dossier d'enquête m'a été remis par les services de la Direction Départementale des Territoires de Laon le 20 février 2020.

Par arrêté en date du 6 mars 2020, Monsieur le Préfet de l'Aisne a défini les conditions d'exécution de l'enquête publique ayant pour objet la demande d'autorisation environnementale d'exploiter deux installations terrestres de production d'électricité sur les territoires des communes de Tavaux-et-Pontséricourt, présentée par la société H2air (*voir document annexe n°2*).

La crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 a obligé à un report des dates de déroulement de l'enquête publique : un nouvel arrêté préfectoral en date du 19 mai 2020 a été promulgué, prenant ainsi en compte l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 modifiant l'ordonnance 2020-306 du 25 mars 2020 et fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire, stipulant que les enquêtes publiques pouvaient reprendre à partir du 31 mai 2020 (*voir document annexe n°3*).

Une réunion préparatoire avec le maître d'ouvrage a eu lieu en mairie de Tavaux-et-Pontséricourt le jeudi 28 mai en présence de M. Daniel LETURQUE, le maire et de Thomas DA SILVA et Boris FEDOTOFF, responsables de projets et territoires, Fanny CHEF et Anne-Marie MARCHAND, responsables de projets autorisations de la société H2air.

La publicité de l'enquête a été réalisée dans la forme et dans les délais prescrits par l'Arrêté Préfectoral ordonnant l'ouverture de l'enquête et a fait l'objet de constats d'un huissier de justice.

12.2 *Sur le déroulement :*

Les permanences se sont déroulées en respect des règles nécessitées par la crise sanitaire, masques, gel hydroalcoolique, lingettes et stylos individuels ayant été fournis par la société H2air et

un vidéoprojecteur permettait la consultation du dossier sans contact physique. Un ordinateur portable avait été mis à disposition du public par la société H2air afin de consulter les dossiers d'enquête dématérialisés.

L'accueil du public a pu s'effectuer de manière satisfaisante : salle suffisamment spacieuse, dossiers d'enquête aisément consultables, registre facilement accessible.

Ces permanences se sont déroulées de manière satisfaisante, et ont permis l'établissement de conversations entre les intervenants ; malgré le nombre restreint de visiteurs, il y a toujours eu la présence constante de quelques personnes durant les permanences.

12.3 *Sur les observations :*

13 observations ont été rédigées sur le registre, 15 documents ont été annexés au registre et 15 observations ont été transmises par courriel ces dernières observations étaient jointes au registre papier au fur et à mesure de leur transmission par les services de la Direction Départementale des Territoires. Seules deux d'entre elles sont favorables au projet : elles émanent du maire de Tavaux-et-Pontséricourt et du vice-président de la communauté de communes de la Vallée de la Serre.

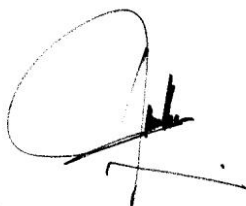
12.4 *Sur le mémoire en réponse du maître d'ouvrage :*

J'ai remis mon procès-verbal de synthèse des observations au maître d'ouvrage le vendredi 17 juillet, dans les délais prescrits par l'Arrêté Préfectoral ordonnant l'ouverture de l'enquête.

Le maître d'ouvrage m'a transmis, sous forme papier et sous forme de fichiers numériques son mémoire en réponse le 31 juillet.

Tous les thèmes abordés dans les observations, inventoriés dans un relevé des observations, ont été repris très précisément et celles ne rentrant pas dans le cadre des thèmes recensées ont été traitées de manière que je considère comme satisfaisante par la qualité et la densité des réponses. J'ai émis, dans mon rapport, un avis sur chacune des réponses apportées par le porteur de projet.

A Aguilcourt, le 11 août 2020

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'J' and 'L' followed by a horizontal line and a small flourish.

Jean-Marc LE GOUELLEC

Commissaire enquêteur

13 Documents annexes :

Annexe 1	Décision de désignation par le T.A. du commissaire enquêteur	page 51
Annexe 2	Arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête publique (19/05/2020)	page 52
Annexe 3	Avis d'enquête publique	page 59
Annexe 4	Insertions dans la presse (l'Aisne nouvelle et l'Union)	page 60
Annexe 5	Plan d'implantation des avis sur les sites	page 62
Annexe 6	Constat d'huissier des affichages	page 63
Annexe 7	Constat d'huissier des sites internet	page 64
Annexe 8	Captures d'écran du site de la préfecture	page 66
Annexe 9	Lettre de mission	page 68
Annexe 10	Délibération du conseil municipal de Tavaux-et-Pontséricourt	page 69
Annexe 11	Lettre de soutien de la C.C. du pays de la Serre	page 71
Annexe 12	lettre d'info H2air n°1	page 71
Annexe 13	lettre d'info H2air n°2	page 72
Annexe 14	lettre d'info H2air n°3	page 73
Annexe 15	Parcours et photomontages de la randonnée du 3 juin 2020	page 74
Annexe 16	Procès-verbal de synthèse des observations	page 79
Annexe 17	Mémoire en réponse du pétitionnaire et carnet d'annexes	page 84

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Amiens, le 06/02/2020

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
D'AMIENS

14, rue Lemerchier

CS 81114

80011 Amiens Cedex

Téléphone : 03.22.33.61.70

Télécopie : 03.22.33.61.71

Greffe ouvert du lundi au vendredi de
8h30 à 12h00 - 13h30 à 16h30

E20000004 / 80

M. le Préfet

Direction départementale des territoires

50 bd de Lyon

02011 LAON CEDEX

Dossier n° : E20000004 / 80

(à rappeler dans toutes correspondances)

VOS REF. : affaire suivie par M Linet

COMMUNICATION DECISION DESIGNATION COMMISSAIRE ENQUETEUR

Objet : - la demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter deux installations terrestres de production d'électricité sur le territoire des communes de Tavaux et Pontsericourt, présentée par la Société H2air et comprenant 4 éoliennes et 3 postes de livraison pour le parc éolien des violettes, et 4 éoliennes et 2 postes de livraison pour le parc éolien des primevères

M. le Préfet,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une copie de la décision par laquelle le président du tribunal a désigné Monsieur Jean-Marc LE GOUELLEC, professeur de techniques industrielles (ER), demeurant 1 rue du moulin à AGUILCOURT (02190) (tel : 03/23/79/79/53 ; portable : 06/08/22/47/24) en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique citée en objet.

Je vous rappelle qu'en application de l'article R. 123-9 du code de l'environnement, vous devez consulter le commissaire enquêteur avant de fixer les lieux, jours et heures où celui-ci se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations.

Enfin, vous voudrez bien me transmettre une copie de l'arrêté d'ouverture d'enquête dès que celui-ci aura été pris.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, M. le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,
ou par délégation,



Direction départementale des territoires
Service Environnement

Unité gestion des Installations
Classées pour la Protection de
l'Environnement, Déchets

N°AE 127 et AE 128

IC/2020/ 088

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ORDONNANT
L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE
UNIQUE PORTANT SUR LES DEMANDES
D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE
D'EXPLOITER DEUX PARCS ÉOLIENS SUR LE
TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE TAVAUX-ET-
PONTSERICOURT PRÉSENTÉES PAR LES
SOCIÉTÉS PARC EOLIEN DES VIOLETTES ET
PARC EOLIEN DES PRIMEVERES**

**LE PRÉFET DE L'AISNE,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

VU l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants et L.181-9 et suivants et R.181-36 et suivants ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement ;

VU la demande déposée le 7 août 2018, et complétée le 30 août 2019, par la société PARC EOLIEN DES VIOLETTES, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent dénommée PARC EOLIEN DES VIOLETTES sur le territoire de la commune de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT ;

VU la demande déposée le 7 août 2018, et complétée le 30 août 2019, par la société PARC EOLIEN DES PRIMEVERES, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent dénommée PARC EOLIEN DES PRIMEVERES sur le territoire de la commune de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT ;

VU l'étude d'impact et les pièces présentes dans chaque dossier ;

VU le rapport commun de l'inspection des installations classées en date du 11 décembre 2019 établissant la recevabilité des demandes précitées ;

VU l'avis commun de l'autorité environnementale ;

VU la réponse des sociétés PARC EOLIEN DES VIOLETTES et PARC EOLIEN DES PRIMEVERES à l'avis de l'autorité environnementale ;

VU l'ordonnance de Monsieur le Président du tribunal administratif d'Amiens en date du 4 février 2020 portant désignation de Monsieur Jean-Marc LE GOUELLEC, professeur de techniques industrielles, en

retraite, en qualité de commissaire enquêteur ;

CONSIDÉRANT que l'installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent est visée par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et relève de l'autorisation après enquête publique ;

CONSIDÉRANT que la société H2AIR représente les sociétés Parc éolien des Primevères et Parc éolien des Violettes ;

CONSIDÉRANT que les deux parcs sont situés sur la même commune et forment un ensemble cohérent du point de vue paysager et environnemental ;

CONSIDÉRANT que les deux dossiers se basent sur une étude d'impact commune ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc d'organiser une enquête publique unique pour les deux projets ;

SUR PROPOSITION du Directeur départemental des territoires de l'Aisne ;

ARRÊTE

—

ARTICLE 1 – OBJET ET DURÉE DE L'ENQUÊTE

La société PARC EOLIEN DES VIOLETTES demande l'autorisation environnementale de construire et d'exploiter un parc de 8 éoliennes et de 3 postes de livraison et de construire les ouvrages de transport de l'électricité ainsi produite. Ce projet est situé sur le territoire de la commune de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT. Ces éoliennes sont dotées d'une puissance nominale de 3,6 à 3,9 MW, d'une hauteur de 178,3 à 185,5 mètres et situées sur les parcelles cadastrales numéros B 95, B 100, B 109, B 113, B 116, D 40 et D 106, sur le territoire de la commune de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT.

La société PARC EOLIEN DES PRIMEVERES demande l'autorisation environnementale de construire et d'exploiter un parc de 4 éoliennes et de 2 postes de livraison et de construire les ouvrages de transport de l'électricité ainsi produite. Ce projet est situé sur le territoire de la commune de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT. Ces éoliennes sont dotées d'une puissance nominale de 3,9 MW, d'une hauteur de 185,5 mètres et situées sur les parcelles cadastrales numéros B 14 et B 188, sur le territoire de la commune de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT.

Il sera procédé à une enquête publique unique dans la commune de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT sur ce projet. Cette enquête se déroulera **du 15 juin 2020 au 15 juillet 2020 inclus**.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, après information du préfet, prolonger l'enquête publique pour une durée maximale de 15 (quinze) jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation d'enquête.

Sa décision doit être notifiée au préfet au plus tard huit jours avant la fin de l'enquête. Elle est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, par un affichage réalisé dans les communes concernées ainsi que, le cas échéant, par tout autre moyen approprié.

ARTICLE 2 – CONSULTATION DU DOSSIER ET PERMANENCES

Le public pourra prendre connaissance du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, qui comporte notamment une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, en mairie de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT aux heures habituelles d'ouverture.

Le commissaire enquêteur désigné sera présent aux jours, heures et lieux suivants :

JOURS	HEURES	LIEU
Lundi 15 juin 2020	9H00 - 12H00	Mairie de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT
Mercredi 24 juin 2020	14H00 - 17H00	Mairie de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT
Samedi 4 juillet 2020	9H00 - 12H00	Mairie de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT
Jeudi 9 juillet 2020	9H00 - 12H00	Mairie de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT
Mercredi 15 juillet 2020	14H00 - 17H00	Mairie de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique est mis en ligne sur le site internet de la préfecture (www.aisne.pref.gouv.fr). Un accès gratuit au dossier est également garanti par un poste informatique situé à la direction départementale des territoires – service environnement – unité ICPE, déchets – 50 boulevard de Lyon – 02010 LAON CEDEX sur prise de rendez-vous.

ARTICLE 3 – PUBLICITÉ ET AFFICHAGE

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute celle-ci, un avis au public, sera affiché en mairie, par les soins des maires, dans les communes de AGNICOURT-ET-SEHELLES, BOSMONT-SUR-SERRE, BRAYE-EN-THERACHE, BURELLES, CHAOURSE, CILLY, DAGNY-LAMBERCY, EBOULEAU, GERCY, GRONARD, HARCIGNY, HARY, HOURS, LA-NEUVILLE-BOSMONT, LUGNY, MONTIGNY-LE-FRANC, MONTIGNY-SOUS-MARLE, NAMPCELLES-LA-COUR, PLOMION, PRISCES, RENNEVAL, ROGNY, SAINT-GOBERT, SAINT-PIERREMONT, **TAVAUX-ET-PONTSERICOURT**, THENAILLES et VIGNEUX-HOCQUET dont une partie du territoire est située à moins de 6 kilomètres du périmètre de l'exploitation envisagée.

Cet avis, qui devra être publié en caractères apparents, précisera notamment que l'intégralité du dossier qui contient en outre une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale est consultable sur le site de la préfecture (www.aisne.gouv.fr). Il mentionnera également :

- l'objet de l'enquête ;
- la date d'ouverture de l'enquête, sa durée et ses modalités ;
- le nom et les qualités du commissaire enquêteur ;
- le ou les lieux, ainsi que les jours et heures, où le dossier pourra être consulté sur support papier et le registre accessible au public ;
- les lieux, jours et heures, où le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ; le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;
- le lieu ainsi que les horaires d'accès où le dossier pourra être consulté sur un poste informatique ;
- l'identité du responsable de projet ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;
- l'adresse postale et électronique où le public pourra transmettre ses observations et propositions pendant le délai d'enquête ;
- les coordonnées du maître d'ouvrage responsable du projet soumis à enquête.

Il y sera spécifié que les décisions susceptibles d'intervenir à l'issue de la procédure sont des autorisations assorties du respect de prescriptions ou des refus délivrés par monsieur le préfet de l'Aisne.

Il mentionnera la durée et les lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par les maires des communes précitées.

L'enquête sera annoncée quinze jours avant son ouverture et rappelée dans les huit premiers jours qui suivent l'ouverture de l'enquête, par les soins du préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département. L'avis sera de plus publié sur le site internet de la préfecture (www.aisne.gouv.fr).

En outre, il sera affiché par le demandeur, de façon visible depuis la voie publique, sur des panneaux disposés sur chacune des voies d'accès aux terrains, objet de la demande. L'avis devra être conforme aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication des dossiers d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 4 – OBSERVATIONS, PROPOSITIONS ET CONTRE-PROPOSITIONS DU PUBLIC

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations et propositions sur un registre unique d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, tenu à sa disposition en mairie de Mairie de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT aux jours et heures habituelles d'ouverture.

En outre, les observations écrites ou orales du public seront également reçues par le commissaire enquêteur aux lieux, jours et heures fixé à l'article 2.

Le public pourra également les adresser au commissaire enquêteur, par lettre, à la mairie siège de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT. Elles y sont tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pendant la durée de l'enquête, le public pourra adresser ses observations et propositions par voie électronique à l'adresse mail suivante : ddt-participation-public-icpe@aisne.gouv.fr, en indiquant impérativement dans l'objet du mail « **enquête publique-observations-PARC EOLIEN DES VIOLETTES-PARC EOLIEN DES PRIMEVERES** ». Les observations recueillies par voie électronique seront transmises au commissaire enquêteur, qui les tiendra à la disposition du public au siège de l'enquête dans les meilleurs délais. Elles seront également mises en ligne sur le site internet de la préfecture.

Les observations et propositions du public doivent être consignées, reçues ou notifiées **avant la clôture de l'enquête le 15 juillet 2020 à 17H00**.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

ARTICLE 5 – COMMUNICATION DE DOCUMENTS À LA DEMANDE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Lorsqu'il entend faire compléter les dossiers par des documents utiles à la bonne information du public, le commissaire enquêteur en fait la demande des responsables du projet. Cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ces derniers.

Les documents obtenus ou le refus motivé des responsables des projets sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête et sur le site internet de la préfecture. Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

ARTICLE 6 – VISITE DES LIEUX

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire enquêteur en informe au moins 48 heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée. Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire enquêteur en fait mention dans le rapport d'enquête.

ARTICLE 7 – AUDITION DE PERSONNES

Le commissaire enquêteur peut auditionner toute personne qui en fait la demande ou tout service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le commissaire enquêteur dans son rapport.

ARTICLE 8 – RÉUNION D'INFORMATION ET D'ÉCHANGE AVEC LE PUBLIC

S'il estime que la nature, l'importance des projets ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur en informe le préfet ainsi que les responsables des projets en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

Le commissaire enquêteur définit en concertation avec le préfet et les responsables des projets les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur et adressé dans les meilleurs délais au responsable des projets ainsi qu'au préfet. Ce compte rendu, ainsi que les observations éventuelles des responsables des projets sont annexées au rapport de fin d'enquête.

Aux fins d'établissement de ce compte rendu, le commissaire enquêteur peut procéder à l'enregistrement audio ou vidéo de la réunion d'information et d'échange avec le public. Le début et la fin de tout enregistrement doit être clairement notifié aux personnes présentes. Ces enregistrements sont transmis, exclusivement et sous sa responsabilité, par le commissaire enquêteur avec son rapport de fin d'enquête au préfet. Les frais afférents à l'organisation de la réunion sont à la charge des responsables des projets.

Dans l'hypothèse où les maîtres d'ouvrage des projets ou les personnes publiques responsables du plan ou programme refuserait de participer à une telle réunion ou de prendre en charge les frais liés à son organisation, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait mention dans son rapport.

ARTICLE 9 – CLÔTURE DE L'ENQUÊTE ET RAPPORT ET CONCLUSIONS

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête unique est mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. En cas de pluralité des lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur et clos par lui.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur rencontre dans un délai de 8 (huit) jours les responsables des projets et leur communique les observations écrites et orales, qui sont consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de 8 (huit) jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur du registre d'enquête et des documents annexés. Les responsables du projet ont 15 (quinze) jours pour produire leurs observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne dans une présentation séparée ses conclusions motivées au titre de chaque demande, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Il transmet dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la clôture de l'enquête publique au préfet de l'Aisne, direction départementale des territoires – service environnement – unité I.C.P.E., déchets – 50 Boulevard de Lyon – 02010 LAON CEDEX – l'exemplaire des dossiers d'enquête déposés au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport unique et les conclusions motivées au titre de chaque demande.

Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur par le préfet, après avis du responsable du projet.

Toute personne pourra prendre connaissance à la Direction départementale des territoires et en mairie de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT de la copie du rapport unique et des conclusions motivées au titre de chaque demande du commissaire enquêteur où elle sera tenue à sa disposition pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Ces éléments sont rendus publics sur le site internet de la préfecture pour une durée d'un an.

Le préfet peut organiser, en présence du maître d'ouvrage, une réunion publique afin de répondre aux éventuelles réserves, recommandations ou conclusions défavorables du commissaire enquêteur. Elle est organisée dans un délai de deux mois après la clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur est informé de la tenue d'une telle réunion.

ARTICLE 10 – ENQUÊTE COMPLÉMENTAIRE ET SUSPENSION D'ENQUÊTE

Pendant l'enquête publique, si le responsable du projet estime nécessaire d'apporter à son projet des modifications substantielles, le préfet peut, après avoir entendu le commissaire enquêteur, suspendre l'enquête publique pendant une durée maximale de 6 (six) mois. Cette possibilité ne peut être utilisée qu'une seule fois.

À l'expiration du délai fixé, et après que le public a été informé des modifications apportées dans les conditions prévues à l'article 3 du présent arrêté, l'enquête est prolongée pour une durée d'au moins 30 (trente) jours.

Au vu du rapport unique et des conclusions motivées au titre de chaque demande du commissaire enquêteur, le responsable du projet peut, s'il estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale, demander au préfet d'ouvrir une enquête complémentaire d'une durée minimale de quinze jours portant sur les avantages et inconvénients des modifications pour le projet et l'environnement. L'enquête complémentaire est ouverte dans les mêmes conditions que l'enquête initiale. Le point de départ du délai pour prendre la décision après clôture de l'enquête publique est alors reporté à la date de clôture de la seconde enquête.

ARTICLE 11 – INFORMATION ET DÉCISION

Le Préfet de l'Aisne est l'autorité compétente pour prendre les décisions relatives aux deux demandes susvisées, qui peuvent être chacune un arrêté d'autorisation environnementale assorti de prescriptions ou un arrêté de refus.

Ces arrêtés vaudront décision :

- sur les demandes d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement.

Des informations peuvent être demandées auprès de la société H2AIR, représentant les sociétés PARC EOLIEN DES VIOLETTES et PARC EOLIEN DES PRIMEVERES, au 29 rue des Trois Cailloux 80000 AMIENS ou à la Direction départementale des territoires, Service Environnement, Unité gestion des I.C.P.E., Déchets, 50 boulevard de Lyon 02011 LAON cedex.

ARTICLE 12 – DÉLIBÉRATION DES COMMUNES :

Les conseils municipaux des communes, ainsi que les autres collectivités territoriales et leurs groupements intéressés seront appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation, dès le début de la phase d'enquête. Toutefois, ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les 15 (quinze) jours suivant la clôture du registre d'enquête.

ARTICLE 13 – DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Monsieur Jean-Marc LE GOUELLEC, professeur de techniques industrielles en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête sur le projet indiqué ci-dessus.

Conformément aux dispositions de l'article L.123-4 du code de l'environnement, en cas d'empêchement d'un commissaire enquêteur, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui ordonne l'interruption de l'enquête, désigne un commissaire enquêteur remplaçant et fixe la date de reprise de l'enquête. Le public est informé de ces décisions.

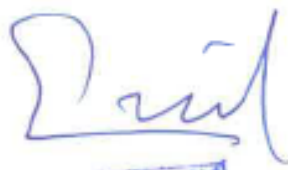
Le commissaire enquêteur remplaçant exerce alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.

ARTICLE 14 – EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur départemental des territoires, les Maires des communes de AGNICOURT-ET-SEHELLES, BOSMONT-SUR-SERRE, BRAYE-EN-THERACHE, BURELLES, CHAOURSE, CILLY, DAGNY-LAMBERCY, EBOULEAU, GERCY, GRONARD, HARCIGNY, HARY, HOURS, LA-NEUVILLE-BOSMONT, LUGNY, MONTIGNY-LE-FRANC, MONTIGNY-SOUS-MARLE, NAMPCELLES-LA-COUR, PRISCES, ROGNY, SAINT-GOBER, SAINT-PIERREMONT, TAVAU-ET-PONTSERICOURT, THENAILLES et VIGNEUX-HOCQUET, ainsi que le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Président du Tribunal administratif d'AMIENS, au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à l'inspecteur des installations classées ainsi qu'au responsable du projet.

Fait à LAON, le

19 MAI 2020



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE D'EXPLOITER DEUX PARCS ÉOLIENS SUR LA COMMUNE DE TAVAU-ET-PONTSERICOURT, PRÉSENTÉE PAR LES SOCIÉTÉS PARC EOLIEN DES VIOLETTES ET PARC EOLIEN DES PRIMEVERES

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, le Préfet de l'Aisne a prescrit, par arrêté du 19 mai 2020, une enquête publique qui sera ouverte du 15 juin 2020 au 15 juillet 2020 inclus, dans la commune de TAVAU ET PONTSERICOURT sur la demande présentée par la société H2AIR dont le siège social est situé 29 rue des 3 Cailloux 80000 AMIENS en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter deux installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs de plus de 50 mètres de hauteur dénommée parc éolien DES VIOLETTES et parc éolien DES PRIMEVERES sur le territoire de la commune de TAVAU ET PONTSERICOURT.

Ce projet est composé de :

- 8 éoliennes d'une puissance nominale de 3,6 à 3,9 MW et d'une hauteur de 178,3 à 185,5 mètres, de 3 postes de livraison
- 4 éoliennes d'une puissance nominale de 3,9 MW et d'une hauteur de 185,5 mètres, de 2 postes de livraison
- et des ouvrages de transport d'électricité associés.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne intéressée par le projet pourra prendre connaissance du dossier, qui contient l'étude d'impact et l'avis émis par l'autorité environnementale, en mairie de TAVAU ET PONTSERICOURT aux heures habituelles d'ouverture, et formuler éventuellement ses observations et propositions sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur, à la mairie siège de TAVAU ET PONTSERICOURT. Ces observations doivent être consignées ou reçues avant la fin de l'enquête.

Le dossier complet relatif à l'enquête publique est consultable sur le site Internet de la préfecture de l'Aisne (www.aisne.gouv.fr). Un accès gratuit au dossier est également possible sur un poste informatique à la Direction départementale des territoires, 50 boulevard de Lyon - 02011 LAON Cedex, sur rendez-vous.

Le public pourra adresser au commissaire enquêteur ses observations et propositions par voie électronique à l'adresse mail suivante : ddt-participation-public-icpe@aisne.gouv.fr. Il conviendra de préciser dans l'objet du message : « Enquête publique – Observations – PARC EOLIEN DES VIOLETTES – PARC EOLIEN DES PRIMEVERES ». La taille des messages et de leur(s) annexe(s) éventuelle(s) sera limitée à un mégaoctet. Les observations recueillies par voie électronique seront transmises dans les meilleurs délais au commissaire enquêteur, qui les tiendra à disposition du public à la mairie siège de l'enquête. Elles seront également mises en ligne, dans les meilleurs délais, sur le site internet de la préfecture.

Des informations peuvent être également demandées auprès de la société H2AIR dont le siège social est situé 29 rue des Trois Cailloux 80000 AMIENS, ou à la Direction départementale des territoires.

Monsieur Jean-Marc LE GUELLEC, professeur de techniques industrielles en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur et sera présent aux jours, heures et lieux suivants :

JOURS	HEURES	LIEU
Lundi 15 juin 2020	9H00 - 12H00	Mairie de TAVAU-ET-PONTSERICOURT
Mercredi 24 juin 2020	14H00 - 17H00	Mairie de TAVAU-ET-PONTSERICOURT
Samedi 4 juillet 2020	9H00 - 12H00	Mairie de TAVAU-ET-PONTSERICOURT
Jedi 9 juillet 2020	9H00 - 12H00	Mairie de TAVAU-ET-PONTSERICOURT
Mercredi 15 juillet 2020	14H00 - 17H00	Mairie de TAVAU-ET-PONTSERICOURT

A l'issue de l'enquête, toute personne intéressée pourra prendre connaissance, à la Direction départementale des territoires (50, boulevard de Lyon, 02011 LAON Cedex), en mairie de TAVAU ET PONTSERICOURT et sur le site Internet de la Préfecture de l'Aisne, pendant une durée d'un an, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Le Préfet de l'Aisne est l'autorité compétente pour prendre la décision relative à la demande susmentionnée, qui peut être un arrêté d'autorisation assorti de prescriptions ou un arrêté de refus. Cet arrêté vaudra décision sur la demande d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement.

Pour le Directeur départemental des territoires et par délégation,
L'adjoint au Responsable de l'Unité

Fait à LAON, le 23 MAI 2020


Jenny POIRETTE

Horaires d'accueil : sans rendez-vous du lundi au jeudi : 9h15-11h30 / 14h-16h, et le vendredi 9h-11h30 / 14h-16h30
ou sur rendez-vous du lundi au vendredi 9h-12h / 13h30-17h

Adresse : 50, boulevard de Lyon - 02011 LAON Cedex - tél : 03 25 76 44 44 - fax : 03 25 76 44 45 - e-mail : ddt@aisne.gouv.fr

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Demande d'autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien sur la commune de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT, présentée par les sociétés PARC EOLIEN DES VIOLETTES et PARC EOLIEN DES PRIMEVÈRES



Attestation de Parution

PICARDIE MATIN PUBLICITE

Certifie avoir reçu cette
annonce légale pour
parution dans L'Aisne
Nouvelle

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Demande d'autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien sur la commune de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT, présentée par les sociétés PARC EOLIEN DES VIOLETTES et PARC EOLIEN DES PRIMEVÈRES

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, le Préfet de l'Aisne a prescrit, par arrêté du 19 mai 2020, une enquête publique qui sera ouverte du 15 juin 2020 au 15 juillet 2020 inclus, dans la commune de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT sur la demande présentée par la société H2AIR dont le siège social est situé 29 rue des 3 Collaux 80000 AMIENS en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter deux installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs de plus de 50 mètres de hauteur dénommée parc éolien DES VIOLETTES et parc éolien DES PRIMEVÈRES sur le territoire de la commune de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT.

Ce projet est composé de :
- 8 éoliennes d'une puissance nominale de 3,6 à 3,9 MW et d'une hauteur de 176,3 à 185,5 mètres, de 3 postes de livraison
- 4 éoliennes d'une puissance nominale de 2,9 MW et d'une hauteur de 185,5 mètres, de 2 postes de livraison et des ouvrages de transport d'électricité associés.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne intéressée par le projet pourra prendre connaissance du dossier, qui contient l'étude d'impact et l'avis émis par l'autorité environnementale, en mairie de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT aux heures habituelles d'ouverture, et formuler éventuellement ses observations et propositions sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur, à la mairie siège de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT. Ces observations doivent être consignées ou reçues avant la fin de l'enquête.

Le dossier complet relatif à l'enquête publique est consultable sur le site Internet de la préfecture de l'Aisne (www.aisne.gouv.fr). Un accès gratuit au dossier est également possible sur un poste informatique à la Direction départementale des territoires, 50 boulevard de Lyon - 02011 LAON Cedex, sur rendez-vous.

Le public pourra adresser au commissaire enquêteur ses observations et propositions par voie électronique à l'adresse mail suivante : dir-participatif-public-aisne@aisne.gouv.fr. Il conviendra de préciser dans l'objet du message : "Enquête publique - Observations - PARC EOLIEN DES VIOLETTES - PARC EOLIEN DES PRIMEVÈRES". Le tableau des messages et de leur(s) annexe(s) éventuelle(s) sera limité à un mégaoctet. Les observations recueillies par voie électronique seront transmises dans les meilleurs délais au commissaire enquêteur, qui les tiendra à disposition du public à la mairie siège de l'enquête. Elles seront également mises en ligne, dans les meilleurs délais, sur le site Internet de la préfecture. Des informations peuvent être également demandées auprès de la société H2AIR dont le siège social est situé 29 rue des Trois Collaux 80000 AMIENS, ou à la Direction départementale des territoires.

Monsieur Jean-Marc LE GOUËLLEC, professeur de techniques industrielles en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur et sera présent aux jours, heures et lieux suivants.

JOURS - HEURES - LIEU :
- lundi 15 juin 2020 - 9h00 - 12h00 - Mairie de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT
- mercredi 24 juin 2020 - 14h00 - 17h00 - Mairie de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT
- samedi 4 juillet 2020 - 9h00 - 12h00 - Mairie de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT
- jeudi 9 juillet 2020 - 9h00 - 12h00 - Mairie de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT
- mercredi 15 juillet 2020 - 14h00 - 17h00 - Mairie de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT

A l'issue de l'enquête, toute personne intéressée pourra prendre connaissance, à la Direction départementale des territoires (50, boulevard de Lyon, 02011 LAON Cedex), en mairie de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT et sur le site Internet de la Préfecture de l'Aisne, pendant une durée d'un an, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur. Le Préfet de l'Aisne est l'autorité compétente pour prendre la décision relative à la demande susmentionnée, qui peut être un arrêté d'autorisation assorti de prescriptions ou un arrêté de refus. Cet arrêté vaudra décision sur la demande d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L513-1 du code de l'environnement.

Fait à LAON, le 25 Mai 2020,
Pour le Directeur départemental des territoires et par délégation,
L'adjoint au Responsable d'Unité,
Jenny POIRETTE.

Le dossier préfectoral est consultable sur le site Internet de la Direction départementale des territoires, 50 boulevard de Lyon - 02011 LAON Cedex, sur rendez-vous.
Monsieur Jean-Marc LE GOUËLLEC, professeur de techniques industrielles en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur et sera présent aux jours, heures et lieux suivants.
JOURS - HEURES - LIEU :
- lundi 15 juin 2020 - 9h00 - 12h00 - Mairie de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT
- mercredi 24 juin 2020 - 14h00 - 17h00 - Mairie de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT
- samedi 4 juillet 2020 - 9h00 - 12h00 - Mairie de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT
- jeudi 9 juillet 2020 - 9h00 - 12h00 - Mairie de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT
- mercredi 15 juillet 2020 - 14h00 - 17h00 - Mairie de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT
A l'issue de l'enquête, toute personne intéressée pourra prendre connaissance, à la Direction départementale des territoires (50, boulevard de Lyon, 02011 LAON Cedex), en mairie de TAVAUX-ET-PONTSÉRICOURT et sur le site Internet de la Préfecture de l'Aisne, pendant une durée d'un an, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur. Le Préfet de l'Aisne est l'autorité compétente pour prendre la décision relative à la demande susmentionnée, qui peut être un arrêté d'autorisation assorti de prescriptions ou un arrêté de refus. Cet arrêté vaudra décision sur la demande d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L513-1 du code de l'environnement.

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Demande d'autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien sur la commune de Tavaux-et-Pontséricourt, présentée par les sociétés Parc éolien des Violettes et Parc éolien des Primevères

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, le Préfet de l'Aisne a procédé, par arrêté du 19 mai 2020, une enquête publique qui sera ouverte du 16 juin 2020 au 16 juillet 2020 inclus, dans la commune de Tavaux-et-Pontséricourt sur la demande présentée par la société H2AIR dont le siège social est situé 28, rue des 3 Collaux - 80000 Amiens en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter deux installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupent plusieurs mégaproduits de plus de 50 mètres de hauteur répartis sur une surface des Violettes et parc éolien des Primevères sur la commune de Tavaux-et-Pontséricourt.

Ce projet est composé de :
- 9 éoliennes d'une puissance nominale de 3,1 à 3,4 MW et d'une hauteur de 179,2 à 185,5 mètres, de 3 postes de livraison,
- 4 éoliennes d'une puissance nominale de 3,9 MW et d'une hauteur de 185,5 mètres, de 2 postes de livraison
et des ouvrages de transport d'électricité associés.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne intéressée par le projet pourra prendre connaissance du dossier, qui contient l'étude d'impact et l'avis émis par l'autorité environnementale, au maire de Tavaux-et-Pontséricourt aux heures habituelles d'ouverture, et formuler éventuellement ses observations et propositions sur le régime ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance au commissaire-enquêteur, à la mairie siège de Tavaux-et-Pontséricourt. Ces observations doivent être consignées ou reçues avant la fin de l'enquête.

Le dossier complet relatif à l'enquête publique est consultable sur le site Internet de la préfecture de l'Aisne (www.donne.gouv.fr). Un accès gratuit au dossier est également possible sur un poste informatique à la Direction départementale des territoires - 50, boulevard de Lyon - 02011 Laon Cedex, sur rendez-vous.

Le public pourra adresser au commissaire-enquêteur ses observations et propositions par voie électronique à l'adresse mail suivante : ddt-participation@donnees.gouv.fr. Il conviendra de préciser dans l'objet du message : « Enquête publique - Observations - PARC ÉOLIEN DES VIOLETTES - PARC ÉOLIEN DES PRIMEVÈRES ». Le délai des messages et de leurs annexes éventuelles sera limité à un mégaoctet. Les observations recueillies par voie électronique seront transmises, sous leur meilleure forme, au commissaire-enquêteur, qui les tiendra à disposition du public à la mairie siège de l'enquête. Elles seront également mises en ligne, dans les meilleurs délais, sur le site Internet de la préfecture. Des informations pourront être également diffusées, auprès de la société H2AIR dont le siège so-

cial est situé 28, rue des Trois Collaux - 80000 Amiens, ou à la Direction départementale des territoires. Monsieur Jean-Marc LE GOUËL, (E.C. professeur de techniques industrielles en retraite, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur et sera présent aux jours, heures et lieux suivants :

Jours - Heures - Lieu
Lundi 15 juin 2020 - 9 h-12 h - Mairie de Tavaux-et-Pontséricourt.
Mardi 24 juin 2020 - 14 h-17 h - Mairie de Tavaux-et-Pontséricourt.

Mardi 6 juillet 2020 - 9 h-12 h - Mairie de Tavaux-et-Pontséricourt.
Judi 9 juillet 2020 - 9 h-12 h - Mairie de Tavaux-et-Pontséricourt.
Mardi 15 juillet 2020 - 14 h-17 h - Mairie de Tavaux-et-Pontséricourt.

A l'issue de l'enquête, toute personne intéressée pourra prendre connaissance, à la Direction départementale des territoires (50, boulevard de Lyon - 02011 Laon Cedex), au maire de Tavaux-et-Pontséricourt et sur le site Internet de la Préfecture de l'Aisne, pendant une durée d'un an, du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur.

Le Préfet de l'Aisne est l'autorité compétente pour prendre la décision relative à la demande susmentionnée, qui peut être un arrêté d'autorisation assorti de prescriptions ou un arrêté de refus. Cet arrêté pourra émettre des prescriptions sur la demande d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement.

Fait à Laon, le 25 Mai 2020

Pour le Directeur départemental
des territoires et par délégation,
L'adjointe au Responsable d'Unité
Jenny POIRETTE

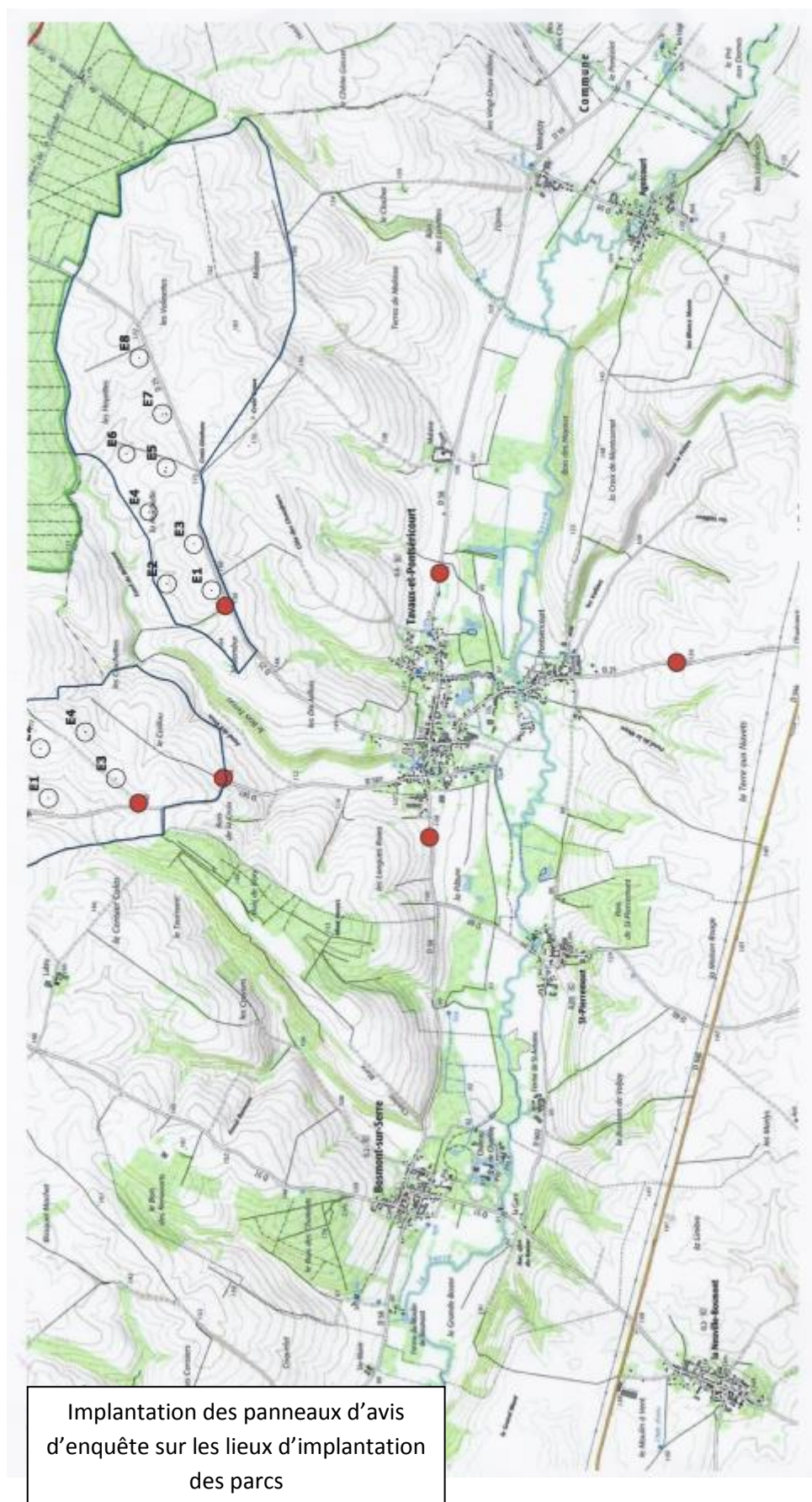
ATTESTATION DE PARUTION

Date(s) de parution | 30 MAI + 16 JUIN 2020

dans | L'UNION AISNE

GLOBAL EST MEDIAS
Régiment A
14, rue Edouard Mapiot
CS 20201
51005 REIMS Cedex
R.C. n° 824 513 724

Global Est Medias
CONSEIL | COMMUNICATION | CONTENT



AveXpert

SELARL titulaire d'un Office d'Huissier de Justice

**CLAUDE MAQUET
LOIC DEKESTER**

Huissiers de Justice

3, place Gambetta

80000 – AMIENS

Téléphone 03.22.91.39.30



PROCES - VERBAL DE CONSTAT

SASU EOLIENNES DES VIOLETTES / DES PRIMEVERES

Couverture et première page du constat d'huissier attestant de l'affichage réglementaire, effectué le vendredi 29 mai, soit dans les 15 jours précédant l'ouverture de l'enquête, dans les 27 communes concernées et sur les lieux d'implantation des parcs.

L'intégralité des constats effectués les 29 mai, 15 juin et 16 juillet sont présents sur le CD joint au rapport.

L'AN DEUX MILLE VINGT ET LE VENDREDI VINGT NEUF MAI

A la demande de :

Société SASU EOLIENNES DES VIOLETTES

Inscrite au RCS d'AMIENS sous le numéro 805 405 834

Ayant son siège social 29, Rue des Trois Cailloux à AMIENS, département de la SOMME, représentée par son Président en exercice, représenté ce jour par Monsieur Philippe GAUQUELIN et Madame Anne-Marie MARCHAND

ET

Société SASU EOLIENNES DES PRIMEVERES

Inscrite au RCS d'AMIENS sous le numéro 811 160 381

Ayant son siège social 29, Rue des Trois Cailloux à AMIENS, département de la SOMME, représentée par son Président en exercice, représenté ce jour par Monsieur Philippe GAUQUELIN et Madame Anne-Marie MARCHAND

Lesquels m'exposent que les sociétés requérantes bénéficient d'un arrêté préfectoral portant avis d'enquête publique en date du 23.05.2020 sur une demande d'autorisation environnementale d'exploiter deux parcs éoliens sur le territoire de la commune de TAVAU-ET-PONTSERICOURT (02250).

Qu'ils souhaitent voir constater l'affichage de l'arrêté auprès des vingt-sept Mairies concernées par le projet ainsi que six panneaux d'affichage au format A2 et qu'il en soit dressé procès-verbal de constat.

Qu'ils me requièrent à cette fin.

AveXpert

SELARL titulaire d'un Office d'Huissier de Justice

**CLAUDE MAQUET
LOIC DEKESTER**

Huissiers de Justice

3, place Gambetta

80000 – AMIENS

Téléphone 03.22.91.39.30



PROCES - VERB DE CONSTAT

Couverture et première page du constat d'huissier attestant de la présence des dossiers d'enquête sur le site de la préfecture et sur le site dédié créé par la société H2air, effectué le vendredi 29 mai, soit dans les 15 jours précédant l'ouverture de l'enquête, dans les 27 communes concernées et sur les lieux d'implantation des parcs.

L'intégralité des constats effectués les 29 mai, 15 juin et 16 juillet sont présents sur le CD joint au rapport.

L'AN DEUX MILLE VINGT ET LE VENDREDI VINGT NEUF MAI

A la demande de :

Société SASU EOLIENNES DES VIOLETTES

Inscrite au RCS d'AMIENS sous le numéro 805 405 834

Ayant son siège social 29, Rue des Trois Cailloux à AMIENS, département de la SOMME, représentée par son Président en exercice, représenté ce jour par Monsieur Philippe GAUQUELIN et Madame Anne-Marie MARCHAND

ET

Société SASU EOLIENNES DES PRIMEVERES


Inscrite au RCS d'AMIENS sous le numéro 811 160 381

Ayant son siège social 29, Rue des Trois Cailloux à AMIENS, département de la SOMME, représentée par son Président en exercice, représenté ce jour par Monsieur Philippe GAUQUELIN et Madame Anne-Marie MARCHAND

Lesquels m'exposent que les sociétés requérantes bénéficient d'un arrêté préfectoral portant avis d'enquête publique en date du 23.05.2020 sur une demande d'autorisation environnementale d'exploiter deux parcs éoliens sur le territoire de la commune de TAVAUX-ET-PONTSERICOURT (02250) et qu'ils souhaitent voir constater la publication dématérialisée de cet arrêté sur le site internet de la Préfecture de l'AISNE.

Qu'ils souhaitent également constater la mise en ligne du site internet : <https://proieteolien.com/violettes-primeveres/>

Que pour la sauvegarde des droits de la société qu'ils représentent, ils me requièrent afin qu'il en soit dressé procès-verbal de constat.



PREFET DE L'AISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Les services de l'État dans l'Aisne



Services de l'État | Politiques publiques | Actualités | Publications | Démarches administratives | Vous êtes...

Accueil > Politiques publiques > Environnement > Installations classées pour la protection de l'environnement > Autorisation environnementale > Dossiers d'enquête publique > **PARC EOLIEN DES VIOLETTES**

Dossiers d'enquête publique

PARC EOLIEN DES VIOLETTES

EARL MERLO à AIZELLES

PARC EOLIEN DES PRIMEVERES

Parc éolien du VILPION

SOCIETE MAGNETTO WHEELS

LE HAUT BOSQUET ENERGIES

Carrière MORONI à PONTAVERT

Eoliennes de la Vallée

PARC EOLIEN NORDEX 78 SAS

Parc éolien de la GRANDE BORNE

Parc éolien des TERRES DE CAUMONT à Vesles-et-Caumont

Société L'VALIM

Parc éolien des Mamières à Marie et Marcy-sous-Marie par la société ENERGIE DES POIRIERS

Parc éolien de Sévigny-Waleppe

Société QUALIPAC à CHÂTEAU-THIERRY

SAS EOLIENNES DES LUPINS

Société EPR France Holding - MONTLOUE

Parc éolien d'ALAINCOURT

Parc éolien DES BLANCHES FOSSES

Parc éolien de TUPIGNY et GRAND-VERLY, société LA VOIE VERTE

Société EOLIENNES DE LA VALLEE

PARC EOLIEN DES VIOLETTES

Mise à jour le 17/07/2020

Pour des informations complémentaires, consulter la rubrique [ICPE à autorisation](#)

Avis d'ouverture d'enquête publique :

> AVIS - format : PDF - 0,14 Mb

> 0_EoliennesViolettes_Sommaire - format : PDF - 0,21 Mb

> 1_EoliennesViolettes_LettreDeDemande - format : PDF - 0,64 Mb

> 2_EoliennesViolettes_AttestationDepotDDT - format : PDF - 1,57 Mb

> 3_EoliennesViolettes_AttestationDepotDREAL - format : PDF - 0,53 Mb

> 4_EoliennesViolettes_CheckList - format : PDF - 0,74 Mb

> 5_EoliennesViolettes_DescriptionDeLaDemande - format : PDF - 16,09 Mb

> 6_EoliennesViolettes_Cerfa_14610_01_DGAC - format : PDF - 9,26 Mb

> 7_EoliennesViolettes_NoteDePresentationNonTechnique - format : PDF - 6,07 Mb

> 8_EoliennesViolettes_EtudeImpactResumeNonTechnique_V2 - format : PDF - 12,42 Mb


> 9A_EoliennesViolettes_EtudeImpactEnvironnement_pages1a277 - format : PDF - 49,68 Mb

> 9B_EoliennesViolettes_EtudeImpactEnvironnement_pages278a459 - format : PDF - 50,07 Mb

Observation du public :

> OBSERVATIONS_1 - format : PDF - 0,63 Mb

> OBSERVATIONS_2 - format : PDF - 0,05 Mb



> OBSERVATIONS_4 - format : PDF - 0,02 Mb

> ANNEXE1- OBSERVATION-4 - format : PDF - 0,06 Mb

> ANNEXE2-OBSERVATION-4 - format : PDF - 1,15 Mb

> ANNEXE3-OBSERVATION-4 - format : PDF - 0,74 Mb

> ANNEXE4-OBSERVATION-4 - format : PDF - 0,35 Mb

> ANNEXE5-OBSERVATION-4 - format : PDF - 0,09 Mb

> ANNEXE6-OBSERVATION-4 - format : PDF - 0,20 Mb

> OBSERVATION-5 - format : PDF - 0,02 Mb

> OBSERVATION-6 - format : PDF - 0,05 Mb

> OBSERVATION 7 - format : PDF - 0,06 Mb

> OBSERVATION 8 - format : PDF - 0,02 Mb

> OBSERVATION 9 - format : PDF - 0,02 Mb

> OBS 9 ANNEXE - Groupe H2AIR - format : PDF - 0,36 Mb

Captures d'écran du site de la préfecture de l'Aisne mettant à disposition du public le dossier d'enquête du projet de parc éolien des Violettes et les observations du public formulées par voie dématérialisée (extraits)



PRÉFET DE L'AISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Les services de l'État dans l'Aisne



Contacts

Sites de la région

recherche

Services de l'Etat | Politiques publiques | Actualités | Publications | Démarches administratives | Vous êtes...

Accueil > Politiques publiques > Environnement > Installations classées pour la protection de l'environnement > Autorisation environnementale > Dossiers d'enquête publique > **PARC EOLIEN DES PRIMEVERES**

Dossiers d'enquête publique

- PARC EOLIEN DES VIOLETTES
- EARL MERLO à AIZELLES
- PARC EOLIEN DES PRIMEVERES**
- Parc éolien du VILPION
- SOCIETE MAGNETTO WHEELS
- LE HAUT BOSQUET ENERGIES
- Carrière MORONI à PONTAVERT
- Eoliennes de la Vallée
- PARC EOLIEN NORDEX 78 SAS
- Parc éolien de la GRANDE BORNE
- Parc éolien des TERRES DE CAUMONT à Vesles-et-Caumont
- Société LAV/ALIM
- Parc éolien des Marnières à Marle et Marcy-sous-Marle par la société ENERGIE DES POIRIERS
- Parc éolien de Sévigny-Waleppe
- Société QUALIPAC à CHÂTEAU-THIERRY
- SAS EOLIENNES DES LUPINS
- Société EDPR France Holding - MONTLOUE
- Parc éolien d'ALAINCOURT
- Parc éolien DES BLANCHES FOSSES
- Parc éolien de TUIGNY et GRAND-VERMOREL

PARC EOLIEN DES PRIMEVERES


Mise à jour le 10/07/2020

Pour des informations complémentaires, consulter la rubrique [ICPE à autorisation](#)

- > AVIS - format : PDF - 0,14 Mb
- > 0_EoliennesPrimeveres_Sommaire - format : PDF - 0,20 Mb
- > 1_EoliennesPrimeveres_LettreDeDemande - format : PDF - 0,65 Mb
- > 2_EoliennesPrimeveres_AttestationDepotDDT - format : PDF - 1,57 Mb
- > 3_EoliennesPrimeveres_AttestationDepotDREAL - format : PDF - 0,54 Mb
- > 4_EoliennesPrimeveres_CheckList - format : PDF - 0,74 Mb
- > 5_EoliennesPrimeveres_DescriptionDeLaDemande - format : PDF - 11,40 Mb
- > 6_EoliennesPrimeveres_Cerfa_14610_01_DGAC - format : PDF - 9,24 Mb
- > 7_EoliennesPrimeveres_NoteDePresentationNonTechnique - format : PDF - 5,65 Mb
- > 8_EoliennesPrimeveres_EtudeImpactResumeNonTechnique_V2 - format : PDF - 11,14 Mb
- > 9A_EoliennesPrimeveres_EtudeImpactEnvironnement_pages1a274 - format : PDF - 49,92 Mb
- > 9B_EoliennesPrimeveres_EtudeImpactEnvironnement_pages275a455 - format : PDF - 32,09 Mb

Observation du public :

- > OBSERVATIONS_1 - format : PDF - 0,63 Mb
- > OBSERVATIONS_2 - format : PDF - 0,05 Mb



- > OBSERVATIONS_4 - format : PDF - 0,02 Mb
- > ANNEXE1-OBSERVATION-4 - format : PDF - 0,06 Mb
- > ANNEXE2-OBSERVATION-4 - format : PDF - 1,15 Mb
- > ANNEXE3-OBSERVATION-4 - format : PDF - 0,74 Mb
- > ANNEXE4-OBSERVATION-4 - format : PDF - 0,35 Mb
- > ANNEXE5-OBSERVATION-4 - format : PDF - 0,09 Mb
- > ANNEXE6-OBSERVATION-4 - format : PDF - 0,20 Mb
- > OBSERVATION-5 - format : PDF - 0,02 Mb
- > OBSERVATION-6 - format : PDF - 0,05 Mb

Captures d'écran du site de la préfecture de l'Aisne mettant à disposition du public le dossier d'enquête du projet de parc éolien des Primevères et les observations du public formulées par voie dématérialisée (extraits)

Lettre de mission

TAVAux ET PONTSERICOURT

Département de l'Aisne 02

Je soussigné, **LETORQUE**, Maire de TAVAux ET PONTSERICOURT, confirme l'intérêt pour la commune d'un projet d'implantation d'éoliennes sur son territoire, et souhaite confier l'étude de faisabilité, notamment la consultation des services administratifs, techniques et commerciaux nécessaires à la connaissance des servitudes existantes sur la commune, ainsi que la faisabilité foncière (accords des propriétaires et exploitants agricoles), à H2air sis 29 rue des Trois Cailloux 80 000 AMIENS. La présente vaut lettre de mission en attendant la décision finale du conseil municipal.


Fait pour valoir ce que de droit,

A TAVAux ET PONTSERICOURT, le

2015

3 SEP. 2015

Le Maire



Cachet de la Mairie



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Date de Convocation L'an deux mil seize
19 février 2016 Le vingt-six février à vingt heures
Le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en
Date d'affichage séance publique sous la Présidence de
19 février 2016 Monsieur Daniel LETURQUE, Maire,
Etaient présent : MM. RICHET . DELORME . DE PROFT . LE ROUX .
GOSSET . PICARD . VAN HYFTE . BRIZET . SIMONET . BERNARD
. LEROY . BEVIERE . CAZENAVE . VAN DORPE

Nombre de Conseillers
En exercice 15 Formant la majorité des membres en exercice
Présents 15 Absents : M
Votants 15

Mme Marielle PICARD a été élue secrétaire,

Les conseillers municipaux confirment que ni eux, ni leurs proches n'ont signé d'accords fonciers avec les sociétés H2Air et EOLIENNES DES VIOLETTES sur des terrains leur appartenant ou exploités par eux à des fins agricoles.

Toutefois, certains conseillers sont propriétaires et/ou exploitants agricoles de terrains situés sur la zone d'implantation projetée, et qu'à ce titre, ils pourraient être éventuellement concernés à titre privé par la construction et l'exploitation du parc éolien, et ne souhaitent donc pas prendre part à la discussion et au vote du Conseil Municipal.

Ces conseillers sont les suivants :

M.M. Philippe RICHET . Martial DELORME . Eric DE PROFT . Michel VAN HYFTE .

Afin d'éviter toute éventuelle influence de ces derniers sur le vote du Conseil Municipal, lesdits conseillers ne prennent pas part à la discussion et au vote, et sortent de la salle du Conseil.

OBJET : Projet éolien société H2Air

Vu le Code général des collectivités territoriale

Vu le code de l'urbanisme

Vu le code de la voirie routière

Vu le code général de la propriété des personnes publiques

Considérant que dans le cadre de la réalisation du parc éolien des violettes la société EOLIENNES DES VIOLETTES projette d'installer des éoliennes sur la commune de TAVAUX ET PONTSERICOURT.

Un Parc éolien nécessite le passage de véhicules sur la voirie, ainsi que l'installation et l'enterrement de câbles électriques sous ou le long de ladite Voirie, et la constitution d'un droit de surplomb des installations tel qu'il a été expliqué dans la note de synthèse. Considérant que le Conseil Municipal a été régulièrement convoqué et qu'il a reçu la note de synthèse contenant les informations précontractuelles relatives à la convention de voirie établie par la société EOLIENNES DES VIOLETTES.

Considérant que le Conseil Municipal est en mesure de porter une réflexion éclairée sur l'opportunité de consentir une convention de voirie nécessaire au projet de parc éolien qui lui a été présenté.

Considérant que le projet de construction du parc prévoit l'installation d'éoliennes sur la commune de TAVAUX ET PONTSERICOURT.

Considérant que la société EOLIENNES DES VIOLETTES demande à la Commune de TAVAUX ET PONTSERICOURT la mise à disposition, aux fins et conditions décrites ci-après, d'une partie de son domaine privé/public affecté à la voirie :

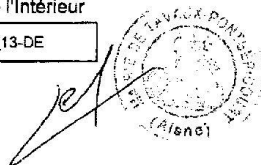
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

002-210207106-20160226-2016_02_13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/03/2016

Publication : 01/03/2016



Section	Lieu-dit	Type
0A, 0B	Du Houx	Chemin Rural
0B	Du Tiolet	Chemin Rural
0B, 0C, 0D	De la Croix Dindeaux ou Riez Valtz	Chemin Rural
0B	Des Charrettes	Chemin Rural
0B, 0D	De Trouée Madelon	Chemin Rural
0C, 0D	Du Gué ou de Malaise à la Grande Barrière	Chemin Rural
0C, 0D	Du Bois de Malaise	Chemin Rural
0D	D'Agnicourt au Val Saint Pierre	Chemin Rural
0D	De la Fosse Vitard	Chemin Rural
0A	Du Fond des Vaux	Chemin Rural
0B, ZH	De Bellimont à Bosmont	Chemin Rural
0A, 0B	Du Mont à Peine	Chemin Rural
0B, ZH	De Bosmont à Bellimont	Chemin Rural
0C	De la Croix Graux	Chemin Rural

Les voies désignées ci-dessus sont propriété de la Commune de TAVAUX ET PONTSERICOURT et dénommées la « Voirie ».

Considérant qu'il est demandé au Conseil Municipal, de délibérer sur la convention de voirie, qu'ils ont pu examiner, qui confèrera à la société EOLIENNES DES VIOLETTES le droit d'utiliser, de réaliser des travaux et de faire surplomber notamment des pales d'éoliennes sur la Voirie, en vue de la réalisation du Parc éolien des Violettes.

DELIBERE

ARTICLE 1- Accepte la constitution d'une convention de voirie conférant à la société EOLIENNES DES VIOLETTES notamment le droit d'utiliser la Voirie, de réaliser des travaux de renforcement, d'enfouir des câbles et canalisation et de faire surplomber des pales d'éoliennes sur la Voirie.

ARTICLE 2- Accepte la constitution de cette convention de voirie sous les modalités suivantes :

La Convention de Voirie est consentie et acceptée pour une durée de vingt et une (21) années entières et consécutives à compter de la date de déclaration d'ouverture de chantier, le Bénéficiaire informera la Commune de la date d'ouverture du chantier du Parc éolien par lettre recommandée avec avis de réception au moins quinze (15) jours avant l'ouverture du chantier du Parc.

Sans préjudice des dispositions contenues au paragraphe ci-après, la présente Convention prend fin de plein droit par l'arrivée de son terme sans qu'il soit nécessaire d'effectuer une quelconque formalité. La présente Convention n'ouvre pas droit à renouvellement par tacite reconduction.

Le Bénéficiaire aura la faculté de présenter une nouvelle demande d'occupation à la Commune 6 mois avant l'échéance de la Convention de Voirie. Celle-ci sera non constitutive de droits réels sauf en cas de réalisation de travaux et constructions réhabilitant, étendant ou modifiant de façon substantielle les ouvrages, constructions et installations existants.

Une redevance sera définie dans la Convention de Voirie.

ARTICLE 3- Autorise Monsieur le Maire à signer une convention sous seing privé et le cas échéant un acte authentique pour la constitution de cette convention de voirie.

Après vote à mains levées

Cinq voix POUR ; cinq voix CONTRE ; une ABSTENTION

Vu l'article L 2121-20 , 3^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales qui indique :« lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante » ,
le Maire ayant voté POUR,
le projet énoncé ci-dessus est adopté

A Tavaux-Pontséricourt, le 26 février 2016

Pour copie conforme

Le maire,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

002-210207106-20160226-2016_02_13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/03/2016

Publication : 01/03/2016



Crécy-sur-Serre, le vendredi 4 septembre 2015

Dominique POTART
Premier vice-président délégué aux Finances, à la
Communication et à l'Urbanisme

H2air S.A.S.
Monsieur le Président
Roy MAHFOUZ
29 rue des Trois Cailloux
80 000 AMIENS

A l'attention de Monsieur Thomas DA SILVA

V. Réf :
N. Réf : PJV/DP/AB/2015-1086
Objet : Développement éolien
P.J.

Affaire suivie : Anthony BERTRAND

Monsieur le Président,

Votre société souhaite développer sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de la Serre, un parc éolien. Notre Communauté a adopté, dès 2007-2008, sa Zone de Développement de l'Eolien, laquelle a été arrêtée par le Préfet de l'Aisne en 2008. Cette dernière a toutefois connu de nombreux rebondissements :

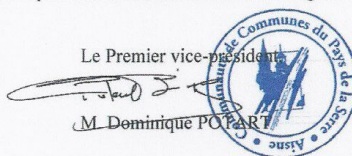
- Le Tribunal Administratif a décidé d'annuler ces arrêtés préfectoraux en 2011,
- La CAA de DOUAI a ensuite rejeté le recours du Ministre de l'Ecologie contre la décision du TA d'AMIENS,
- Le Conseil d'Etat a annulé, le 26 juin 2012, la décision de la CAA de DOUAI, en développant une jurisprudence encourageante, et renvoyé devant la CAA la question.

Vous le comprendrez, après tant d'années perdues, notre volonté est de maîtriser l'implantation d'éoliennes sur le Pays de la Serre tout en accompagnant les communes du territoire dans leurs projets. Pour cette raison, même si nous ne nous saurions nous engager dans une quelconque exclusivité avec un promoteur, nous entendons soutenir les projets menés par des opérateurs respectueux de nos contraintes et de leurs engagements (notamment calendaires).

Suite à notre entrevue avec MM. LETURQUE et RICHET, Maire et Premier adjoint de la commune de TAVAUZ-ET-PONTSERICOURT, je vous confirme que notre Communauté de communes soutient, notamment votre société, pour son projet prévu sur cette commune.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Premier vice-président



M. Dominique POTART

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les constats

Dérèglement climatique Besoins énergétiques Augmentation du taux de CO2 Dépendance énergétique Risques nucléaires

L'évolution du mix énergétique

Aujourd'hui **En 2030**

Loi de transition énergétique 2015

Source	Aujourd'hui (%)	En 2030 (%)
Énergies renouvelables	15%	39%
Énergie fossile	11%	11%
Nucléaire	-	50%

Les énergies renouvelables

éolien solaire hydraulique biomasse géothermie

Les avantages

Ressources inépuisables Valorisation des ressources naturelles Diminution des émissions de gaz à effet de serre

À PROPOS DE H2AIR

UNE ÉQUIPE PASSIONNÉE

Fondé à Amiens en 2008 par une équipe passionnée, H2air s'est développé et s'appuie sur près de 35 collaborateurs expérimentés et qui mettent leurs compétences et leurs savoir-faire au service des projets éoliens. Le groupe H2air est aujourd'hui un acteur reconnu au sein de la filière de l'éolien terrestre.

NOS VALEURS

Convaincus que l'éolien terrestre doit jouer un rôle croissant dans la transition énergétique française, nous agissons au quotidien en faveur d'une croissance économique respectueuse de l'environnement, reposant sur l'indépendance énergétique et une maîtrise des coûts de l'énergie.

NOTRE DIFFÉRENCE

H2air et nos deux filiales H2air PX et H2air GT permettent de prendre en charge toutes les étapes d'un projet éolien, du développement à la gestion opérationnelle en passant par la construction. Nous garantissons une optimisation en terme de coûts et de délais, ainsi qu'une implantation cohérente et concertée.

Votre contact : Thomas Da Silva - 06 30 29 36 99 - tdsilva@h2air.fr
H2air - 29 rue des Trois Cailloux - 80 000 AMIENS
www.h2air.fr

UN PROJET ÉOLIEN PRÈS DE CHEZ VOUS ?

LETTRE D'INFORMATION #1 - HIVER 2017-

L'ÉNERGIE ÉOLIENNE

Une éolienne permet de transformer l'énergie cinétique du vent en électricité.

Une éolienne d'une puissance de 3 Mégawatts permet la consommation électrique hors chauffage de 3 000 €/an

Parmi les nouvelles installations électriques, l'éolien est la plus compétitive.

L'énergie éolienne est sans danger et participe à l'indépendance énergétique de la France

Une éolienne est recyclable à plus de 90%.

LE PARC ÉOLIEN DES VIOLETTES

LOCALISATION

LES ATOUTS

- La zone envisagée est située à une altitude de plus de 150m, très favorable aux vents
- La forêt constitue un tampon acoustique naturel
- Éloignement des habitations > 1 KM
- Les chemins d'accès existants permettent de limiter la consommation de terres agricoles

LE PROJET

- 2015 Rencontre avec le maire de Tavaux-et-Ponséricourt
- 2015 Étude de faisabilité Concertation avec les propriétaires fonciers et exploitants agricoles
- 2016 Présentation publique en conseil municipal
- 2016 Étude d'impact
- 2017 Permanences publiques Concertations réalisées par H2air
- 2017 Dépôt des dossiers de demande d'autorisation environnementale auprès de la préfecture
- 2018 Enquête publique
- 2018 Décision du préfet
- 2021 Début du chantier Mise en service prévisionnelle

Première lettre d'information diffusée aux habitants en 2017

PROGRAMME DE LA BALADE DU 3 JUIN À LA DÉCOUVERTE DES PROJETS ÉOLIENS

9h00 : Départ de la salle communale de Tavaux-et-Pontséricourt
12h00 - 13h30 : Retour à la salle communale - Buffet

Pour des raisons d'organisation, merci de **déposer ce coupon-réponse à la mairie** ou de **confirmer votre participation par mail ou téléphone** : communication@h2air.fr / 09 74 77 48 62



Le 3 juin, je participe à la balade !



NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE MAIL / TÉLÉPHONE :
COMMUNE :
NOMBRE DE PARTICIPANTS :

UNE ÉQUIPE PASSIONNÉE

Fondé à Amiens en 2008 par une équipe passionnée, H2air s'est développé et s'appuie sur près de 35 collaborateurs expérimentés qui mettent leurs compétences et leurs savoir-faire au service des projets éoliens. Le groupe H2air est aujourd'hui un **acteur reconnu** au sein de la filière de l'éolien terrestre.

NOS VALEURS

Convaincus que l'éolien terrestre doit jouer un **rôle croissant** dans la **transition énergétique française**, nous agissons au quotidien en faveur d'une **croissance économique respectueuse de l'environnement**, reposant sur l'indépendance énergétique et une maîtrise des coûts de l'énergie.

NOTRE DIFFÉRENCE

H2air et ses filiales H2air PX et H2air GT permettent de prendre en charge **toutes les étapes d'un projet éolien**, du développement à la gestion opérationnelle en passant par la construction. Nous garantissons une **optimisation en terme de coûts et de délais**, ainsi qu'une **implantation cohérente et concertée**.

VOUS AVEZ DES QUESTIONS ?

Votre contact : Thomas DA SILVA
06 30 29 36 99 - nord@h2air.fr

29 rue des Trois Collaux
80000 AMIENS

www.h2air.fr



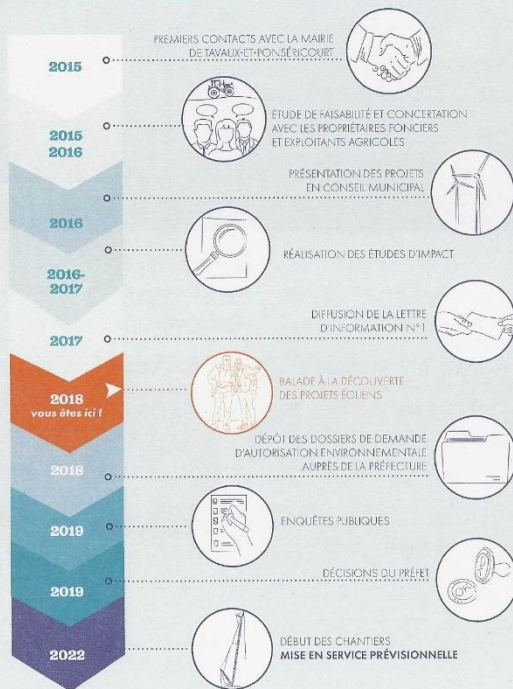
ça se passe près de chez vous !

BALADE À LA DÉCOUVERTE DES PROJETS
> Dimanche 3 Juin
9h - 12h

h2air
L'ÉOLIEN PAR CONVICTION

29 rue des Trois Collaux | 80000 AMIENS | 03 22 80 01 64 | nord@h2air.fr | www.h2air.fr

Déroulé des projets éoliens des Violettes des Primevères et



L'ÉOLIEN, UNE ÉNERGIE POSITIVE

Le projet Violettes sera composé de **8 éoliennes** d'une puissance totale de **30,6 Mégawatts**, qui pourront approvisionner près de **30 000 foyers/an** (hors chauffage).

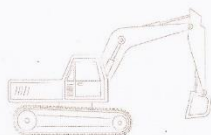
Le projet Primevères sera composé de **4 éoliennes** d'une puissance totale de **15,6 Mégawatts**, qui pourront approvisionner près de **15 000 foyers/an** (hors chauffage).

Parmi les nouvelles installations électriques, l'éolien est **la plus compétitive**.

L'énergie éolienne est sans danger et participe à l'**indépendance énergétique** de la France.

Une éolienne est recyclable à plus de **90%**.

Seconde lettre d'information diffusée aux habitants en 2018



ZOOM SUR LE DÉMANTÈLEMENT DES ÉOLIENNES

CE QUE DIT LA LOI :

La loi exige de l'exploitant le démontage et la remise en état des parcs éoliens pour prévenir tout danger et impact sur l'environnement. Cela est encadré par les articles L553-3 et R516-2 du Code de l'environnement et par l'arrêté du 26 août 2011, relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, qui impose le retrait des fondations à un mètre de profondeur.

CE QUE NOUS FERONS :

H2air s'est engagé auprès de la commune pour le **retrait total des fondations des éoliennes** des Violettes et des Primevères. La somme de 50 000€ est provisionnée par éolienne, ce qui représente le reste à charge après recyclage des matériaux. Fixé par arrêté préfectoral, ce montant est révisé tous les 5 ans. En cas d'impossibilité de paiement, le préfet utilisera cette garantie financière pour couvrir les frais de remise en état du site.

Plus d'infos : nord@h2air.fr

A PROPOS DE H2AIR

Fondé à Amiens en 2009, H2air est un producteur d'électricité renouvelable français. Acteur de la transition énergétique par conviction, la PME indépendante développe, construit et exploite des parcs éoliens et des centrales solaires. L'équipe porte 3 projets éoliens dans l'Aisne.



Votre contact : Anne-Marie MARCHAND
06 47 66 78 18 - nord@h2air.fr

29 rue des Trois Cailloux
80000 AMIENS

www.projeteeolien.com/violettes-primeveres



ça se passe
près de
chez vous !

AGENDA

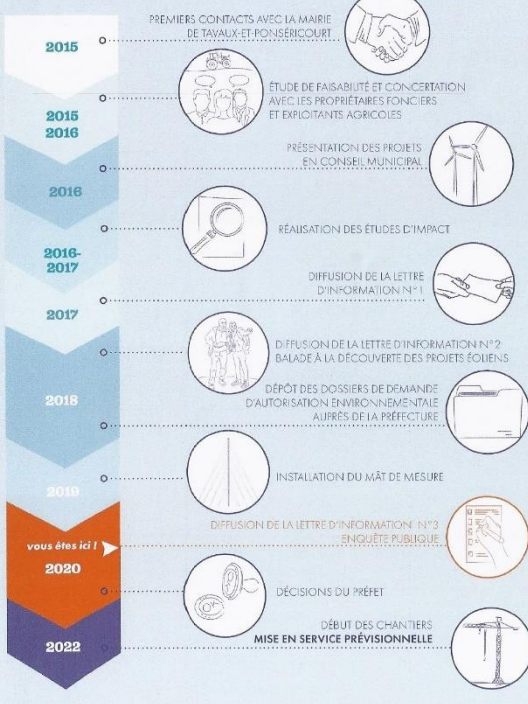
> ENQUÊTE PUBLIQUE
du 15 juin au 15 juillet.

Pour la sécurité de tous, merci de respecter
les gestes barrières.



29 rue des Trois Cailloux | 80000 AMIENS | nord@h2air.fr | www.projeteeolien.com/violettes-primeveres

Déroulé des projets éoliens des Violettes et des Primevères



Enquête publique du 15 juin au 15 juillet



Lorsqu'un projet éolien est lancé, une enquête publique est organisée afin de permettre aux habitants d'exprimer leur opinion. Les citoyens peuvent ainsi prendre connaissance du dossier et formuler des observations au commissaire-enquêteur, qui rédige ensuite un rapport d'enquête. Les conclusions de ce rapport éclaireront le préfet dans l'instruction du projet éolien. L'enquête publique concernant les projets des Violettes et des Primevères se déroulera du 15 juin au 15 juillet 2020.

Prononcez-vous sur un projet d'intérêt collectif !
Vous pouvez consulter le dossier en ligne sur :

www.aisne.gouv.fr/Politiques-publiques/Consultations-et-Enquetes-publiques/Enquetes-publiques/CPE

Permanences publiques du commissaire-enquêteur

MAIRIE DE TAVAU-ET-PONTSÉRICOURT

LUNDI 15 JUIN	9H À 12H
MERCREDI 24 JUIN	14H À 17H
SAMEDI 4 JUILLET	9H À 12H
JEUDI 9 JUILLET	9H À 12H
MERCREDI 15 JUILLET	14H À 17H

Pour la sécurité de tous, merci de respecter les gestes barrières.

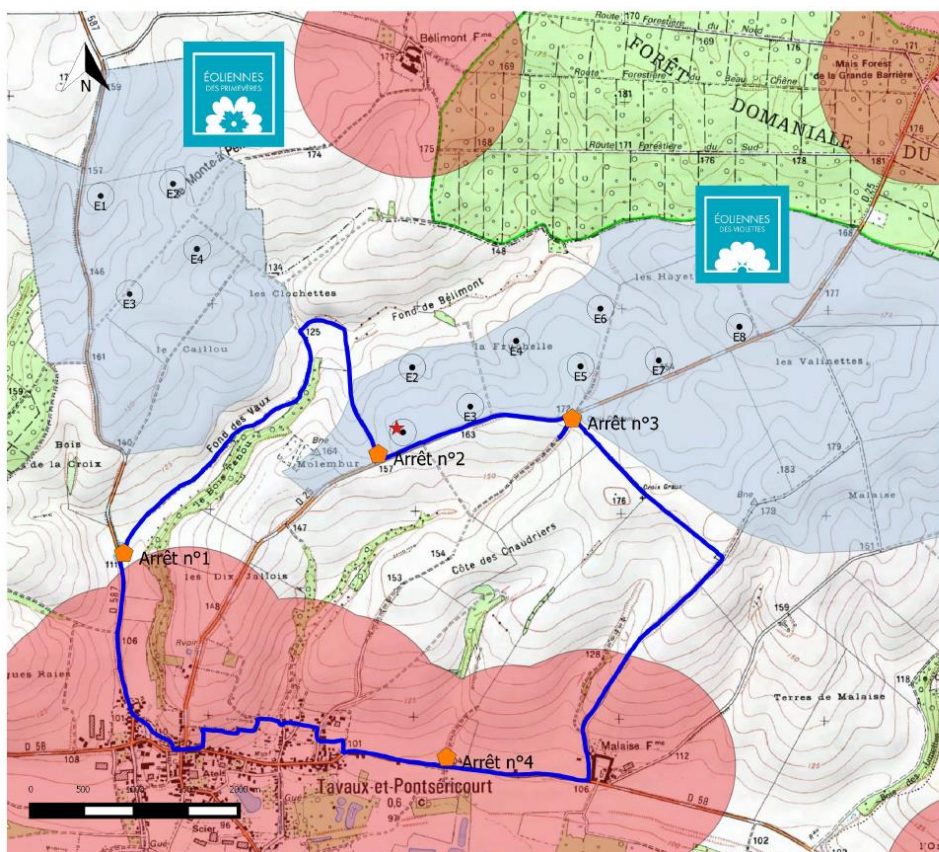


Le saviez-vous ?

Les projets éoliens des Violettes et des Primevères ont leur site internet. Retrouvez toutes les informations ici :

www.projeteeolien.com/violettes-primeveres/

Troisième lettre d'information diffusée aux habitants en 2020



Randonnées Les Eoliennes des Violettes et des Primevères

Légende

- Parcours de la randonnée
- Arrêts
- Eoliennes
- ★ Mât de mesure
- Zone d'implantation
- 500 mètres des habitations

Source: H2Air S.A.S
29, rue des Trois Cailloux
80000 Amiens
www.h2air.com

Arrêt n°1

NB: La teinte des éoliennes sur la photographie a pu être ponctuellement adaptée pour un meilleur confort de lecture.



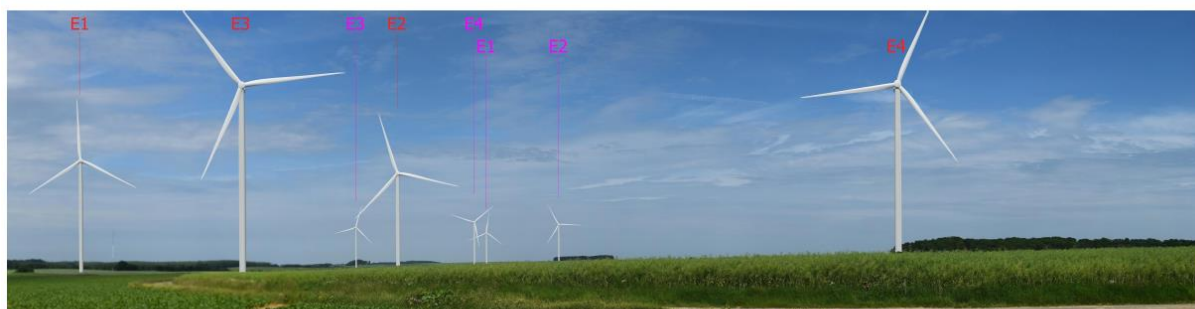
Vue simulée, ouverture d'angle horizontale à 60°

X (l.93)	766080	Y (l.93)	6960886
Focale (équ.24x36)	50mm	Distance à l'éolienne projetée la plus proche projet à 4 éoliennes	1340m



Vue simulée, ouverture d'angle horizontale à 60°

X (L93)	766080	Y (L93)	6960886
Focale (équ.24x36)	50mm	Distance à l'éolienne projetée la plus proche - projet à 4 éoliennes	150m



Vue simulée, ouverture d'angle horizontale à 90°

X (L93)	766999	Y (L93)	6961052
Focale (équ.24x36)	50mm	Distance à l'éolienne projetée la plus proche - projet à 4 éoliennes	270m

Arrêt n°3

NB: La teinte des éoliennes sur la photographie a pu être ponctuellement adaptée pour un meilleur confort de lecture.



Vue simulée, ouverture d'angle horizontale à 90°

X (L93)	766999	Y (L93)	6961052
Focale (équ.24x36)	50mm	Distance à l'éolienne projetée la plus proche - projet à 4 éoliennes	270m

Arrêt n°4

NB: La teinte des éoliennes sur la photographie a pu être ponctuellement adaptée pour un meilleur confort de lecture.



Vue simulée, ouverture d'angle horizontale à 60°

X (L93)	764839	Y (L93)	6960472
Focale (équ.24x36)	50mm	Distance à l'éolienne projetée la plus proche - projet à 4 éoliennes	270m



Vue simulée, ouverture d'angle horizontale à 60°

X (L93)	766385	Y (L93)	6959376
Focale (équ.24x36)	50mm	Distance à l'éolienne projetée la plus proche - projet à 4 éoliennes	1190m



Vue simulée, ouverture d'angle horizontale à 60°

X (L93)	766385	Y (L93)	6959376
Focale (équ.24x36)	50mm	Distance à l'éolienne projetée la plus proche - projet à 4 éoliennes	1630m

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE

DES OBSERVATIONS RECUEILLIES AU COURS DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Comme le stipule l'article 9 de l'arrêté préfectoral autorisant l'ouverture de l'enquête publique, à l'issue de l'enquête, le commissaire - enquêteur rencontre le porteur de projet dans la huitaine et lui communique les observations écrites et orales qui sont consignées dans un procès-verbal de synthèse.

14 Déroulement de l'enquête :

L'enquête publique s'est déroulée sur une période de 31 jours, du lundi 15 juin 2020 (9 heures) au mercredi 15 juillet (17 heures) et le commissaire-enquêteur s'est tenu à la disposition du public lors de cinq permanences tenues aux dates suivantes :

Date	Lieu	Horaires
Lundi 15 juin 2020	Mairie de Tavaux-et-Ponséricourt	9h à 12h
Mercredi 24 juin 2020	Mairie de Tavaux-et-Ponséricourt	14h à 17h
Samedi 4 juillet 2020	Mairie de Tavaux-et-Ponséricourt	9h à 12h
Jeudi 9 juillet 2020	Mairie de Tavaux-et-Ponséricourt	9h à 12h
Mercredi 15 juillet 2020	Mairie de Tavaux-et-Ponséricourt	14h à 17h

Le public a eu la possibilité de consulter le dossier d'enquête en mairie de Tavaux-et-Ponséricourt aux heures habituelles d'ouverture ; durant ces mêmes heures, il lui fut également possible de porter et de consigner des observations sur le registre d'enquête mis à disposition.

Durant toute la période d'enquête, le public a eu la possibilité d'adresser au commissaire-enquêteur ses observations par courrier postal en mairie de Tavaux-et-Ponséricourt ou par courrier électronique à l'adresse ddt-participation-public-icpe@aisne.gouv.fr ; les observations formulées par voie dématérialisée étaient consultables durant les permanences du commissaire enquêteur et sur le site de la préfecture de l'Aisne.

14.1 Fréquentation du public durant les permanences :

Chaque permanence a bénéficié de quelques visites, celle du jeudi 9 juillet étant particulièrement animée, tout en se déroulant dans une ambiance propice aux échanges entre les différents visiteurs.

Ces permanences se sont déroulées dans un climat serein ; jamais le commissaire-enquêteur n'a eu à déplorer de propos discourtois, agressifs ou violents ; certains interlocuteurs ont su se montrer convaincants et persuasifs en produisant nombre de documents et de témoignages avec la volonté de développer leurs arguments afin de prouver leur bon droit.

14.2 Tendance générale des observations :

Les intentions des visiteurs étaient toutes d'affirmer leur opposition au projet, avec des motivations différentes (atteinte aux paysages, destruction du caractère authentique et particulier de la Thiérache, risques pour la santé). Quelques observations ont été transmises par l'intermédiaire de l'adresse électronique mise à disposition de la préfecture et certains contributeurs ont doublé leur communication par voie électronique par une visite au commissaire-enquêteur afin de s'assurer que leur observation lui ait bien été transmise. Il est intéressant de remarquer que la majorité des observations émanent de personnes résidant non pas à Tavaux-et-Pontséricourt, mais dans des villages environnants ; plusieurs associations et des opposants intervenant systématiquement dans les enquêtes publiques concernant les parcs éoliens ont déposé des contributions.

Un recensement et une analyse succincte des observations et documents déposés ou transmis sont présentés dans trois tableaux distincts (en annexe du procès-verbal) et référencés selon leur nature et leur provenance, le tableau récapitulatif présenté ci-dessous les comptabilise :

Observations rédigées sur le registre <i>référéncées Obs Rx</i>	Documents déposés lors des permanences <i>référéncés Document n°x</i>	Observations transmises par courriel <i>référéncés Doc n°x/INT</i>
13	10	14

Seules les courriers émanant du maire de Tavaux-et-Pontséricourt et du vice-président de la Communauté de communes de la vallée de la Serre émettent des avis favorables au projet, les autres observations contiennent les thèmes classiques et récurrents : impacts négatifs sur la santé, les paysages, le cadre de vie de la production d'électricité à partir de l'énergie éolienne, aucune d'entre elles ne s'intéressent aux caractéristiques du projet des parcs éoliens des Violettes et des Primevères, hormis les observations de M. Yverneau (*Document n°10*) et du Président de la Fédération des chasseurs de l'Aisne (*Doc n°2/INT*).

14.3 Les observations formulées par internet :

14 observations ont été formulées par l'intermédiaire du site mis à disposition du public par les services préfectoraux et une d'entre elle (*Doc n°3/INT*) regroupe 6 documents concernant des données financières sur le groupe H2air, ses filiales et ses associés.

14.4 Nature des observations :

Les relevés des observations, présentés sous forme de tableau, présentent une classification selon différents critères fréquemment évoqués dans les enquêtes publiques concernant la création de parc éoliens :

- *Observations concernant l'environnement*
- *Observations concernant l'économie liée au projet*

- *Observations ne pouvant être classées dans les catégories ci-dessus*

Pour ce qui est des *observations concernant l'environnement*, six thèmes suffisamment récurrents dans les observations formulées ont été distingués : Atteinte au cadre de vie, Nuisances sonores et visuelles, Dépréciation des biens fonciers, Dangers pour la santé, Dangers pour la faune et la flore et Atteintes aux paysages.

Les *observations concernant l'économie du projet* sont subdivisées selon trois thèmes : Pas de création d'emplois, Impact négatif sur le tourisme et Projet bénéficiant aux intérêts du promoteur et des propriétaires des terrains accueillant les éoliennes.

Certaines observations sont succinctes, rédigées surtout avec l'intention déclarer son opposition ou son adhésion au projet, d'autres, plus argumentées, listent les raisons de leur opposition au projet, s'appuyant quelquefois sur des documents scientifiques n'ayant pas un rapport direct avec la production d'électricité à partir de l'énergie éolienne (pour exemple les études sur les infrasons).

A noter qu'il n'y a pas eu de dépôt de pétitions ni d'observations « génériques à compléter » distribuées aux habitants des communes concernées.

La plupart des observations ont été déposées par des habitants de Tavaux-et-Pontséricourt ou résidant dans des villages situés à proximité du projet ; quatre observations ont été déposées par des représentants d'associations : l'association Platform Thiérache (*Obs R5*), le Collectif pour la Thiérache (*Document n°6*) et la Fédération des Chasseurs de l'Aisne (*Doc n°2/INT*).

15 *Synthèse des observations :*

Les arguments les plus souvent avancés sont listés pour chacune des catégories distinguées.

15.1 *Observations concernant l'environnement*

15.1.1 *Atteinte au cadre de vie*

Huit observations mentionnent une détérioration du cadre de vie, déjà bien affecté par les nombreuses éoliennes présentes au sud de la Serre et dont certaines sont visibles de Tavaux et ses environs.

15.1.2 *Nuisances sonores et visuelles*

Douze observations font part de leurs craintes de subir des nuisances sonores issues du fonctionnement des éoliennes.

15.1.3 *Dépréciation des biens fonciers*

Argument souvent avancé par les opposants, la dépréciation de la valeur foncière des habitations est évoquée à neuf reprises.

15.1.4 *Dangers pour la santé*

Il est évident que ce risque est très anxiogène ; risques de migraines, d'anxiété, d'acouphènes, d'insomnies, de dépressions, de cancers.

Il apparaît à seize reprises dans les observations.

15.1.5 Dangers pour la faune et la flore

Onze observations s'inquiètent des dangers que les éoliennes peuvent faire courir à la faune et à la flore. Le président de la Fédération des chasseurs de l'Aisne est plus précis dans son observation, présentant un recensement des espèces présentes et alertant sur le danger pouvant affecter certaines espèces protégées.

15.1.6 Atteintes aux paysages

Vingt et une observations mentionnent l'atteinte aux paysages : la Thiérache revendique des paysages particuliers auxquels sont attachés ses habitants et appréciés par les Belges et Hollandais.

15.2 Observations concernant l'économie liée au projet

15.2.1 Pas de création d'emplois

Deux observations font allusion à l'emploi (*Obs R5, Doc n°9/INT*) en prétendant que les implantations d'éoliennes vont affecter l'économie locale (gîtes, commerces, chambre d'hôtes), accélérant ainsi la désertification des régions rurales.

15.2.2 Impact négatif sur le tourisme

C'est une observation souvent reprise par les opposants au développement de l'éolien : il est vrai que les églises fortifiées de Thiérache attirent des visiteurs férus d'histoire et de patrimoine qui ne pratiquent que de courts séjours dans la région. Les Belges et les Hollandais s'installent volontiers dans la région en réhabilitant des bâtiments inoccupés.

15.2.3 Projet bénéficiant aux intérêts du promoteur et des propriétaires des terrains accueillant les éoliennes

Le promoteur et ses associés sont étrangers multipliant le nombre de filiales et sociétés ; le détail des financeurs est présenté dans plusieurs documents (*Doc n°3/INT*).

15.3 Observations caractéristiques :

Cette catégorie d'observations rassemble un certain nombre de questionnements ou constats auxquels il serait utile de répondre.

15.3.1 Les simulations d'impact visuel

M. Yverneau, le maire de Burelles signale qu'aucune prise de vue n'est réalisée à partir des meurtrières de l'église de Burelles côté sud de l'édifice et situées à 30 mètres du sol, seule une petite photo a été prise au pied de l'église !

La commune de BURELLES compte 4 fermes isolées (la ferme de BELIMONT, la ferme de BLANCHE, la ferme du Champ pécher et la ferme du Ponceau). Dans l'étude H2air, je ne vois aucune étude faite au niveau de la ferme du CHAMP PECHER et de la ferme du PONCEAU : est-ce un oubli (volontaire ou non) ou une méconnaissance du territoire sachant que ces fermes, toutes deux exploitations laitières, sont à environ 2 km des éoliennes Primevères et sur un axe dénué de barrière naturelle.

15.3.2 Les études négligent les impacts possibles sur la commune de Burelles

D'après M. Yverneau, le maire de Burelles, le rapport évoque des incidences sur la commune de Tavaux et de la vallée de la Brune mais jamais les incidences sur la commune de Burelles ; pourtant

les éoliennes devraient être implantées à proximité de la limite du territoire communal et subir les nuisances des éoliennes, principalement les habitants de la ferme de Bélumont.

15.3.3 Un projet potentiellement destructeur de la faune volante

L'observation faite sur ce sujet par le président de la Fédération des chasseurs de l'Aisne mérite réponse : le recensement des espèces fourni dans le document référencé *Doc n°2/INT* oblige à des compléments d'information de la part du porteur de projet.

15.3.4 Impact des infrasons sur la santé

Deux documents scientifiques (*Document n°4* et *Document n°8*) présentent les impacts sur la santé humaine des infrasons, sans concerner directement le cas spécifique des infrasons émis par les éoliennes et leur propagation à longue distance.

15.3.5 Emission de gaz à effet de serre

L'observation *Obs R5* fait allusion « au fonctionnement au gaz SF6 » des éoliennes, gaz reconnu extrêmement nocif.

15.3.6 Le secteur d'implantation doit être préservé

Le document référencé *Document n°6* est un plaidoyer en faveur de la création d'un parc naturel de Thiérache reliant les deux PNR existants (Parc naturel de l'Avesnois et Parc naturel des Ardennes) et son auteur s'étonne de la « libération » du secteur géographique s'étendant de Marle à Vervins, jusqu'à présent préservé.

16 Les réponses du porteur de projet :

La plupart des observations formulées lors de l'enquête reprennent les arguments généraux présentés en à l'encontre des projets éoliens. Le problème de la nocivité des ultrasons et de la non-fiabilité financière des promoteurs n'obtient pas toujours de réponses à même de rassurer le public : aucune mesure sur la production et la propagation des infrasons spécifiques aux éoliennes n'est produite et la nébuleuse de sociétés au capital symbolique spécifiques à chaque parc éolien (voir *Doc n°3/INT*) peuvent induire un doute sur les engagements réels des promoteurs sur la fin de vie du parc.

En respect de la consultation publique et de ses participants, je demande donc au porteur de projet une analyse des griefs énoncés dans les observations du public et présentés dans le chapitre précédent et éventuellement fournir, dans son mémoire en réponse, tous les compléments d'information qu'il jugerait judicieux de fournir.

Aguilcourt, le 17 juillet 2020



Mémoire en réponse au commissaire enquêteur



Parc éolien des Violettes
Parc éolien des Primevères

TAVAux-ET-PONTSÉRICOURT

AISNE

30 juillet 2020

H2air
29, rue des Trois Cailloux
80000 Amiens
www.h2air.fr

